

La Responsabilité Civile des Membres de l'Enseignement (Loi du 5 Avril 1937)

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Jeudi 20 avril 1939, à 14 heures.

PAR

PIRON Maurice

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LOUIS-LUCAS, Doyen, Professeur,

Suffragants { *MM. BURDEAU, Professeur.*
FLOUR, Agrégé.

BOURG

IMPRIMERIE BERTHOD

1939

La Responsabilité Civile
des Membres de l'Enseignement

(Loi du 5 Avril 1937)

UNIVERSITE DE DIJON

FACULTÉ DE DROIT

LISTE DES MEMBRES DE LA FACULTÉ

- MM. P. LOUIS-LUCAS, Doyen, Professeur de droit civil.
M. DESSERTAUX, Assesseur, Professeur de droit civil.
R. JAPIOT, Professeur de droit commercial.
A. GUILLOIS, Professeur de droit administratif.
P. HUGUENEX, Professeur de droit criminel.
F. DUMONT, Professeur de droit romain.
G. CHEVRIER, Professeur d'histoire du droit.
A. BLONDEL, Professeur de droit international public.
J. PAOLI, Professeur de droit romain.
G. BURDEAU, Professeur de droit public.
A. MARCHAL, Professeur d'économie politique.
A. GROUBER, Professeur de droit privé.
J. FLOUR, Agrégé de droit privé.
H. GUITTON, Agrégé d'économie politique.
O. WORMSER, Chargé de cours d'économie politique.
P. GIGOUT, Chargé de cours de capacité.

Professeurs et Doyens honoraires :

MM. M. DESLANDRES, M. VIGNES.

Doyen honoraire : M. A. GUILLOIS.

Secrétaire : M. H. VIAN.

La Responsabilité Civile

des

Membres de l'Enseignement

(Loi du 5 Avril 1937)

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Jeudi 20 avril 1939, à 14 heures.

PAR

PIRON Maurice

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LOUIS-LUCAS, Doyen, Professeur.

Suffragants { MM. BURDEAU, Professeur.
FLOUR, Agrégé.

BOURG

IMPRIMERIE BERTHOD

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La notion de responsabilité est incontestablement celle qui a donné lieu aux plus grands développements dans l'étude de notre droit contemporain. La brièveté des textes qui régissent cette matière a permis à la doctrine et à la jurisprudence, des constructions juridiques d'une ampleur insoupçonnée des rédacteurs du Code Civil. Le législateur, à nouveau, vient d'apporter une contribution à cette œuvre. La modification de la législation sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement, qui était en suspens devant le Parlement depuis de longues années, a enfin abouti à un texte, celui de la loi du 5 avril 1937, qui fait l'objet de notre étude.

Avant cette loi, les instituteurs étaient soumis à une double responsabilité; d'une part, la responsabilité de droit commun des articles 1382 et 1383 C. Civ.; d'autre part, la responsabilité indirecte de l'art. 1384. Ce texte faisait peser sur eux, non plus une responsabilité du fait personnel, mais une responsabilité du fait d'autrui.

A cet égard, une distinction essentielle était faite entre les dommages causés aux élèves et les dommages causés par les élèves. Dans le premier cas, lorsqu'un élève était victime d'un accident en dehors du fait d'un de ses condisciples, les art. 1382 et 1383 restaient seuls applicables. Au contraire, lorsque l'accident avait pour auteur un élève, l'art. 1384 édictait une responsabilité spéciale : « les instituteurs sont responsables... du dommage causé

par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ». Ainsi, pendant tout le temps où des enfants étaient confiés à la garde d'un instituteur, celui-ci avait l'entière responsabilité non seulement de ses fautes, négligences ou imprudences, mais encore des actes de ses élèves. Ce texte mettait à la charge des instituteurs une présomption de faute analogue à celle qui pesait sur les parents de l'enfant.

Cette charge avait paru excessive pour les membres de l'enseignement public et une loi du 20 juillet 1899 lui avait apporté une atténuation en ajoutant à l'art. 1384 : « Toutefois la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public ». Mais, afin d'éviter que la victime du dommage causé par un élève soit obligée, en conséquence, de s'adresser à la juridiction administrative, c'est-à-dire au Conseil d'Etat, la loi prescrivait en outre que : l'action en responsabilité contre l'Etat serait portée devant le tribunal civil ou le Juge de Paix du lieu où le dommage avait été causé, et dirigée contre le Préfet du département. Ainsi, tandis que la responsabilité des instituteurs libres ne subissait aucun changement, c'est l'Etat, depuis 1899, qui prenait la place de ses fonctionnaires, dans la responsabilité encourue par eux, en vertu de la présomption de faute que l'art 1384 faisait peser sur tous les instituteurs.

On pouvait croire la question réglée, mais le nouveau texte prêta immédiatement à critique et la jurisprudence l'interpréta de telle sorte, que la condition des membres de l'enseignement public, en présence d'accidents causés par leurs élèves, n'en fut guère modifiée.

En effet, la loi du 20 juillet 1899, ne modifiait que l'art. 1384 du Code Civil et n'avait pour but en réalité,

que de substituer la responsabilité civile de l'Etat à celle des instituteurs publics, uniquement dans le champ d'application de cet article. Par suite, la responsabilité personnelle de l'instituteur, pour ses propres fautes, négligences ou imprudences, prévues par les art. 1382 et 1383, demeurerait entière, si cette faute était prouvée, même lorsque le dommage était causé par un élève. De plus, la loi de 1899 substituait bien la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur pour les dommages ou accidents causés par un élève, mais la responsabilité de l'instituteur était maintenue pour tout dommage et accident, qui était causé à un élève, en dehors du fait d'un de ses condisciples.

A un autre point de vue, la protection de l'Etat n'était assurée à l'instituteur que pendant les exercices scolaires, proprement dits, c'est-à-dire lorsque les élèves se trouvaient légalement sous la surveillance obligatoire du maître. La jurisprudence se montrait très incertaine quant à l'étendue de ce devoir de surveillance; et celui-ci était, en général, limité à la présence officielle de l'élève à l'école. Mais la solution n'était pas rigoureuse et l'on allait jusqu'à discuter sur le point de savoir, si un élève blessé à la porte de l'école était à ce moment précis en dedans ou en dehors de l'établissement d'enseignement. Par ailleurs, les instituteurs n'étaient couverts par l'Etat, que dans l'exercice de leurs fonctions strictement pédagogiques. Si la loi du 20 juillet 1899 substituait la responsabilité civile de l'Etat à celle des instituteurs en ce qui concerne les accidents survenus à l'occasion du service purement scolaire, il en était autrement quand il s'agissait de la surveillance des œuvres dites post-scolaires (cantines, sociétés sportives, patronages scolaires, etc...).

Pourtant, même dans les cas où la loi déclarait l'instituteur couvert par l'Etat, l'instituteur était souvent mis en cause par la victime et restait exposé à des frais coûteux de procédure. En effet, les causes de l'accident n'étaient pas toujours exactement connues, et les parties lésées avaient pris l'habitude d'agir contre l'instituteur et contre l'Etat conjointement. Enfin, la prescription de l'action en responsabilité était trentenaire, de telle sorte que, pendant 30 ans, l'instituteur pouvait être poursuivi devant les tribunaux en raison des suites ou de l'aggravation du dommage.

Aussi, au lendemain même de la loi de 1899, plusieurs propositions de loi ont-elles été déposées, tendant à réaliser d'une façon plus complète la réforme qui n'avait été qu'ébauchée : 1^o) proposition de loi de M. Pierre Dupuy, en 1905¹; 2^o) proposition de loi de M. Henri Michel, également en 1905²; 3^o) proposition de loi de M. Cruppi au nom de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation criminelle, en 1906³; 4^o) deuxième proposition de M. Pierre Dupuy en 1906⁴; 5^o) projet déposé par M. Millerand, en 1906, à la commission extraparlamentaire des accidents du travail⁵; 6^o) proposition de loi de MM. Alexandre Blanc, Betoulle et Bedouce, que la Commission du budget de la Chambre refusa d'insérer dans la loi de Finances de 1909⁶; 7^o) enfin une proposition de loi de M. Gobron tendant à la créa-

(1) J. O. 1905. Ch. Doc. ann. 2349, p. 368.

(2) J. O. 1905. Ch. Doc. ann. 2468, p. 550.

(3) J. O. 1906. Ch. Doc. ann. 2962, p. 46 et 55.

(4) J. O. 1906. Ch. Doc. ann. 85, p. 550.

(5) Manuel général de l'Instruction primaire, N^o du 17 avril 1909, p. 428.

(6-7) V. l'analyse de ces deux propositions dans le rapport de M. UHRY; J. O. 1927. Ch. Doc. ann. 4227, p. 500.

tion d'une caisse nationale des accidents scolaires⁷. Aucune de ces propositions n'aboutit.

La question fut reprise en 1925 par M. Bokanowski et plusieurs de ses collègues, dans une proposition dont l'exposé des motifs rappelle les critiques adressées à la loi du 20 juillet 1899. La réforme ne visait que les seuls membres de l'enseignement public et modifiait la législation en vigueur sur quatre points :

1°) Elle étendait aux œuvres post-scolaires ou aux services extra-scolaires les dispositions de la loi du 20 juillet 1899.

2°) La responsabilité de l'Etat était substituée à celle de l'instituteur lorsque sa responsabilité était engagée, non seulement par application de l'art. 1384, mais encore des art. 1382 et 1383 C. Civ.

3°) Les membres de l'enseignement public étaient mis hors de cause et ne pouvaient être que l'objet d'une action récursoire de l'Etat, dans certains cas déterminés.

4°) Enfin, le délai de prescription de l'action en responsabilité était réduit à un an.

Le texte de cette proposition fut précisé par la Commission de législation de la Chambre, sans que, toutefois, son principe même se soit trouvé contesté. Par la suite, pour donner satisfaction à la Commission de l'Enseignement, des modifications furent apportées aux art. 3 et 4 de la proposition, qui réglementaient l'exercice de l'action récursoire de l'Etat et le délai de prescription de l'action en responsabilité. Le 13 juillet 1927, la Chambre des Députés adoptait, sans discussion, un texte qui n'apportait pas de changement important à la proposition originale, quant à l'étendue de la réforme à réaliser. Cependant, le

délai de prescription de l'action en responsabilité était porté à 3 ans.

Transmis au Sénat, le texte voté par la Chambre fut adopté par la Commission de législation, sous réserves de légères modifications. Puis, il ne parut pas correspondre au but de la réforme. Des critiques furent faites et des amendements déposés : le premier, dès 1928 par M. Jénouvrier, fut écarté, de même que celui de M. Bachelet en 1930. Finalement, la Haute Assemblée se rallia en 1932 à un contre-projet de M. Morand, profondément différent du texte initial voté par la Chambre. Ce contre-projet supprimait la présomption de faute que l'art. 1384 faisait peser sur les instituteurs. La réforme visait aussi bien les instituteurs publics, dont il était uniquement question dans la proposition originaire, que les instituteurs libres. D'autre part, les membres de l'enseignement public contre lesquels était réservée l'action récursoire de l'Etat, ne pouvaient être entendus comme témoins. Enfin, seul l'Etat pouvait être assigné, et les maîtres de l'enseignement public ne pouvaient être mis en cause devant la juridiction saisie de l'action en responsabilité, dont la connaissance appartenait, comme par le passé, aux tribunaux de l'ordre judiciaire.

Ce contre-projet, légèrement amendé pour des raisons de pure forme, fut voté sans débats par le Sénat, le 5 juillet 1933. Transmis seulement le 5 juin 1936 à la Chambre des Députés, il fût adopté sans changement et voté sans discussion le 25 mars 1937. Il est devenu la loi du 5 avril 1937 ainsi conçue :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'art. 1384, § 5 du Code Civil sont modifiées de la façon suivante :

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère et les artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

En ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux, comme ayant causé le fait dommageable, devront être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance.

Art. 2. — La loi du 20 juillet 1899 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée, à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle desdits membres de l'enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils, par la victime ou ses représentants.

Il en sera, ainsi, toutes les fois que, pendant la scolarité ou en dehors de la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés, ainsi, aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

L'action récursoire pourra être exercée par l'Etat soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun.

Dans l'action principale, les membres de l'enseignement public contre lesquels l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action récursoire ne pourront être entendus comme témoins.

L'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit, intentée contre l'Etat ainsi responsable du dommage, sera portée devant le tribunal civil ou le Juge de Paix du lieu où le dommage a été causé et dirigée contre le Préfet du département.

La prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi sera acquise par trois années à partir du jour où le fait dommageable a été commis.

Il convient tout d'abord de faire une remarque quant au procédé de rédaction de la loi, et de rechercher si elle doit être incorporée à l'art. 1384 du Code Civil, ou au contraire, si elle a une existence autonome en dehors du Code Civil. A ce sujet, il est nécessaire de faire une distinction entre les deux articles qui composent la loi nouvelle.

Elle a pour but, en premier lieu, de modifier les dispositions du paragraphe 5 de l'article 1384 (art. 1^{er} de la loi). En ce qui concerne donc cet art. 1^{er}, son incorporation au Code Civil n'offre pas de difficulté; il est clair que ses dispositions doivent figurer dans l'art. 1384 C. Civ., pour devenir les alinéas 7 et 8 nouveaux, de cet article.

Mais l'art. 2 de la loi nouvelle est plus difficile à classer parmi les textes du Code Civil. Si le titre de la loi du 5 avril 1937 annonce une modification au « dernier alinéa de l'art. 1384 C. Civ », le texte de la loi se borne dans son article 2 à abroger et remplacer la loi du 20 juillet 1899. Or, cette loi ne figurait que pour partie dans le Code Civil. L'article 1^{er} de cette loi, en effet, substituant la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public, était spécialement « ajouté au dernier ali-

néa de l'art. 1384 C. Civ. » et en constituait, ainsi, la partie finale. Au contraire, l'art. 2 de la loi de 1899, qui établissait les règles de compétence de l'action en responsabilité, était classé en dehors du Code Civil, et valait comme loi indépendante, puisque son incorporation n'était pas expressément décidée.

Du fait de l'abrogation de la loi de 1899, ses dispositions sont supprimées purement et simplement; et, en particulier, le dernier alinéa de l'art. 1384 disparaît. Mais, le texte nouveau doit-il être incorporé à cet article en remplacement de l'alinéa disparu, pour les matières que celui-ci régissait ? Ou bien faut-il le classer en dehors du Code Civil ?

Il semble qu'on doive préférer le dernier système. En effet, la loi du 5 avril 1937 groupe dans son art. 2 les dispositions qui régissent à la fois la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics, et les règles de compétence de l'action en responsabilité. Par suite, en l'absence de toute indication donnée par la loi, il n'est pas permis de séparer ces deux dispositions l'une de l'autre, et de décider que seule la première prendra place dans l'art. 1384. Par ailleurs, il est question dans la partie finale de la loi nouvelle « des dommages prévus par la présente loi », ce qui ne se comprend, qu'autant que le texte voté possède une existence autonome en dehors du Code Civil.

« Reconnaissons, dit M. Savatier, que c'est une question de technique législative, dont les auteurs de la loi, ne paraissent avoir qu'une idée confuse » ⁸.

Comme l'annonce son titre, cette loi intervient, d'une

(8) SAVATIER. Commentaire de la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité civile des instituteurs et de l'Etat. Lois nouvelles 1937-1-243, § 3.

part, pour modifier « les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs » ; et d'autre part, « le dernier alinéa de l'art. 1384 C. Civ., relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public ».

La loi nouvelle contient donc deux dispositions qui ne sont pas symétriques l'une de l'autre, car, si la première est générale et concerne tous les instituteurs, publics ou privés, la seconde n'est applicable qu'aux seuls instituteurs publics, c'est-à-dire aux fonctionnaires de l'enseignement.

A l'égard des uns comme des autres, la loi du 5 avril 1937 consacre une réforme essentielle. La présomption de faute, que l'art. 1384 C. Civ., mettait à la charge des instituteurs, disparaît. Ils ne répondent plus du fait de leurs élèves, mais de leurs propres fautes, imprudences ou négligences. C'est le fondement même de la responsabilité civile des instituteurs qui est modifié. Désormais, la victime pour obtenir réparation devra prouver la faute de l'instituteur.

Ainsi, la loi nouvelle fait cesser les discussions qui s'étaient élevées sur le sens à donner au mot d'instituteur. La question était controversée notamment en ce qui concerne les directeurs de patronages et de colonies de vacances, et la jurisprudence se montrait incertaine pour les assimiler à des instituteurs⁹. Cette assimilation est désormais sans intérêt, puisqu'elle avait pour but, précisément, de leur faire application de la présomption de faute de l'art. 1384 C. Civ.

Cependant, ce résultat de la loi ne peut que sur-

(9) Dans le sens de l'affirmative : Caen, 28 janvier 1926 et Rouen, 5 novembre 1924, D. 1927-2-123; contra : Trib. civ. Havre, 5 avril 1924. Gaz. Pal. 1924-2-138.

prendre, parce qu'il ne correspond pas aux tendances actuelles de notre droit contemporain. Le domaine de la responsabilité s'était élargi dans un sens favorable aux victimes¹⁰. Le but à atteindre était de ne pas laisser un préjudice sans réparation, et les cas de responsabilité sans faute prouvée devenaient plus nombreux. Ainsi, les tribunaux pratiquaient une application extensive de la présomption de faute qui pesait sur les instituteurs, et l'admettaient dans des espèces, où elle n'était pas juridiquement justifiée. Le législateur de 1937, par un brusque retour en arrière, apporte un démenti à cette œuvre. La règle morale, l'exigence de la faute prouvée reprend sa place à la base de la responsabilité des membres de l'enseignement.

Ainsi, les instituteurs étant soumis au droit commun de la faute prouvée, il semble que l'étude des conditions de leur responsabilité ne mérite pas un examen particulier. Pourtant, l'application de ce principe n'est pas sans soulever des difficultés. L'art. 1384 réalisait un faisceau complet de présomptions, qui venaient en concours pour assurer une réparation aux victimes d'un dommage.

Sans doute, dans l'art. 1384, il n'est plus question des membres de l'enseignement en tant qu'instituteurs, au sens propre de ce terme. Mais, s'ils sont « commettants », ou « gardiens de choses scolaires », ne pourra-t-on leur opposer ce texte ? Il faudra donc préciser le contenu du renvoi au droit commun et déterminer dans quelle mesure il est réellement fait échec à l'application des règles de la responsabilité présumée.

Par ailleurs, la réforme apportée au fondement de la

(10) V. JOSSEMAND. Un ordre juridique nouveau. D. H. 1937. Chronique, p. 41.

responsabilité des instituteurs n'est pas la seule innovation de la loi de 1937. Elle apporte aux instituteurs publics une satisfaction à leurs exigences. La loi du 20 juillet 1899 est abrogée, mais, elle est remplacée par des dispositions qui étendent la portée et modifient le régime de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics.

Cette protection légale est adaptée aux conditions nouvelles de leur responsabilité. Elle jouera donc, désormais, dans le cadre de la faute prouvée. Mais, en même temps, la substitution est plus complète. L'Etat prend la place de ses fonctionnaires, non seulement quant au fond dans la charge de la responsabilité, mais aussi d'une façon générale, dans le procès qui est intenté par la victime. En principe, l'instituteur public ne peut être mis en cause par la partie lésée; celle-ci ne peut agir que contre l'Etat, qui supporte la responsabilité de la faute de son agent. Naturellement, l'Etat ainsi condamné peut se retourner contre l'instituteur public pour lui faire supporter la charge définitive de la réparation.

Ainsi, la responsabilité des membres de l'enseignement public est une opération à trois personnes. La victime doit, dans tous les cas, prouver la faute de l'instituteur, qu'il soit membre de l'enseignement libre ou de l'enseignement public. Mais, dans ce dernier cas, la partie lésée ne peut agir que contre l'Etat. Celui-ci supporte la charge de la réparation, mais, il peut exercer, ensuite, un recours contre l'instituteur.

Ce sont ces résultats de la loi du 5 avril 1937, qui délimitent notre sujet.

Dans un titre premier, nous étudierons la responsabilité dans les rapports des membres de l'enseignement et de la victime. Après avoir déterminé à quelles conditions elle peut agir, nous rechercherons contre qui elle peut exercer son droit à réparation.

Un titre second sera consacré à l'étude de la responsabilité dans les rapports de la victime et de l'Etat, étant observé que ce problème ne concerne que les membres de l'enseignement public. Nous verrons, ainsi, le mécanisme de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics. Cette substitution est soumise à des conditions que nous aurons à préciser; et, par ailleurs, il nous faudra déterminer les règles de compétence et de procédure applicables à l'action de la victime contre l'Etat.

Enfin, il nous restera à analyser la responsabilité dans les rapports de l'Etat et de l'instituteur. Celui-ci doit, dans certains cas, supporter la charge définitive de la réparation. A quelles conditions, l'Etat a-t-il un droit de recours contre l'instituteur? Suivant quelles formes et devant quelle juridiction cette action récursoire doit-elle être exercée? Ce sera l'objet du titre troisième.

Nous serons, ainsi, à même de voir si les réformes opérées ont pleinement atteint le but qu'on escomptait; mais, en même temps, nous pourrons examiner les répercussions de la loi du 5 avril 1937 sur les autres principes de notre droit.

TITRE I

LA RESPONSABILITÉ DANS LES RAPPORTS DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA VICTIME

La proposition initiale de M. Bokanowski n'avait qu'un but : étendre dans tous les cas, la substitution de la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. Elle était donc limitée à la fois, quant à son objet et quant aux personnes appelées à bénéficier de ses dispositions, puisqu'elle ne modifiait que la loi du 20 juillet 1899 et n'entendait protéger que les seuls agents de l'Etat. Mais, d'une façon générale, le fondement de la responsabilité, dans les rapports de l'instituteur et de la victime, obéissait aux mêmes principes. Au contraire, la loi du 5 avril 1937, apporte dans ce domaine des changements importants.

L'article 1 de la loi, supprime la présomption de faute que l'art. 1384 C. Civ. faisait peser sur les instituteurs, à raison du dommage causé par leurs élèves, pendant le temps qu'ils étaient sous leur surveillance. Désormais, « en ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable, devront être prouvées, con-

formément au droit commun, par le demandeur à l'instance ». Cette responsabilité n'est plus une responsabilité pour autrui, mais une responsabilité pour faute prouvée. Autrement dit, le texte nouveau renverse la charge de la preuve à rapporter par la victime. Dès lors, l'élève qui, par sa manière d'agir, déterminait la responsabilité des membres de l'enseignement, tient un rôle secondaire. Peu importe qu'il soit ou non à l'origine du fait dommageable; seule, la conduite de l'instituteur doit être prise en considération. Il n'est plus responsable pour ses élèves, il est responsable de ses actes.

La loi du 5 avril 1937 en supprimant la présomption de fautes, n'a fait aucune différence entre les membres de l'enseignement privé et ceux de l'enseignement public. Par conséquent, elle s'applique sans restriction à tous les instituteurs. Ainsi, la réforme bénéficie à l'Etat, pour les dommages causés par les élèves de l'enseignement public, mais elle profite aux instituteurs eux-mêmes, dans l'enseignement libre.

Cependant, ce résultat est atteint par un procédé qui n'est pas à l'abri de toute critique. On a souvent noté que le législateur de 1804 avait créé une législation claire, précise, harmonieusement agencée, et l'on conçoit qu'un observateur et un romancier comme STENDHAL ait pu prendre, sans paradoxe, la lecture des articles du Code Civil « pour un exercice utile de gymnastique et d'entraînement littéraire »¹. Mais, des lois postérieures ont profondément altéré l'économie de l'œuvre originale, et il est regrettable qu'aucune vue méthodique n'ait présidé à

(1) Rapporté par M. Albert SOREL. *Le Code civil, 1804-1904. Livre du centenaire. Introduction*, p. XXVIII.

l'incorporation de ces lois. Il est permis d'appliquer cette constatation à la loi du 5 avril 1937.

Tout d'abord, l'art. 1 de la loi nouvelle déclare modifier le paragraphe 5 de l'art. 1384 C. Civ. Au cours des travaux préparatoires, on a indiqué qu'il s'agissait du paragraphe 4². Il faut entendre par là, que la modification porte sur le 7^e alinéa de cet article. Le législateur, en effet, est intervenu, auparavant, dans ce domaine, par une loi du 7 novembre 1922, qui « complétait l'alinéa 1^{er} de l'art. 1384 ». Cette formule d'incorporation avait déjà été critiquée à l'époque, et l'on était d'accord pour penser qu'il fallait lire, ainsi, le début de l'article unique de la loi du 7 novembre 1922 : « Il est ajouté à la suite du 1^{er} alinéa de l'art. 1384 C. Civ. les dispositions suivantes qui deviennent les al. 2 et 3 de cet article »³. Par suite, pour éviter toute confusion, nous diviserons ce texte du Code Civil, en alinéas, et nous admettrons que l'art. 1^{er} de la loi du 5 avril 1937, incorporé à l'art. 1384, en constitue les alinéas 7 et 8. Ce procédé de division en alinéas est d'autant plus légitime, que, par ailleurs, la loi annonce une modification au dernier alinéa de l'art. 1384 C. Civ.

A un autre point de vue, et ceci est plus grave, la forme dans laquelle a été réalisée la suppression de la présomption de faute, qui pesait sur les instituteurs, est pour le moins singulière. L'al. 8 nouveau de l'art. 1384 dispose qu'« en ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences, invoquées contre eux... devront être prouvées conformément au droit commun... ». Mais, l'al. 6 ancien n'a pas été modifié, et on y lit toujours que « les instituteurs et les artisans, sont responsables du

(2) V. not. J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2134, p. 418.

(3) D. P. 1923-4-89. 1^{re} col. sous note a.

dommage causé par leurs élèves et apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ». Il semble que le vœu de la loi aurait mieux été rempli par la suppression de toute mention des instituteurs, dans l'art. 1384. Leur responsabilité aurait, par là-même, été régie par un texte de droit commun, ce qui était, en somme, le résultat désiré par le législateur. La présomption de responsabilité établie par l'art. 1384 n'aurait donc pesé, désormais, que sur les père et mère, les maîtres et commettants et sur les artisans. Le résultat pratique était le même et du point de vue de la méthode législative, la solution était plus avantageuse.

Alors que les art. 1382 et 1383 du Code Civil se réfèrent à une responsabilité mise en jeu à la suite d'une faute prouvée, l'art. 1384 édicte certaines présomptions de responsabilité. Aujourd'hui, le contenu de cet article est tel, qu'après avoir énuméré les présomptions de responsabilité dans ses alinéas 1, 4, 5 et 6, l'art. 1384 dans son alinéa 8 nouveau, qui détruit la présomption de faute applicable aux instituteurs, est une application sur un point déterminé, des articles 1382 et 1383 du C. Civ. La raison en est donnée par M. Leblanc en ces termes : « Il nous reste à expliquer pourquoi le nouveau texte que nous vous proposons doit prendre place sous l'art. 1384 C. Civ. et non sous l'art. 1383. L'art. 1383 vise uniquement les dommages que l'on cause par son propre fait. L'art. 1384 règle le cas des dommages causés par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde. Les deux articles visent donc des cas très différents. Ne pouvant faire rentrer dans le cadre de l'art. 1382 un texte relatif à un cas visé par l'art. 1384, il était logique, bien que la loi nouvelle constituât une excep-

tion aux principes édictés par l'art. 1384, que le nouveau texte figurât à la suite de ce dernier ⁴.

Il n'en résulte pas moins un manque d'ordre et un défaut de clarté dans les textes relatifs à la responsabilité. « C'est surcharger abusivement l'art. 1384, dit M. Savatier, et cette surcharge est d'autant plus regrettable que ce même article du Code contient deux dispositions exactement contraires » ⁵.

Malgré cette contradiction, l'intention du législateur n'en est pas moins certaine, et l'art. 1384 devra être interprété à l'avenir, comme si l'alinéa 6 ne faisait plus mention des instituteurs. Ils ne sont donc plus soumis à une présomption de faute pour les dommages causés par leurs élèves et les conditions de leur responsabilité obéissent, dit la loi, aux règles du droit commun.

Mais ici, apparaît une singularité de la loi du 5 avril 1937. Dans le droit commun de la responsabilité, l'action en réparation, née du dommage, est exercée contre l'auteur de l'acte illicite. Ce principe était suivi par l'ancienne législation aussi bien à l'égard des instituteurs privés que des instituteurs publics. Maintenant, si les premiers continuent à être exposés à l'action de la victime, les seconds y échappent par dérogation au droit commun. La loi nouvelle dispose, en effet, que les membres de l'enseignement public ne pourront être mis en cause devant les tribunaux civils. Il n'y a donc plus, en principe, de rapports de procédure entre la victime et l'instituteur public, du moins, lorsque l'action est portée devant les juridictions civiles.

(4) Rapp. supplém. de M. LEBLANC. J. O. 1932. Sén. Doc. ann., 850, p. 1221.

(5) SAVATIER. Lois nouv. 1937-1-244.

Ainsi, la particularité est que *les conditions de la responsabilité s'apprécient en la personne de l'instituteur, mais, que l'action en réparation ne peut pas être exercée contre lui*. Par conséquent, dans les rapports de l'instituteur et de la victime, l'étude de la responsabilité soulève distinctement deux questions qui sont habituellement liées : d'une part, conditions auxquelles la partie lésée a droit à réparation; et, d'autre part, exercice par la victime de son droit à réparation.

CHAPITRE PREMIER.

LES CONDITIONS AUXQUELLES LA VICTIME A DROIT A REPARATION

Avec la suppression de la présomption de faute, les instituteurs ne sont plus responsables de plein droit. Ils répondent de leur fait personnel comme tout particulier. La loi réalise, donc, quant aux conditions de la responsabilité, le retour au droit commun. Pourtant, la formule est moins simple qu'elle ne le paraît.

On penserait, à priori, que le droit commun, c'est la responsabilité pour faute prouvée des articles 1382 et 1383 du Code Civil. Cependant, le renvoi exclusif à ces articles n'est pas formellement prescrit par la loi nouvelle.

Or, dans le développement contemporain des règles de la responsabilité, les cas de responsabilité sans faute prouvée, ont pris une importance presque égale à ceux de responsabilité fondée sur la faute. L'instituteur, libéré de la présomption de faute qui pesait sur lui, en cette qualité, n'échappe pas aux autres présomptions. Ce que la loi exige, c'est la preuve d'une faute de l'instituteur, dans le cas où la victime en était dispensée aux termes de l'art. 1384, al. 6. Mais, cette disposition est seule modifiée. Par suite, l'instituteur reste soumis aux autres présomptions, qui peuvent peser sur toute personne.

Ainsi, le droit commun dont il s'agit, c'est non seule-

ment le droit commun de la responsabilité pour faute prouvée, mais, aussi, le droit commun des responsabilités présumées. D'où la division de ce chapitre en deux sections.

Section I.

Le droit commun de la faute prouvée.

C'est une formule commode de dire que les instituteurs sont rejetés dans le droit commun de la responsabilité pour faute prouvée. Mais, encore faut-il s'entendre, sur le sens à attribuer à ces mots ? De quel droit commun et de quelle faute s'agit-il ? On distingue dans le domaine de la responsabilité civile, d'une part, la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, et, d'autre part, la responsabilité contractuelle. La faute qui doit servir de base à la responsabilité des instituteurs est-elle contractuelle ou délictuelle ?

On a nié⁶ la possibilité de la distinction, parce que la faute est toujours un acte illicite, la violation du droit d'autrui, que ce droit résulte d'un contrat ou de la loi. Mais, si la faute délictuelle et la faute contractuelle peuvent souffrir une définition commune, elles diffèrent par leur régime⁷.

En particulier, c'est un principe généralement admis dans la responsabilité contractuelle, que la charge de la preuve est déplacée. Lorsque deux parties sont liées par

(6) PLANIOL et RIPERT. Tr. prat. de droit civil avec le concours de M. P. ESMEIN, t. VI, n° 489.

(7) V. sur cette question : BRUN. Rapports et domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle. Th. 1931, n°s 15 et suiv.

un contrat, ce n'est pas à la victime, lésée par l'inexécution d'une obligation, à prouver la faute de son co-contractant; c'est à celui-ci, au contraire, à prouver qu'il n'a commis aucune faute dans l'exécution du contrat. Il pèse donc une véritable présomption de faute sur le débiteur de l'obligation.

Evidemment, on ne peut pas parler de responsabilité contractuelle pour les dommages causés par les élèves aux tiers, puisque ceux-ci ne sont pas contractuellement liés à l'instituteur. Mais, ne pourrait-on pas appliquer ces principes à l'instituteur, en ce qui concerne les dommages causés aux élèves ? Les parents demandeurs en dommages et intérêts n'auraient pas à prouver la faute de l'instituteur; ce serait à celui-ci, au contraire, à démontrer qu'il a exécuté le contrat en bon père de famille. Ainsi, l'instituteur serait tenu contractuellement de veiller à ce que ses élèves ne subissent aucun préjudice.

Mais encore faut-il qu'il existe un contrat entre les parents de l'enfant et l'instituteur. Il faut noter, alors, que la question ne paraît pas pouvoir se poser dans l'enseignement public. Dans ce cas, en effet, la notion de contrat est exclue. Les parents, qui envoient leurs enfants dans les écoles publiques, ne font que souscrire aux lois sur l'enseignement obligatoire. Par ailleurs, il n'existe pas de contrat, au moins soumis aux règles du droit privé, entre l'instituteur ou l'Etat et ceux qui usent du service public de l'enseignement.

Au contraire, dans l'enseignement privé, il est incontestable qu'un contrat lie les parents de l'élève à l'instituteur. Pourtant, on admettait, qu'en général, l'instituteur n'était pas soumis à une responsabilité contrac-

tuelle⁸. Or, c'est là une contradiction, pour des solutions qui, au fond, sont juridiques.

Dès lors, en effet, que l'existence d'un contrat est certaine, la responsabilité est contractuelle. Car, il n'y a pas d'autre définition logique que celle-ci : la responsabilité est contractuelle, lorsqu'elle sanctionne la violation d'une obligation née d'un contrat. Seulement, il n'en résulte pas que l'instituteur soit responsable de plein droit. C'est pourquoi, il n'est pas vrai de dire, comme dans les opinions habituellement admises, que la faute contractuelle soit toujours présumée. Cela dépend du contenu du contrat, c'est-à-dire des obligations qu'il fait naître à la charge de chacune des parties.

Dans certains cas, on promet un résultat. Alors, il y a responsabilité de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de prouver une faute, si le résultat n'est pas atteint. Mais, dans d'autres cas, on promet seulement, d'agir en vue d'un résultat, sans garantir qu'il sera atteint. Alors, la responsabilité suppose la preuve d'une faute, c'est-à-dire la preuve que l'on n'a pas eu la diligence voulue. C'est, selon une formule heureuse, l'opposition de l'obligation de résultat à l'obligation de moyens⁹.

Ainsi, celui qui est tenu d'une obligation de moyens ne supporte pas une responsabilité de plein droit. On con-

(8) Riom, 18 juillet 1928. Gaz. Pal. 1928-2-784; Paris 10 décembre 1936. D. H. 1937-73. — LALOU. La responsabilité civile, 1932, p. 457. V. aussi M. T. BEULABON. La responsabilité des membres de l'enseignement privé. Th. 1937, p. 123 et suiv. CAMERLYNCK. De la responsabilité contractuelle en matière d'accident de personnes. Rev. Crit., 1931, p. 110. — DEMOGUE. Traité des Obligations en général, t. V, n° 857.

(9) DEMOGUE, T. V, n° 1237; t. VI, n° 599. — MAZEAUD, Essai de classification des obligations. Rev. trim. de droit civ., 1936, p. 1. — THOMAS. Distinction des obligations de moyen et de résultat. Rev. crit., 1937, p. 636. — BRUN. Rapports et domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle. Th. 1931, n°s 47 et 48. — DURAND. Des conventions d'irresponsabilité. Th. 1931, n°s 54 et suiv.

sidère, seulement, qu'il a promis, qu'il a dû promettre d'agir dans un but déterminé; et ce n'est qu'au cas où il a manqué à cette obligation consentie, que sa responsabilité est engagée. Bien entendu, il appartient au demandeur en dommages et intérêts, d'administrer la preuve qu'il y a eu manquement à cette obligation certaine née du contrat.

C'est, précisément, la thèse adoptée en matière de responsabilité médicale, par les derniers arrêts de jurisprudence¹⁰. Il y a contrat, entre le médecin et son malade. La responsabilité du médecin, pour les dommages causés à son client, est contractuelle. Néanmoins, le médecin ne contracte pas l'obligation de guérir, mais seulement de bien soigner. Il ne s'agit, donc, que d'une obligation de moyens, et le malade doit prouver la faute du médecin, pour obtenir réparation.

Nous pouvons adopter, également, cette idée, dans notre domaine. Il est certain que les rapports juridiques existant entre les instituteurs privés et leurs élèves, ont leur source dans un contrat. Les conséquences de ce contrat doivent être dominées par les règles générales applicables en matière de conventions. Mais, il n'en résulte pas que tout fait dommageable causant un préjudice à un élève, ait le caractère d'une faute contractuelle. Il faut, pour cela, que le fait dommageable imputé à l'instituteur, constitue un manquement à une obligation née du contrat qui le lie. Or, d'après le contrat, l'instituteur promet, seulement, de surveiller l'enfant, pour l'empêcher de subir des dommages. Mais, cette obligation n'est qu'une

(10) Cass. civ. 20 mai 1936. Concl. P. MATTER. Rapport de M. JOSSE-RAND. D. P. 1936-1-88, Gaz. Pal. 1936-2-41. V. aussi FALQUE. La responsabilité du médecin après l'arrêt de la Cour de cassation du 20 mai 1936. Rev. crit. 1937, p. 609.

obligation de moyens. Le chef de l'institution promet sa surveillance, ses efforts, son dévouement même; cependant, il ne garantit pas le résultat. Dans le contenu du contrat ne figure pas l'obligation stricte d'empêcher tout dommage, mais seulement, de s'y efforcer. Là, s'arrêtent les obligations de l'instituteur.

Il y a donc responsabilité contractuelle, contrairement, à ce qui est soutenu d'ordinaire. Mais, il n'y a pas pour cela obligation de sécurité ¹¹, c'est-à-dire obligation de garantir l'intégrité de la personne de l'élève. Ce sont des notions différentes. Le contrat d'éducation n'engendre que des obligations de moyens. Or, l'obligation de sécurité absolue est une obligation de résultat. Par suite, il faut, quand même, prouver la faute de l'instituteur (comme pour le médecin), malgré le caractère contractuel de la responsabilité.

Tout au plus, pourrait-on admettre une obligation de sécurité ou une obligation de résultat à la charge de l'instituteur, lorsqu'à côté du contrat relatif à l'enseignement, intervient un contrat accessoire, relatif, par exemple, à la nourriture et au logement de l'élève. Si celui-ci est victime d'une intoxication provenant des aliments qui lui sont servis ou, si le logement qui lui est fourni ne présente pas les conditions d'hygiène qu'il pouvait escompter ¹², on peut retenir la responsabilité de l'instituteur comme ayant manqué à ses obligations. Mais, comme

(11) MAZEAUD. Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, 1934, t. I, n° 157. — BRUN. Rapports et domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle. Th. 1931, n° 191. — LALOU. Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant « sain et sauf ». D. H. 1931-37. — MAZEAUD. Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle. Rev. trim. 1929, p. 621, n° 62.

(12) En ce sens. Paris, 30 octobre 1930. Gaz. Trib. 1931, 1^{er} sem. 2-69.

le fait remarquer M. Lalou⁽¹³⁾, cette responsabilité présente plus d'analogie avec la responsabilité de l'hôtelier qu'avec celle de l'instituteur; le principe posé, précédemment, subsiste donc en entier, les instituteurs ne sont pas tenus, de plein droit, de sauvegarder l'intégrité physique des élèves qui leur sont confiés.,

Ainsi, quant à la preuve, la responsabilité contractuelle de l'instituteur privé se confond avec sa responsabilité délictuelle. Pas de présomption de faute, pas de renversement de la charge de la preuve, la victime doit prouver la faute, comme sur le terrain de la responsabilité délictuelle. Par suite, les conditions de mise en jeu de la responsabilité des instituteurs sont celles exigées, traditionnellement en cette matière : il faut, en premier lieu, un élément subjectif, la faute, dont l'existence doit être prouvée par la victime qui prétend à réparation. Il faut, en outre, un élément matériel qui est le fait dommageable. Il faut enfin, un lien de causalité, entre les deux conditions précédentes, de telle sorte que, le fait dommageable soit la conséquence de la faute alléguée.

§ 1. *La faute.*

La loi du 5 avril 1937 en subordonnant la responsabilité des instituteurs à la preuve d'une faute, imprudence ou négligence, n'a pas été plus explicite que les rédacteurs du Code Civil, sur le sens à donner à ces mots. Aucune définition de la faute n'a été donnée; de plus, une telle notion a singulièrement embarrassé la doctrine. « En évo-

(13) LALOU, Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant « sain et sauf », D. H. 1931-37.

quant la notion de faute, dit M. Josserand, le législateur s'est référé à une des notions les plus vagues et les plus fuyantes qui existent dans l'ordre juridique; c'est à dessein qu'il est resté dans l'imprécision : il s'est contenté de poser un principe et il s'est remis au juge du soin d'en assurer l'application, lui confiant ainsi une des missions les plus délicates et les plus redoutables qui soient » ¹⁴.

Mais devant la généralité des termes employés par le législateur de 1937, il importe peu de distinguer entre la faute proprement dite et la négligence ou imprudence. La première, à elle seule, comprend les deux autres. L'imprudence, la négligence, sont des fautes qui échappent à toute définition précise. Ces expressions très compréhensives embrassent toutes les fautes que leur auteur pouvait éviter avec plus de prévoyance, de soin, de diligence. Notons, cependant, que si l'imprudence est le plus fréquemment constituée par un fait positif, la négligence s'analyse le plus souvent en une omission fautive. Mais qu'il s'agisse de faits actifs ou d'abstentions, la question de savoir s'ils constituent une faute relève du contrôle de la Cour de Cassation. Il a été décidé, en effet, que s'il appartient aux juges du fond de constater souverainement les circonstances d'où dérive la responsabilité d'un fait dommageable, l'appréciation des circonstances à laquelle ils se livrent en leur imprimant le caractère légal d'une faute, est susceptible d'être révisée par la Cour de Cassation ¹⁵. Quels vont être, alors, ces faits, constitutifs de faute à la charge des instituteurs et servant de base à leur responsabilité ?

(14) JOSSERAND, Cours de droit civil, 2^e éd., t. II, n° 422, p. 219.

(15) Cass. civ. 15 janv. 1925, Gaz. Pal. 1925-1-492 et 18 octobre 1937. S. 1938-1-6.

Une difficulté se présente immédiatement en ce qui concerne les instituteurs publics. Nous sommes ici, en effet, en face de fonctionnaires et les fautes susceptibles d'engager leur responsabilité obéissent aux règles spéciales posées par le droit administratif. Dans le droit commun de la responsabilité des fonctionnaires publics, ceux-ci ne sont tenus à l'égard des particuliers que de leurs « fautes personnelles », détachables de leur fonction, l'Etat répondant seul, au contraire, des « fautes de service ». Ce principe s'appliquait pleinement, dans l'ancienne législation, lorsqu'un dommage était causé à un élève, en dehors du fait d'un de ses condisciples. La règle était différente, au contraire, lorsque l'auteur du dommage était un élève. Dans ce cas, l'art. 1384 présumait la faute de l'instituteur public; par suite, le demandeur à l'instance engagée à la suite d'un accident, n'avait pas à rechercher si la faute commise par l'instituteur, était une faute personnelle ou une faute de service. Mais, la loi nouvelle ayant supprimé cette présomption, il faut nécessairement déterminer la nature de la faute engageant la responsabilité de l'instituteur public et dont la preuve incombe, dans tous les cas, à la victime.

Or, la loi du 5 avril 1937 ne distingue pas. On pourrait soutenir, conformément au droit commun de la responsabilité des fonctionnaires, que seule la faute personnelle, détachable de la fonction, entraîne la responsabilité des instituteurs publics. Mais cette théorie ne doit pas être admise car, en réalité, dans le régime institué par la loi nouvelle, l'instituteur public n'apparaît pas au procès. L'action en responsabilité exercée par la victime, est intentée dans tous les cas, contre l'Etat. Par conséquent, on peut dire avec MM. Mazeaud « qu'en interdis-

sant toute action de la victime contre les membres de l'enseignement public, la proposition Bokanowski supprime la question » ¹⁶. Notons, toutefois, que cette distinction entre faute personnelle et faute de service, conserve un intérêt en ce qui concerne l'action récursoire de l'Etat. Mais c'est là une question de charge définitive de responsabilité, que nous verrons en étudiant cette matière. Pour la même raison que précédemment, nous n'avons pas à nous préoccuper ici, des fautes « du » service public de l'enseignement, qui restent sous la dépendance des principes généraux du droit administratif. Dans ce cas, en effet, le dommage n'a pas à son origine une faute de l'instituteur. La cause est ailleurs, la responsabilité aussi.

Il en résulte que l'acte fautif, générateur de responsabilité, est apprécié de la même façon, aussi bien à l'égard des instituteurs publics, qu'à l'égard des instituteurs libres. Pour caractériser la faute, Planiol a parlé d'un manquement à une obligation préexistante ¹⁷; mais il est impossible de déterminer à l'avance toutes les obligations qui incombent à un individu. Pourtant on est guidé dans cette recherche. Il faut se demander quels sont les devoirs qui pèsent sur un instituteur. Sans doute il est tenu comme tout particulier d'une obligation générale de prudence et de diligence, mais, en outre, il est astreint aux obligations particulières que lui impose sa profession. A ce titre, il doit essentiellement surveiller ses élèves et leur donner un enseignement. Dès lors, il y a faute, chaque fois que l'un de ces devoirs n'a pas été respecté.

Il est à noter, d'ailleurs, que la jurisprudence anté-

(16) MAZEAUD, T. I, n° 842 in fine.

(17) PLANIOL et RIPERT, Traité pratique de droit civil français, t. VI, n°s 477 et 505.

rieure à la loi du 5 avril 1937, avait déjà été amenée à sanctionner les manquements à ces devoirs. En effet, malgré l'extension du domaine d'application de la présomption de faute qui pesait sur les instituteurs, la victime, dans certains cas, était déjà obligée de recourir au droit commun des articles 1382 et 1383, pour obtenir réparation du dommage à elle causé. Il en était, ainsi, non seulement lorsque la présomption ne pouvait pas jouer parce que le dommage n'était pas le fait d'un élève, mais même, aussi, dans ce cas, lorsque l'élève n'était pas sous la surveillance de l'instituteur, au moment où il causait le dommage. L'action de la victime avait pour but, alors, de mettre en jeu la responsabilité délictuelle de l'instituteur, en démontrant à son encontre une faute, imprudence ou négligence. L'étude de cette jurisprudence présente un intérêt certain; c'est en effet, dans ces décisions que la victime trouvera un guide pour savoir si elle est, ou non, en mesure de prouver que l'instituteur n'a pas rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Tout d'abord, celui-ci doit agir comme le ferait un « bon instituteur », prudent et avisé, et le manquement à ces règles de prudence, engage sa responsabilité. Il est bien évident qu'il en est ainsi toutes les fois que l'instituteur se rend coupable d'une faute volontaire au mépris des règlements scolaires ou de la loi pénale, ou bien, lorsqu'il facilite, lui-même, la réalisation d'un dommage¹⁸. Mais il en est de même, lorsqu'il commet un acte inconsidéré, qui révèle de sa part un manque de précautions¹⁹. La jurisprudence est allée encore plus loin. Il a été jugé,

(18) Cons. Et. 19 novembre 1927, Gaz. Pal. 1927-2-907; Cass. Req. 28 avril 1933. S. 1933-1-253.

(19) Besançon, 7 décembre 1933, S. 1934-2-52. Poitiers, 29 juin 1936. D. H. 1936-502.

en effet, que l'instituteur était tenu envers ses élèves de tous les devoirs d'un père de famille. Il doit veiller à leur santé, leur donner des soins attentifs²⁰, et il serait responsable de l'aggravation de maladie d'un enfant, faute de soins immédiats et assidus²¹. Mais, surtout, la conduite de l'instituteur est répréhensible, toutes les fois où l'on se trouve dans les termes des articles 319 et 320 du code pénal, qui visent l'homicide ou les blessures involontaires résultant de la maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements. Dès lors qu'une faute pénale est imputée à un instituteur, celui-ci en doit réparation sur le terrain des articles 1382 et 1383 C. civ.²². En effet, la faute pénale d'imprudence et de même nature que la faute civile quasi délictuelle. Cette idée de l'identité des deux fautes, longtemps discutée, a fini par être admise par la doctrine et la jurisprudence et ne soulève plus de difficulté²³.

Mais à côté de ces devoirs généraux, les instituteurs sont tenus de certaines obligations déterminées : en particulier, ils ont pour mission de surveiller leurs élèves. Les instituteurs, en effet, se présentent comme les auxiliaires nécessaires des parents; et, l'on a maintes fois noté, que leur rôle n'était qu'un démembrement de l'exercice de la puissance paternelle. Se substituant à la famille pour donner aux enfants l'instruction et l'enseignement qui leur sont indispensables, les instituteurs succèdent, par là

(20) Trib. civ. Seine, 30 novembre 1897. Gaz. Trib. 1898, 1^{er} sem. 2-225.

(21) Trib. civ. Lyon, 5 février 1910. D. P. 1912-2-348.

(22) Cass. Crim. 11 août 1905. S. 1905-1-429. Paris, 23 février 1937. S. 1937-2-109 et 7 juillet 1937. Gaz. Pal. 1937-2-788.

(23) V. not. MAZEAUD. T. I, n^{os} 642 et suiv.; t. II, n^o 1823. — SCHMIDT. Th. 1928. Faute civile et faute pénale, p. 118 et suiv. — P. L. RIVIÈRE. Sur l'évolution de la jurisprudence de la Cour Suprême. Sem. Jur. 1937. Dissertation p. 19.

même, au devoir de surveillance qui pèse sur les parents. Mission délicate et de tous les instants, qui est d'autant plus nécessaire, qu'elle s'applique à des enfants vifs et turbulents qui ne peuvent prévoir toutes les conséquences de leurs actes. Dès lors qu'un accident aura pour auteur ou pour victime, un élève, la partie lésée inclinera tout naturellement à rechercher la responsabilité de l'instituteur en alléguant qu'il a manqué au devoir de surveillance qui lui incombait. Pratiquement, il faut le reconnaître, la plupart des accidents aura pour cause une négligence dans la surveillance, voire même, un défaut total de surveillance, quand l'instituteur a abandonné son poste sans raisons légitimes ²⁴. De plus, le simple défaut de surveillance est générateur de responsabilité, et la soudaineté et la prétendue imprévisibilité de l'accident, ne constituent pas une excuse suffisante ²⁵.

En effet, le devoir de surveillance ne comporte pas simplement un rôle passif. L'instituteur ne peut se borner à tenir sous ses regards les élèves qui lui sont confiés. La simple surveillance n'est pas suffisante, elle implique nécessairement l'exercice d'une autorité active, et impose à l'instituteur un contrôle effectif de l'activité de ses élèves. Il en résulte que l'instituteur doit mettre un terme à cette activité lorsqu'elle peut devenir dangereuse. Il lui appartient donc de prévoir et d'empêcher les accidents. Ainsi, l'instituteur est en faute lorsqu'il tolère que ses élèves se livrent à des jeux dangereux ²⁶. De même, il manque à

(24) Cass. crim. 11 août 1905. S. 1905-1-429; Cass. Req. 27 juillet 1931. S. 1931-1-344; Cons. Et. 26 janvier 1938. Gaz. Pal. 26 avril 1938; Cass. Civ. 1^{er} février 1933. Gaz. Pal. 1933-1-788.

(25) Paris, 3 novembre 1924. Gaz. Pal. 1925-1-39; Cass. civ. 15 décembre 1936. Gaz. Pal. 1937-1-255; Cons. Et. 26 janvier 1938. Gaz. Pal. 1938. Rec. Somm., p. 66.

(26) Paris, 22 décembre 1930. Gaz. Trib. 25 décembre 1930.

son devoir de surveillance, lorsqu'il ne prend pas toutes les dispositions d'usage destinées à prévenir les imprudences naturelles de ses élèves ²⁷.

D'ailleurs, la surveillance que doit exercer l'instituteur est susceptible de degré. Elle peut être continue ou intermittente, suivant que l'élève est interne ou externe.. Mais, surtout, elle doit être plus ou moins active selon le caractère et l'âge des enfants. Il ne suffit pas que l'instituteur donne des ordres ou des instructions, il faut encore qu'il s'assure de leur exécution. La Cour de Douai a jugé que l'indiscipline et la désobéissance d'un élève ne pouvait pas diminuer la responsabilité du directeur d'une colonie de vacances; celui-ci, devait prévoir l'infraction aux ordres donnés et la surveillance de cet enfant devait être exercée d'une manière encore plus attentive ²⁸. De même, le devoir de surveillance est d'autant plus impératif que l'enfant est plus jeune. Dans l'ancienne législation se posait la question de savoir, si la présomption de faute pouvait jouer contre l'instituteur, lorsque le dommage était causé par un élève majeur. Elle était résolue généralement par l'affirmative ²⁹. Il faut remarquer, néanmoins, que le devoir de surveillance à l'égard des élèves majeurs est bien mince, souvent même inexistant. Il en résulte, pratiquement, que la faute de surveillance ne sera pas alléguée

(27) Trib. civ. Boulogne-sur-Mer. 12 mars 1930. Gaz. Trib. 1^{er} sem. 2-318 et sur appel Douai, 26 juillet 1930. Gaz. Pal. 1930-2-651; Comp. Cass. Req., 18 février 1929. Gaz. Pal. 1929-1-821; Paris, 26 novembre 1932. S. 1933-2-93.

(28) Douai, 26 juillet 1930. Gaz. Pal. 1930-2-651; Comp. Alger, 23 juillet 1924. Gaz. Pal. 1924-2-513.

(29) Paris, 29 octobre 1926, S. 1927-2-64 (sol. impl.). PLANIOL et RIPERT, t. VI, n° 635, p. 862; JOSSERAND, t. II, n° 498; COLIN et CAPITANT, Cours élém. de droit civil français, 7^e éd., t. II, p. 196; GARDENAT et RICCI. De la responsabilité civile, n° 175, p. 455. Contra : DEMOGUE, t. V, n° 854; VIVARÈS. De la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics. Th. 1927, p. 21.

contre l'instituteur, lorsqu'un élève majeur sera auteur ou victime d'un dommage. Pour la même raison, cette faute ne pourra jamais être invoquée contre les membres de l'enseignement supérieur, dont les élèves ne se trouvent pas sous la surveillance des professeurs. Bien que ceux-ci ne soient pas des instituteurs, au sens de l'article 1384, le fait mérite d'être signalé, puisque depuis la loi du 5 avril 1937, leur responsabilité est soumise aux mêmes règles. Par contre, la faute de surveillance pourra être retenue contre ceux dont le rôle est plutôt de surveiller que d'instruire. Il en sera, ainsi, pour les directeurs de patronages ou de colonies de vacances, pour les répétiteurs, surveillants ou maîtres d'internat, dont la qualité d'instituteur a été reconnue par la jurisprudence.

Cette assimilation des directeurs d'œuvres de bienfaisance, aux instituteurs, qui faisait peser sur les premiers une lourde responsabilité du fait de la présomption de faute, leur permet avec la loi nouvelle d'être exonérés plus facilement. Le caractère libéral de l'œuvre est susceptible d'exercer une influence favorable sur la décision des tribunaux, qui pourront se montrer plus difficiles pour admettre que la preuve d'une faute est rapportée. Ce n'est pas dire que la faute du directeur d'une œuvre charitable sera appréciée moins sévèrement, car l'acte fautif est examiné en lui-même, détaché de son agent, par comparaison à un type abstrait. Mais, comme on l'a indiqué, la gratuité des avantages a un retentissement équitable et logique sur les obligations et les responsabilités³⁰. Par suite, les obligations d'un directeur de colonie de vacances et, en particulier, le devoir de surveillance qui lui incombe, sont moins étendues. Cette idée, d'ailleurs, s'était déjà ma-

(30) V. note DELPECH sous Chambéry. 20 janvier 1937. S. 1937-2-177.

nifestée antérieurement à la loi du 5 avril 1937, et certains tribunaux avaient admis qu'il n'était pas possible de demander aux personnes qui donnent leur concours aux œuvres des colonies de vacances, la même surveillance sur les enfants, que celle que doivent exercer les instituteurs à l'école ³¹. Plus récemment, la Cour de Besançon énonçait les mêmes règles : « on ne saurait, en effet, sans créer un regrettable accueil au but pleinement humanitaire qu'elles se proposent, exiger d'elles cette surveillance de tous les instants à laquelle la loi assujettit l'instituteur » ³².

Mais en plus du devoir de surveillance, l'instituteur a pour mission de donner un enseignement à ses élèves. Il ne peut les employer à des travaux étrangers à la classe, sinon, il prend une initiative personnelle et répond des dommages dont ses élèves sont victimes ³³. Peut-on aller plus loin et rechercher la faute de l'instituteur jusque dans l'enseignement qu'il donne ? Sans doute, l'instituteur engagerait sa responsabilité si l'enseignement donné causait un préjudice moral aux parents ou aux élèves. Mais, faut-il, aussi, le rendre responsable des dommages causés par ses élèves et résultant de la mauvaise éducation qu'il leur a donnée ?

Il semble qu'on pourrait l'admettre par comparaison avec la responsabilité des parents. Ceux-ci, en effet, répondent du dommage causé par leur enfant, parce qu'on présume de leur part, à la fois un défaut de surveillance et une mauvaise éducation. Peut-on recevoir, aussi, la victime à se plaindre de la mauvaise éducation donnée par

(31) Paris, 31 mai 1892. D. P. 1892-2-490; 28 avril 1913. D. P. 1913-2-278. Note DELPECH, V. aussi Rev. crit. 1911, p. 144; 1913, p. 209. Rev. trim. dr. civ. 1913, p. 189 et 190; 1925, p. 102.

(32) Besançon, 17 mai 1927. Gaz. Pal. 1927-2-370.

(33) Poitiers, 5 novembre 1928. Gaz. Pal. 1933-2-52; Cons. Et. 18 octobre 1935. Rec. 1935, p. 951.

un instituteur ? Il est bien certain qu'il faut répondre par l'affirmative, dans les hypothèses exceptionnelles où le dommage se présente comme une conséquence directe des mauvais principes inculqués par l'instituteur, ou des provocations dont il est l'auteur, au cours de son enseignement. Ces faits constituent, en effet, une faute grave à sa charge. Mais, en règle générale, on ne saurait admettre, que l'instituteur soit responsable de la formation et, notamment, de l'éducation morale qu'il donne à ses élèves. En effet, l'instituteur a pour mission d'« *enseigner* », non d'« *éduquer* ». Cette dernière obligation n'incombe qu'aux parents, lesquels ont le devoir de bien élever leurs enfants. Ainsi, l'instituteur ne répond que de sa faute lourde dans l'enseignement qu'il donne; ajoutons, d'ailleurs, que nous nous bornons à signaler le principe, l'étude de cette responsabilité dépassant le cadre de notre sujet, parce qu'elle est sans lien avec la loi de 1937.

§ 2. — *Le Préjudice.*

Nous venons d'examiner le premier des deux éléments essentiels de la responsabilité civile des instituteurs, à savoir la nécessité d'une faute. Il nous faut étudier, maintenant, le second, c'est-à-dire la nécessité d'un préjudice. Là, encore, nous devons nous reporter au droit commun de la responsabilité, en l'appliquant, plus spécialement, au « fait dommageable » prévu par la loi du 5 avril 1937.

Le préjudice, qui peut donner lieu à la responsabilité des instituteurs, obéit aux conditions générales : il doit être actuel et certain. Le dommage éventuel, c'est-à-dire celui qui peut provenir d'un événement ultérieur, ne saurait, par lui-même, donner ouverture à une demande

en dommages et intérêts, puisqu'il n'existe pas et n'est pas certain. Si la jurisprudence a pu l'admettre, dans certaines hypothèses exceptionnelles, on conçoit mal qu'elles se rencontrent dans le domaine de la responsabilité des membres de l'enseignement. L'éventualité d'accidents n'est évidemment, pas suffisante pour justifier une condamnation à une indemnité. Mais, il suffit que le juge constate l'existence du préjudice, sans qu'il soit nécessaire, qu'il en évalue le montant, immédiatement, cette évaluation pouvant être subordonnée à des mesures d'instruction.

Il faut donc, que le dommage existe au moment de l'action en responsabilité et qu'il soit fondé sur un fait précis, et non, sur des hypothèses. Mais, il importe peu que le dommage soit causé à un élève ou par un élève. La loi du 5 avril 1937 a réalisé, en effet, l'harmonie entre les deux situations, qui recevaient une solution différente sous l'empire de l'ancienne législation. La présomption de faute qui pesait sur les instituteurs, ne jouait qu'au cas de dommage causé par un élève; elle ne s'appliquait pas, au contraire, lorsque celui-ci était victime du fait d'un tiers, autre qu'un de ses condisciples. Le retour au droit commun commandait l'assimilation des deux régimes. Ce résultat est certain pour les instituteurs publics, puisque, l'Etat se substituant à eux dans l'action en responsabilité, il est expressément prévu que cette substitution aura lieu dans les deux cas. Pour les instituteurs privés il en est de même, bien que cette solution n'apparaisse pas dans le texte de la loi du 5 avril 1937. Celle-ci, en effet, exige de la victime, la preuve de la faute « ayant causé le fait dommageable » ; il s'agit, évidemment, du dommage prévu par l'al. 6 de l'art. 1384, qui est toujours maintenu dans cet article, c'est-à-dire du seul dommage causé par un élève. Pour

les dommages causés aux élèves, rien n'est changé; ils sont soumis, en définitive, au même régime que les dommages causés par les élèves, puisque, les anciennes règles demeurant applicables, ils étaient déjà régis par le droit commun.

Par contre, faut-il exiger, comme dans l'ancienne législation, que le fait dommageable se situe dans le temps, à un moment où l'instituteur exerce sa surveillance ? C'est la surveillance, en effet, par l'autorité qu'elle confère, qui entraîne la responsabilité de l'instituteur, au sens juridique du mot.

Cette règle était importante avant la loi du 5 avril 1937, puisque l'instituteur n'était responsable que des dommages causés pendant qu'il assumait, en raison de ses fonctions, le devoir de surveillance. Maintenant, cette question n'a plus qu'un intérêt de principe, et n'importe qu'aux seuls instituteurs publics. Cette condition est maintenue en ce qui les concerne et ce n'est qu'au cas de dommages survenus pendant leur surveillance, que la responsabilité de l'Etat est substituée à la leur. Cette exigence n'est donc pas, à proprement parler, une condition de leur responsabilité, ce n'est plus qu'une condition nécessaire pour faire bénéficier les membres de l'enseignement public, de la protection légale qui leur est accordée.

Les instituteurs privés, au contraire, seront responsables du dommage, dès lors qu'une faute sera démontrée à leur égard; s'ils n'exercent pas la surveillance, cette faute ne sera jamais une faute dans leur surveillance; néanmoins, ce pourra être une faute d'une autre nature, dont ils seront responsables comme tout particulier. La seule différence résidera dans ce fait, que la charge de la responsabilité sera supportée par l'instituteur, non pas

en cette qualité, mais en tant qu'homme privé. C'est la répétition de cette idée, que l'instituteur n'est pas soumis à une responsabilité spéciale, en tant que tel, mais parce qu'il a commis une faute.

Le dommage, dont l'instituteur doit réparation, peut être de nature très différente; mais, la partie lésée a toujours le droit d'intenter une action en responsabilité, qu'elle soit atteinte dans un droit patrimonial, ou non. Les préjudices les plus divers peuvent donner lieu à indemnisation : le principal d'un collège, qui a reçu le trousseau d'un élève est responsable de sa destruction dans un incendie³⁴, ou de sa disparition au cas de vol. De même, l'élève peut obtenir une indemnité, lorsqu'il a souffert des punaises qui se trouvaient dans le lit qui lui a été affecté³⁵. Mais, il convient de remarquer que, le plus souvent, il s'agira de dommages corporels, portant atteinte à l'intégrité physique des élèves.

On a même soutenu, qu'il ne pouvait s'agir que d'accidents ou de blessures, car il n'avait été question que de ces hypothèses au cours des travaux préparatoires³⁶. Mais, le préjudice peut aussi naître d'une atteinte purement morale. Un tel préjudice permet, tout aussi bien que le préjudice matériel, d'obtenir l'allocation de dommages et intérêts, suivant la jurisprudence et la majorité de la doctrine. L'expression « fait dommageable », employée par la loi du 5 avril 1937 est générale et comprend, forcément, le préjudice moral; la seule objection est celle, tirée, de la difficulté à l'évaluer en argent. Ainsi, le dommage peut atteindre ce qu'on a appelé la « partie sociale

(34) Trib. civ. Arras. 7 mai 1930. Gaz. Pal. 1930-2-117.

(35) Paris, 30 octobre 1930. Gaz. Trib. 1931, 1^{er} sem. 2-69.

(36) Note WALINE. D. P. 1938-4-41, n° 5.

du patrimoine moral »; l'atteinte à l'honneur et à la dignité, ou pour employer une expression plus générale, à la considération, donne lieu à réparation³⁷. De même, des dommages et intérêts sont dus en raison du renvoi injustifié d'un élève³⁸ ou lorsque l'instituteur tient, au cours de sa classe, des propos contraires à la morale ou au droit d'éducation des parents³⁹.

Le dommage peut aussi résulter d'une atteinte morale et matérielle, à la fois. Les parents dont l'enfant est mort à la suite d'un accident, ont le droit de réclamer des dommages et intérêts, non seulement, pour le préjudice matériel occasionné par les frais de maladie et les frais funéraires, mais encore, pour le préjudice moral résultant de l'atteinte portée à leur affection par la perte de leur enfant. Naturellement, ce droit n'appartient qu'à ceux qui sont touchés dans « la partie affective de leur patrimoine social », c'est-à-dire à ceux qui peuvent justifier d'un lien de parenté et d'affection avec la victime.

§ 3. — *Le lien de causalité entre la faute et le dommage.*

Les préjudices les plus divers peuvent servir de base à l'action en responsabilité. Naturellement, ce préjudice doit être constaté par le juge ou avoué par la partie. D'ailleurs, l'appréciation concernant l'existence ou l'absence de préjudice rentre dans les pouvoirs souverains

(37) Trib. civ. Périgueux, 23 novembre 1926. S. 1927-2-102.

(38) Trib. civ. Lille, 21 janvier 1929. Rec. Somm. de la jurisprudence française, 1930, n° 1051.

(39) Dijon, 11 décembre 1907. D. P. 1908-2-229; 24 mars 1908. D. P. 1908-2-253; Trib. confl. 2 juin 1908. D. P. 1908-3-57; Dijon, 28 décembre 1908. D. P. 1909-2-13; Toulouse, 26 janvier 1914. D. P. 1914-2-93; Trib. Confl. 9 mai 1914. S. 1921-3-11.

des juges du fond. Mais, si divers soit-il, le préjudice ne peut donner lieu à l'allocation de dommages et intérêts, qu'autant qu'il se présente comme la conséquence directe de la faute commise. Cet élément est aussi essentiel que l'existence même du dommage; c'est une règle absolue que la responsabilité civile suppose une relation directe de cause à effet, entre le préjudice allégué et le fait illicite imputé au responsable. Les termes mêmes de l'art. 1382 justifient ce principe, et la loi du 5 avril 1937 n'a fait que les répéter, en exigeant que les fautes, négligences ou imprudences de l'instituteur, aient « causé » le fait dommageable.

La question est simple, lorsque l'instituteur est lui-même l'auteur du préjudice; mais s'il est le fait d'un élève ou d'un tiers, nous sommes en face d'une opération à trois personnes et l'objet de la preuve devient complexe. Lorsqu'une telle situation se présentait, dans l'ancienne législation, ce qu'on présumait, c'était non seulement le défaut de prévoyance ou de surveillance (c'est-à-dire la faute de l'instituteur), mais aussi, la faute de l'élève — et, de plus, le lien de causalité entre le dommage subi par la victime et la faute de l'instituteur⁴⁰. Avec la législation nouvelle, toutes ces présomptions tombent et la victime doit rapporter la preuve d'un double lieu de causalité : d'une part, entre le dommage subi et le fait de l'élève ou du tiers; et, d'autre part, entre ce fait et la faute de l'instituteur. Il faut remarquer que le fait de l'élève doit être constitutif de faute à sa charge, sinon, comment reprocher à l'instituteur de ne pas l'avoir empêché d'accomplir un acte normal ? Par suite, devant la difficulté de prouver la faute de l'instituteur, la victime exercera son action contre

(40) DEMOGUE. T. V, n° 822. — MAZEAUD. T., I, n°s 815 et 816.

l'élève lui-même. Celui-ci pourra, naturellement, se retourner contre son instituteur, mais n'obtiendra qu'un partage de responsabilité, car, il reste toujours responsable, pour partie, de la réparation du dommage par lui causé. Il en résulte que la loi du 5 avril 1937 établit sur ce point une règle inverse de la précédente : alors que c'était à l'instituteur condamné, à recourir contre son élève, c'est, maintenant, celui-ci qui poursuit son instituteur.

De la nécessité de prouver le lien de causalité entre le dommage et la faute de l'instituteur, il faut tirer cette autre conséquence que ce dernier est exonéré de toute responsabilité, lorsqu'il démontre que le fait entraînant un résultat dommageable, qui lui est imputé à faute, a pour cause réelle un cas fortuit, la force majeure, ou la faute d'un tiers ou de la victime. Là encore, nous devons nous reporter au droit commun, dont les principes s'appliquent en notre matière. Cependant, signalons que la force majeure doit être constituée par un événement imprévisible et étranger à l'instituteur, pour qu'elle puisse être considérée comme exonératoire de responsabilité. Ainsi, lorsqu'au cours d'une baignade, un élève se noie par suite du phénomène, dit de la « fausse montée », il n'y a pas force majeure, déclare la jurisprudence, parce que ce phénomène, ayant déjà produit des accidents analogues, il n'était pas imprévisible ⁴¹.

Il peut y avoir, aussi, faute d'un tiers ou de la victime. C'est une circonstance exonératoire de responsabilité, lorsque cette faute est exclusive de celle de l'instituteur. Mais, souvent, elle peut être relevée à la charge des deux auteurs. Dès lors, qu'il y a faute unique de la victime, celle-ci serait mal fondée à vouloir faire sup-

(41) Douai, 26 juillet 1930. Gaz. Pal. 1930-2-651.

porter, par l'instituteur, la charge d'une responsabilité qui lui est personnelle. La jurisprudence a fait application de ce principe dans des espèces où, en fait, il était démontré que la cause du dommage devait être recherchée dans une faute ou imprudence des élèves⁴², voire même, dans une faute collective de leur part⁴³. Mais il en serait, autrement, si le fait de la victime, ou d'un tiers, n'était que la cause occasionnelle de l'accident⁴⁴; ou bien, si la faute par elle commise, avait été provoquée par celle de l'instituteur. C'est, en effet, un principe constant dans notre droit, que la faute de la victime laisse subsister la responsabilité entière, de celui qui, par sa propre faute, a provoqué celle de la victime⁴⁵. Si, enfin, on relève à la fois une faute de l'instituteur et de la victime, ou d'un tiers, il y a lieu, alors, à partage de responsabilité, dont l'effet est de réduire le montant de la condamnation⁴⁶.

Il faut noter, par ailleurs, que la loi du 5 avril 1937 n'a pas repris la disposition de l'ancien art. 1384 qui permettait à l'instituteur d'échapper à toute responsabilité, en prouvant qu'il n'avait pu empêcher le fait dommageable. Conséquence inévitable, qui résulte des dispositions mêmes de la loi nouvelle. La responsabilité suppose, maintenant, que la faute de l'instituteur est prouvée. Or, quand cette faute est prouvée, il est, par hypothèse, impossible à l'instituteur, de démontrer qu'il n'a pu empêcher le dommage. Il ne peut pas y avoir, à la fois, preuve de la faute par la victime, — et, preuve de l'absence de

(42) Cons. Et. 9 juillet 1929. Rec. 1929, p. 705. Gaz. Pal. 1929-2-686; Lyon, 5 mars 1930. D. H. 1930-295; Cons. Et. 16 mars 1932. Rec. 1932, p. 317.

(43) Cons. Et. 11 juillet 1924. Rec. 1924, p. 681.

(44) Dijon, 1^{er} mars 1926. Gaz. Pal. 1926-2-62.

(45) Besançon, 7 décembre 1933. S. 1934-2-52.

(46) Paris, 10 mai 1898. D. P. 1900-2-405; Cass. civ. 15 décembre 1936. Gaz. Pal. 1937-1-255.

faute par l'instituteur. L'exonération de responsabilité, par preuve de l'absence de faute, est donc sans fondement, dans la législation nouvelle. Tout au plus, peut-on dire, qu'elle n'est, en quelque sorte, qu'un moyen préventif dans le procès : l'instituteur, contre qui on cherche à établir une faute, se défendant, en prouvant qu'il n'en a pas commis.

Section II.

Le droit commun des responsabilités présumées.

L'art. 1384 C. Civ. réalisait un faisceau complet de présomptions qui, avec celles édictées par les art. 1385 et 1386, assurait aux victimes d'accidents la réparation du dommage par elles subi, en déterminant légalement le responsable. La loi du 5 avril 1937 a supprimé la présomption de faute qui pesait sur les instituteurs; mais, est-ce à dire qu'ils échappent aux autres cas de responsabilité présumée ? Nous avons vu que la faute de l'instituteur devait être démontrée, dans tous les cas, que le dommage soit causé à l'élève ou par l'élève. Mais, si celui-ci est blessé, par exemple, par une chose ou par un animal sous la garde de l'instituteur, il y a bien dommage causé à l'élève et pourtant la victime ne pourra-t-elle pas rechercher la responsabilité de l'instituteur dans les termes de l'article 1384 ou 1385 du Code Civil ?

La question est d'importance pour les victimes, parce que, devant la difficulté de rapporter la preuve d'une faute précise à la charge de l'instituteur, elles seront incitées à intenter leur action sur un autre fondement, celui

de la responsabilité sans faute prouvée. La réponse est contenue dans les termes mêmes de la loi. Elle modifie simplement « le paragraphe 5 de l'art. 1384 C. Civ. ». Par conséquent, il n'est rien changé aux autres dispositions légales. Les instituteurs restent soumis aux différentes présomptions, du fait des préposés, du fait des choses, du fait des animaux et du fait des bâtiments, que nous allons examiner successivement.

§ 1. — *Responsabilité du fait des préposés.*

En premier lieu, ce qui disparaît avec la loi nouvelle, c'est la responsabilité du fait d'autrui applicable aux instituteurs, mais, seulement, en tant que ce principe se réfère à la responsabilité née du fait des élèves. Au contraire, les instituteurs restent soumis aux dispositions de l'art. 1384 al. 5 : « ...les commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ». Ce texte est certainement appelé à jouer dans l'enseignement privé. Au contraire, son application est douteuse à l'égard des membres de l'enseignement public. Il importe, donc, de distinguer entre les deux ordres d'enseignement.

A. — Dans l'enseignement privé, la loi nouvelle n'apporte aucune modification. La disposition de l'art. 1384 al. 5 continue à s'appliquer à l'encontre des directeurs d'établissements privés d'enseignement, qui ont sous leurs ordres, en qualité de préposés, des professeurs ou surveillants s'occupant des élèves.

Pourtant, dans l'ancienne législation, cette disposition pouvait se combiner avec celle édictée par l'art. 1384,

al. 6. Lorsque les conditions d'application de la présomption de faute qui pesait sur les instituteurs étaient réunies, la victime avait le choix : elle pouvait poursuivre le directeur, soit, comme instituteur, soit, en qualité de commettant⁴⁷. Sans doute, le directeur d'un établissement d'enseignement n'a qu'un rôle de direction, mais la qualité d'instituteur lui est néanmoins reconnue, parce que sa mission est en lien étroit avec l'enseignement qui est donné. Ce système assurait à la victime, à la fois, la réparation des dommages causés par les élèves, et par la faute des préposés. Avec la loi du 5 avril 1937, la combinaison des deux responsabilités est encore possible, mais, il n'y a pas de différence de traitement entre les deux situations. Dans tous les cas, en effet, la victime doit rapporter la preuve d'une faute. Par là même, la loi nouvelle supprime la question qui se posait dans l'ancienne législation et qui était de savoir si la responsabilité du directeur pouvait être engagée en tant que commettant, lorsque le préposé était simplement présumé en faute.

Si l'action est dirigée contre le directeur en tant que commettant, c'est la faute du préposé qu'il faut démontrer. Si, au contraire, c'est sa qualité d'instituteur qui est mise en cause, la faute doit émaner du directeur lui-même. Cette distinction conserve, néanmoins, un intérêt, lorsque seul le préposé a commis une faute dans l'exercice de ses fonctions, alors que le directeur est exempt de tout reproche. Mais, il faut reconnaître que, pratiquement, il sera plus prudent pour la victime d'actionner le directeur d'école, à la fois comme instituteur et commettant. Cette solution ne nous paraît pas douteuse, car, la res-

(47) MAZEAUD. T. I, n° 790.

ponsabilité du commettant et celle de l'instituteur sont entièrement distinctes.

Naturellement, pour que le professeur ou surveillant puisse être considéré comme un véritable préposé du directeur de l'établissement, il faut qu'il soit placé sous l'autorité, la subordination de ce dernier, de telle sorte que le directeur d'école ait le droit de lui donner des ordres ou des instructions sur les fonctions auxquelles il est employé. « La préposition, dit M. Josserand, est un rapport juridique générique, une situation juridique résultant de toute convention par laquelle une personne en commet une autre à l'exercice d'une fonction, d'une entreprise, d'une tâche quelconque » ⁴⁸.

Mais, peu importe l'étendue des fonctions du préposé; qu'il soit un simple auxiliaire ou qu'il remplisse un rôle plus important, comme la direction d'un patronage, par exemple ⁴⁹, il devient un préposé dès qu'il reçoit des ordres. Mais, cette condition est nécessaire. Ainsi, un sous-officier, mis par l'autorité militaire à la disposition d'une société de préparation militaire, pour exercer les fonctions d'instructeur, reste au cours de ses fonctions spéciales, en service commandé. Il n'existe pas entre la société et l'instructeur militaire, le lien de subordination nécessaire pour qu'il y ait préposition ⁵⁰. De même, une société qui agit comme intermédiaire entre une municipalité et une colonie de vacances pour le placement momentané d'un enfant, n'est pas le commettant de la colonie de vacances, en l'absence d'un lien de subordination ⁵¹. Au contraire, il y aurait un rapport de préposition

(48) JOSSERAND. T. II, n° 508, p. 273.

(49) Chambéry' 20 janv. 1937. S. 1937-2-177.

(50) Trib. civ. Seine. 19 déc. 1936. Gaz. Pal. 1937-1-471.

(51) Paris, 12 oct. 1937. D. H. 1937-555.

d'après la jurisprudence, entre l'œuvre charitable⁵² ou l'Assistance publique⁵³ qui place des enfants à la campagne et la personne chez qui un enfant est placé.

B. Ces règles sont-elles également applicables aux instituteurs publics ? « Pareille situation, disent MM. Mazeaud, ne semble pas pouvoir se rencontrer dans les établissements publics d'enseignement, où les professeurs étant des fonctionnaires nommés par le gouvernement et non par le directeur, conservent leur indépendance »⁵⁴. D'ailleurs, la question est inutile à résoudre depuis la loi du 5 avril 1937. Que l'instituteur public, un proviseur de lycée par exemple, puisse être considéré comme un commettant, cela importe peu, puisque cette loi a supprimé l'action directe de la victime contre les membres de l'enseignement public.

Il faut noter, pourtant, que les règles de l'art. 1384, al. 5 continuent à recevoir application, lorsqu'on considère l'instituteur public comme un simple préposé de l'Etat. Ce problème se pose devant les juridictions répressives où la victime peut, en effet, actionner directement l'instituteur. La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation considère, d'une façon générale, que l'Etat est avec ses agents, dans les rapports de commettant à préposé⁵⁵. Par suite, devant une juridiction pénale, l'Etat pourrait être condamné en sa qualité de commettant, comme civilement responsable des délits commis par les instituteurs

(52) Besançon, 17 mai 1927. *Gaz. Pal.* 1927-2-370.

(53) Cass. Req. 4 juin 1929. *D. P.* 1929-1-153. Note WALINE. *Gaz. Pal.* 1929-2-364.

(54) MAZEAUD. T. I, n° 790. VIVARÈS. De la substitution de la resp. de l'Etat à celle des instituteurs publics. *Th.* 1927, p. 24 et suiv.

(55) Cass. crim. 13 mars 1923, *S.* 1923-1-385; 28 mai 1930, *D. P.* 1930-1-161; 20 novembre 1931, *D. P.* 1932-1-16. Contra : Cass. civ. 30 décembre 1930, *S.* 1931-1-17. Trib. Confl. 26 mai 1924, *D. P.* 1924-3-52.

publics. Mais, cette jurisprudence est dissidente et elle est condamnée, parce qu'elle invoque l'art. 1384 C. Civ. qui est éliminé de la théorie de la responsabilité administrative ⁵⁶.

§ 2. — *Responsabilité du fait des choses.*

La présomption de responsabilité de l'al. 5 de l'art. 1384 n'est pas la seule; l'alinéa 1^{er} de cet article dispose, en effet, que l'« on est responsable... du dommage causé par le fait... des choses que l'on a sous sa garde ». Les principes dégagés dans ce domaine, par la jurisprudence récente, vont tout naturellement s'appliquer à notre matière; mais, comme on l'a fait remarquer, dès qu'on sort du domaine précis des accidents d'automobile, l'incertitude dissipée sur ce dernier terrain par l'arrêt des Chambres Réunies, subsiste encore très grande.

Pour que la présomption de l'art. 1384 al. 1 puisse s'appliquer, il faut que le dommage soit causé par le fait d'une chose. Ce terme de « chose », un peu vague, est absolument général; et, après des discussions passionnées, la jurisprudence et la majorité de la doctrine ont fini par reconnaître, que cette expression visait à la fois les meubles et les immeubles. Il n'y a pas non plus à distinguer suivant le caractère dangereux ou non de la chose; de même qu'on ne s'attache plus à rechercher si au moment de l'accident, elle était ou non, actionnée par la main de l'homme. La jurisprudence actuelle admet, très justement, que la présomption de l'art. 1384 al. 1 s'applique à toutes les choses inanimées, quelle que soit leur

(56) V. not. DUEZ. La responsabilité de la Puissance publique (en dehors du contrat). Ed. 1938, p. 140.

nature, dès lors, que le dommage a été causé par le fait de la chose.

Cependant, ce terme de « choses inanimées » n'est pas synonyme de « choses inertes » ; il faut qu'il y ait « fait de la chose » ; et, malgré quelques résistances, on admet, en général, que, si une chose n'a qu'un rôle passif, il n'y a pas responsabilité de plein droit du gardien, dans les termes de l'art. 1384. Il faut donc, qu'il soit constant que le dommage ait été directement causé par cette chose et que son rôle y ait été actif ⁵⁷.

Les choses les plus diverses, utilisées à l'école, sont susceptibles d'entraîner des conséquences dommageables. C'est, par exemple, tout ce qui est nécessaire aux élèves pour leurs jeux ou leurs études ; ce sont les instruments de travail, les objets destinés à leur éducation et les machines ou appareils servant à leur instruction professionnelle. L'on conçoit ainsi, que la responsabilité édictée par l'art. 1384, al. 1, présente un grand intérêt pour les victimes subissant un dommage par le fait d'une chose. Les programmes scolaires, qui évoluent avec le temps, comportent une partie scientifique de plus en plus importante, nécessitant l'emploi d'appareils, dont l'utilisation est d'autant plus dangereuse, qu'à l'étude « statique » des corps, on a substitué celle de leur « dynamisme ». Mais, c'est surtout dans l'enseignement professionnel que prendra naissance la responsabilité du fait des choses. Les cours pratiques, les écoles professionnelles ou les établissements d'enseignement technique se multi-

(57) Chronique LALOU. Les choses inertes et l'art. 1384, al. 1 du Code civil. D. H. 1933-93. Chronique ESMEIN. L'article 1384, § 1 C. civ. est-il applicable au profit de celui qui heurte une chose immobile ? D. H. 1937-65.

plient, et l'utilisation fréquente de machines ou d'outils, est une cause certaine d'accidents.

Cependant, il n'est pas suffisant de dire que des dommages peuvent être causés par les choses scolaires, il faut déterminer quel en est le gardien. La responsabilité édictée par l'art. 1384, al. 1 est attachée, en effet, à la garde de la chose et non à la chose elle-même. La notion de garde est une notion excessivement souple, à contenu variable, qui a donné lieu à de nombreux développements. La garde d'une chose diffère à la fois de la propriété et de la détention matérielle, et comprend beaucoup plus un pouvoir juridique, qu'un pouvoir de fait sur la chose.

En partant de cette idée, la doctrine et la jurisprudence récentes ont été amenées à distinguer entre la garde matérielle et la garde juridique. La première n'est qu'une garde fait qui confère à son titulaire une simple faculté d'usage, mais ne lui impose pas l'obligation de répondre des dommages causés par la chose. C'est la garde juridique, au contraire, qui sert de fondement à la responsabilité de l'art. 1384, al. 1, parce qu'elle implique au profit du gardien un pouvoir juridique indépendant sur la chose, mais aussi, établit à sa charge l'obligation de la surveiller et de l'empêcher de nuire. Pour M. Besson⁵⁸, avoir la garde d'une chose, c'est en avoir la maîtrise et être tenu de veiller sur elle pour l'empêcher de nuire. Pour d'autres auteurs, elle est caractérisée par un pouvoir de commandement et de direction, mais aussi, de surveillance et de contrôle. La garde juridique, « c'est l'obligation imposée par la loi, d'empêcher une chose de causer un dommage »⁵⁹; de

(58) BESSON, La notion de garde dans la responsabilité du fait des choses. Th. 1927, p. 33 et suiv.

(59) MAZEAUD. T. II, n^{os} 1087-1091-1160 et Chronique : Garde matérielle et garde juridique. D. H. 1937-45.

sorte qu'il faut entendre par gardien, non seulement celui qui a la possibilité de surveiller la chose, mais plutôt, celui qui a l'obligation de le faire.

Ainsi, le responsable est celui sur qui pèse l'obligation de garde. Or, en fait, au moment d'un accident, la chose dommageable peut être détenue, soit, par l'élève, soit, par l'instituteur. L'élève est-il gardien quand il détient la chose ?

Les idées précédentes permettent de prendre parti. Dès lors, en effet, que l'élève utilise une chose scolaire en vue de son instruction, il est placé sous l'autorité et la surveillance de l'instituteur. Par conséquent, il ne justifie pas de l'indépendance compatible avec la qualité de gardien. Il n'a sur la chose qu'une faculté d'usage et l'obligation de garde ne pèse pas sur lui. Il en est, ainsi, pour toutes les choses dont se servent les élèves, dans le domaine de leurs occupations scolaires, même si ces choses sont leur propriété⁶⁰. Cependant, la solution serait inverse pour les choses que les élèves détiennent en propre et qui sont sans rapport avec l'enseignement qu'ils reçoivent.

Il en résulte, qu'en règle générale, l'élève n'est pas gardien. Faut-il, alors, reconnaître cette qualité à l'instituteur, soit pour les choses qu'il détient lui-même, soit pour celles que l'élève détient sous son autorité ? L'affirmative n'est pas certaine, parce que l'instituteur, lui-même, n'est pas toujours absolument indépendant. Il peut être placé sous l'autorité d'un directeur dans l'enseignement libre, et, il dépend, dans tous les cas, de l'Etat, dans l'enseignement public. Or, si l'instituteur privé est un

(60) Cass. Crim. 2 avril 1927. S. 1928-1-333. D. P. 1931-1-49, note SAVATIER.

simple particulier, il n'en est pas de même de l'instituteur public. Celui-ci, se présente comme un intermédiaire entre les élèves tenus de l'obligation scolaire et l'Etat, seul « entrepreneur d'éducation ». Par suite, la responsabilité du fait des choses appliquée à l'instituteur public, faisant apparaître la personne de l'Etat, on peut se demander si elle n'est pas soumise aux règles du droit administratif. Une distinction s'impose, donc, entre les instituteurs.

A. — Pour les instituteurs privés la question est simplifiée, en ce sens que les rapports qui les unissent à leurs élèves, sont des rapports de pur droit privé; par conséquent, ils sont régis par les seuls principes du droit civil. Mais, dans un établissement d'enseignement, plusieurs personnes sont appelées à donner aux enfants l'instruction qu'ils y viennent chercher : d'une part, les professeurs agissant chacun dans leur matière, et d'autre part, le directeur de l'institution, duquel les premiers dépendent. Les professeurs apparaissent, ainsi, comme des préposés du directeur, ayant, néanmoins, l'obligation de surveiller les élèves pendant le temps où ceux-ci participent aux exercices scolaires, sous leur direction.

Partant de cette idée qu'ils assument la surveillance des élèves, faut-il en conclure que les professeurs ont, aussi, la garde des choses qui leur ont été confiées pour les exercices scolaires ? Il faut répondre par la négative. En effet, il est admis que celui qui a la garde d'une chose, n'est pas obligatoirement celui qui la détient matériellement au moment de l'accident. Seul, le directeur de l'établissement a la garde juridique des choses qui sont dans l'école. C'est lui, en effet, le seul maître de l'établissement,

exerçant son autorité, à la fois sur le personnel et le matériel, choisissant l'un et l'autre et justifiant, ainsi, de l'indépendance compatible avec la qualité de gardien. Cette idée d'indépendance est retenue par la jurisprudence pour la détermination de celui qui a autorité sur la chose, c'est-à-dire du gardien. Sans doute, le professeur a la garde matérielle de la chose qui lui a été confiée, mais, il est le subordonné du directeur de l'institution, qui conserve le pouvoir de commandement et de direction, exclusif du transfert de garde juridique. C'est, donc, le chef de l'établissement scolaire qui conserve la maîtrise de la chose, et à qui, pour l'exercice de sa profession, incombent les mesures de surveillance nécessaires.

En effet, les professeurs de l'établissement ne sont que les préposés du directeur. Ils répondent à la formule employée, aujourd'hui, par les arrêts, aux termes desquels, on reconnaît le préposé, à ce que « le commettant a le droit de lui donner des ordres et des instructions ». Cette idée suffit à écarter la responsabilité du préposé, du fait des choses qui lui ont été confiées. Le commettant ne transfère que la garde matérielle, mais il conserve la garde juridique, puisqu'il conserve la faculté de donner des ordres. L'obligation de garde continue, donc, à peser sur lui. Lorsqu'un accident se produit par le fait d'une chose, c'est le commettant qui est responsable : « on ne peut pas être commettant sans être gardien, puisqu'on a, par hypothèse, une autorité complète, permettant de fixer au préposé le but à atteindre, comme les moyens d'y parvenir »⁶¹.

(61) J. FLOUR. Rapports de la responsabilité du fait des choses et de la responsabilité du fait d'autrui. Rev. crit. 1935, p. 401. MAZEAUD. T. II, n° 1160.

C'est par application de cette idée que la Cour de Cassation a jugé, tout récemment, que le directeur d'une école était responsable, en vertu de l'art. 1384, al. 1, de l'accident survenu à un élève, blessé au cours de travaux pratiques au laboratoire de chimie de cet établissement, par l'éclatement d'un tube de verre contenant un mélange de gaz ⁶². Et, l'arrêt relève, très justement, dans ses attendus, que : « le directeur de l'école tient sous sa garde, aux termes de l'art. 1384, al. 1, C. Civ., l'ensemble des objets servant à l'enseignement et spécialement ceux destinés aux travaux pratiques et aux expériences de chimie ». De plus, cette décision ajoute que, l'accident ayant été occasionné par un tube et des gaz faisant partie de cet ensemble, le directeur de l'école en avait conservé la garde par l'intermédiaire du professeur, son préposé, qui enseignait la chimie.

Il en est, évidemment, ainsi, toutes les fois où le directeur de l'établissement d'enseignement privé, dirige celui-ci pour son propre compte, lorsque, par exemple, il en est le propriétaire. Dans ce cas, en effet, les deux qualités de gardien et de propriétaire sont réunies sur la même tête. Mais, il peut se faire et l'hypothèse est fréquente, en pratique, que ce directeur de l'institution, soit, lui-même, dans la situation d'un préposé. Ainsi, en est-il, de tous ceux à qui on a reconnu le caractère d'instituteur privé, comme les directeurs de patronages ou de colonies de vacances, les supérieurs de séminaires ou chefs d'établissements religieux, qui sont placés à la tête d'une institution par une société ou par un organisme privé quelconque. Quelle solution adopter, alors ?

Si l'on applique les principes généraux dégagés pré-

(62) Cass. Req. 10 mai 1937. S. 1937-1-258.

cédemment, il faut décider que le directeur d'école, simple préposé, ne répond pas du dommage causé par les choses qui lui ont été confiées, parce que l'obligation de garde incombe au commettant; et, alors, il n'est pas vrai de dire que le responsable est toujours le directeur de l'établissement d'enseignement. Si, au contraire, on maintient que celui-ci est gardien des objets destinés à l'enseignement, ce résultat est en contradiction avec ces mêmes principes, puisqu'il aboutit à faire peser l'obligation de garde, non pas, sur le commettant, mais sur le préposé.

C'est, pourtant, cette dernière solution qu'il faut admettre. Il faut maintenir que le directeur d'un établissement d'enseignement est gardien des choses scolaires. Mais, en même temps, sa qualité de gardien fait disparaître celle de préposé, puisque, précisément, quant à ces choses scolaires, il échappe au contrôle de l'autorité supérieure. L'énoncé de cette proposition montre, ainsi, que la contradiction relevée, précédemment, n'est qu'apparente.

Sans doute, il peut se faire que le directeur d'école ne soit, vraiment, qu'un simple préposé n'ayant que la garde matérielle des choses scolaires. Dans ce cas, l'art. 1384, al. 1 ne lui est pas opposable. Mais, en règle générale, il est investi de la garde juridique des objets destinés à l'enseignement. En effet, nous avons vu que, la garde était indépendante de la propriété. Par suite, les deux qualités peuvent se trouver séparées. Or, dans le contrat qui place le directeur de l'école à la tête de cet établissement, il n'y a pas seulement transfert de l'usage ou de la détention, mais encore, transfert de la garde juridique des choses nécessaires à l'enseignement. C'est en raison

de ses capacités et de sa compétence technique que le chef de l'institution a été choisi pour diriger l'école, et c'est pour remplir ses fonctions que les choses scolaires lui ont été confiées. Ainsi, le commettant lui en abandonne, tout au moins momentanément, la direction; ce faisant, il ne se borne pas à lui transmettre la garde matérielle de ces objets, il lui remet, en outre, le pouvoir de commandement et l'autorité, c'est-à-dire la garde juridique. Le commettant confie la direction de son établissement à celui qu'il choisit, parce qu'il ne peut le faire lui-même; c'est donc le professionnel qui a l'autorité et c'est à lui qu'il incombe de prendre les précautions utiles pour empêcher les choses de causer des dommages. En outre, cet élément professionnel fait apparaître le caractère d'indépendance du directeur d'école, déterminant, ainsi, sa qualité de gardien.

Mais, alors, la qualité de gardien est la contradiction même de celle de préposé. La première suppose, par définition, l'indépendance complète, tandis que le préposé n'est qu'un intermédiaire qui obéit. Dans les cas exceptionnels où le commettant transfère à son préposé la garde et la direction d'une chose, celui-ci cesse d'être, précisément, un préposé, dans la mesure où le commettant le rend indépendant vis-à-vis de la chose. On ne peut pas être, à la fois, préposé et gardien et la cour de cassation a, récemment proclamé l'incompatibilité de ces deux qualités⁶³. Ce principe a d'ailleurs, été affirmé, de nouveau, par la cour d'Aix sur renvoi de la Cour de Cassation : « la garde juridique d'une chose implique, en effet, la libre et entière disposition de cette chose; ainsi,

(63) Cass. civ. 30 décembre 1936. D. P. 1937-1-5. Rapport JOSSEBRAND et la note R. SAVATIER. S. 1937-1-137 et la note H. MAZEAUD.

le commettant ne peut déléguer à son préposé le droit de garde sur la chose dont il continue à se servir par son intermédiaire; ...si le préposé conserve toute liberté dans l'usage de la chose, il cesse d'être alors, un préposé » ⁶⁴.

Si donc, comme nous l'admettons, le directeur de l'école est gardien des choses servant à l'enseignement, parce qu'il en a la direction et que la garde lui en a été transférée par le contrat qui l'a placé à la tête de l'école, ce directeur est seul responsable, en vertu de l'art. 1384, al. 1. Mais, en même temps, le lieu de subordination disparaît et la responsabilité de l'autorité supérieure est exclue. Si, au contraire, et nous avons vu que l'hypothèse était possible, il n'est qu'un préposé, le commettant a la garde des choses scolaires et le directeur de l'école, en l'absence de faute prouvée contre lui, n'a personnellement encouru aucune responsabilité.

Ainsi, en règle générale, le directeur est gardien. Comme tel, il est donc responsable envers la victime du dommage causé par les choses scolaires. Ce principe de responsabilité s'applique sans difficulté, si le dommage est causé à un tiers ou à un élève, par une chose matériellement détenue par l'instituteur. Mais, une difficulté particulière apparaît, si le dommage est causé à l'élève, par une chose qui est détenue par lui-même. Sans doute, l'élève n'en est pas gardien, mais, on peut se demander s'il n'est pas possible d'exonérer le directeur pour des raisons analogues à celles que l'on rencontre dans le transport bénévole, lorsque la victime participe à l'usage gratuit de la chose !

La Cour de Douai ⁶⁵ l'a admis, à l'égard d'un élève

(64) Aix, 17 février 1938. D. H. 1938-296.

(65) Douai, 15 décembre 1931. Rec. Douai, 1932, p. 79. D. H. 1932, Som., p. 35. Cité par M. T. BEAULATON. La responsabilité des membres de l'enseignement privé. Th. 1937, p. 117, in fine.

qui avait été blessé par une perceuse, en se fondant sur la modicité des sommes exigées pour être admis à l'école. Il faudrait, donc, admettre que le boursier ou l'élève d'une école gratuite, ne peut invoquer que l'art. 1382, comme le transporté à titre gratuit ? Mais, cette assimilation a été, implicitement, et à juste titre, écartée par la Cour de cassation. En effet, la non-participation à l'usage de la chose, n'est pas une des conditions d'application de l'art. 1384. De plus, il n'est pas vrai de dire que l'élève est dans la situation du transporté à titre gratuit. « Sous des apparences voisines, les deux situations sont totalement différentes; dans l'une, le propriétaire de la chose dans une vue purement désintéressée et uniquement pour rendre service à un tiers, la prête sans en retirer aucun loyer ni bénéfice. Dans l'autre, le gardien de la chose, sans cesser d'en avoir la garde et la surveillance, autorise un tiers à participer, momentanément, à son usage, donc en continuant à en retirer le bénéfice qu'il peut en attendre. Si, dans le premier cas, il est équitable d'exonérer le propriétaire de la présomption qui pèse sur lui, rien, dans le second, ne justifie une semblable faveur ⁶⁶.

B. — Ainsi, la responsabilité prévue par l'art. 1384, al. 1, pour les dommages causés par les choses que l'on a sous sa garde, s'applique sans incertitude aux instituteurs privés. En est-il, de même, pour les instituteurs publics ? Il faudrait, pour ce faire, qu'ils puissent être considérés comme gardiens des choses servant à l'enseignement. Nous l'avons admis pour les instituteurs privés, parce qu'il s'agissait de simples particuliers, soumis comme toute personne aux règles de la responsabilité de droit

(66) Note sous Cass. Req., 10 mai 1937. S. 1937-1-258.

commun; et aussi, parce que la loi du 5 avril 1937 n'avait apporté aucune modification sur ce point. Mais, avec les instituteurs publics, nous sommes en face de fonctionnaires de l'Etat, des départements ou des communes. La qualité de fonctionnaire est-elle compatible avec l'indépendance nécessaire pour être gardien, au sens de ce terme en droit civil ?

La loi du 5 avril 1937, qui soumet les instituteurs publics au droit commun de la faute prouvée, laisse en dehors des réformes opérées, l'application de l'art. 1384, al. 1. Il semble donc que, sur ce point, il y ait simplement référence au droit antérieur, c'est-à-dire au droit commun de la responsabilité des fonctionnaires, qui est régie par les principes généraux du droit administratif. Or, celui-ci ne détermine pas la responsabilité sur les bases de l'art. 1384, al. 1, qui est un texte de pur droit privé, inapplicable en matière administrative. Lorsqu'un accident survient par le fait d'une chose appartenant à une collectivité publique, on ne fait pas appel à l'idée de garde pour indemniser la victime, mais à une notion de droit public, celle de faute du service public.

Pourtant, M. Perreau, admet une solution contraire, et estime que les instituteurs publics peuvent être déclarés responsables, des dommages causés par le fait des choses servant à l'enseignement. « Quant aux objets mobiliers, dit-il, dont se sert l'instituteur dans l'exercice de ses fonctions (appareils d'éclairage et de chauffage, meubles scolaires, livres, etc...) l'instituteur en peut être considéré comme gardien responsable, conformément à l'art. 1384, al. 1^{er} du code civil. Mais, la présomption de faute édictée contre le gardien, lui reste essentiellement personnelle et ne s'étend pas, d'après un récent arrêt, aux per-

sonnes qui répondent seulement du fait propre du gardien. Cette exonération profiterait à l'Etat, responsable d'après la loi nouvelle » ⁶⁷. Il y a, là, semble-t-il une extension exagérée de l'application de l'art. 1384, al. 1. Nous avons vu que l'obligation de garde était déterminée par l'indépendance et le pouvoir d'autorité. Or, l'instituteur public, comme tous les fonctionnaires, est soumis à un règlement administratif qui limite ses attributions et son droit de commandement. Placé dans un état de subordination par rapport à l'administration qui l'emploie, le fonctionnaire n'a qu'un pouvoir de fait sur les choses à lui confiées. Il s'en sert, non pas dans son intérêt personnel, mais pour assurer le service public dont il a la charge. Par suite, l'instituteur public, s'il a la garde matérielle des objets scolaires, n'en a pas la garde juridique.

D'ailleurs, on a déjà admis cette solution dans des hypothèses où le doute était permis. Depuis la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, les ministres du culte ont la libre disposition des édifices et des choses affectées à l'exercice de ce culte et appartenant à l'Etat. Pourtant, on a considéré qu'ils n'en étaient pas gardiens au sens de l'art. 1384 ⁶⁸. A plus forte raison, faut-il en dire autant des instituteurs publics pour les choses affectées à l'enseignement, puisqu'ils ne jouissent pas de pouvoirs aussi étendus. L'instituteur public n'a qu'une faculté d'usage des choses, mais le pouvoir juridique appartient au service public, à l'administration, dont ce fonctionnaire relève. C'est donc, à elle, qu'incombe l'obligation de surveillance et de contrôle.

(67) E. PERREAU. Responsabilité civile des membres de l'enseignement public. *Rev. trim.* 1938, p. 16. L'arrêt auquel il est fait allusion est celui de la chambre civile du 30 décembre 1936 (S. 1937-1-137).

(68) V. BESSON. La notion de garde dans la responsabilité du fait des choses. *Th.* 1927, p. 34.

La jurisprudence a déjà été amenée, d'ailleurs, à définir la situation de l'instituteur public, par rapport aux choses dont il se sert, dans l'exercice de ses fonctions. Une jeune écolière s'étant approchée du poêle allumé de la classe pour le tisonner, ses vêtements prenaient feu et elle succombait peu de temps après, des suites de ses blessures. La présomption de faute de l'ancienne législation ne pouvait jouer dans cette espèce, parce que le dommage n'était pas causé par un élève; le père de la victime intentait, alors, contre l'institutrice, une action en responsabilité fondée sur l'art. 1384, al. 1. La Cour de Dijon⁶⁹, débouta le demandeur, motif pris « qu'on ne saurait alléguer comme l'on fait les premiers juges, que la responsabilité de l'institutrice se trouvait engagée, par le fait qu'elle aurait eu la garde de l'appareil de chauffage cause de l'accident...; qu'en tous cas, *elle ne saurait être considérée comme personnellement gardienne* d'une installation, qu'elle recevait comme fonctionnaire de son administration ». Le demandeur se retournait alors contre l'Etat devant la juridiction administrative et celui-ci était condamné à lui verser une indemnité⁷⁰.

L'instituteur public ne peut donc pas être considéré comme gardien des choses servant à l'enseignement. D'ailleurs, même en lui reconnaissant cette qualité, on conçoit mal comment il pourrait être déclaré responsable. En effet, la loi du 5 avril 1937 a supprimé l'action directe de la victime contre les instituteurs publics; celle-ci ne peut mettre en cause que l'Etat. Or, la présomption de l'art. 1384, al. 1, étant personnelle au gardien, ne pourrait être opposée à l'Etat ainsi poursuivi. La victime d'un accident

(69) Dijon, 20 janvier 1926. Gaz. Pal. 1926-1-632.

(70) Cons. Et. 21 mai 1931. Rec. 1931, p. 560.

survenu par le fait d'une chose, se trouverait, alors, dans cette situation singulière, qu'il lui serait impossible de traduire en justice le gardien responsable de la chose, cause de l'accident. Dans la loi du 5 avril 1937, la victime ne peut actionner que l'Etat et dans le seul cas de faute prouvée des fonctionnaires de l'enseignement. Il faut donc conclure, devant la nécessité pour la victime de prouver une faute à la charge de l'instituteur public, qu'aucune présomption de faute ne pèse, désormais, sur lui. Par suite, cette solution est générale, et s'applique, non seulement, à la présomption édictée par l'art. 1384, al. 1, mais aussi, à *tous les autres cas de responsabilité présumée*, prévus par les articles suivants.

La qualité d'instituteur public est dominée par celle de fonctionnaire à qui, ces textes ne sont pas applicables. La raison en est donnée par M. Cot : « Parce que le fonctionnaire, lorsqu'il manifeste son activité en tant qu'agent public, n'apparaît jamais au regard du droit, comme propriétaire d'une chose ou d'un animal ou comme commettant d'un préposé. Il arrive souvent qu'il ait sous sa direction des subordonnés ou à sa disposition des choses. Mais on remarquera que subordonnés et choses, dépendent, en réalité, du service public, conçu comme entité juridique et non du fonctionnaire, considéré comme individu et comme sujet de droit » ⁷¹. Les instituteurs publics ne sont donc pas responsables de plein droit des dommages causés par le fait des choses servant à l'enseignement. Mais, naturellement, leur responsabilité resterait entière, si, dans un accident survenu dans de telles conditions, outre le fait de la chose, une faute était relevée à leur charge ⁷².

(71) Cot. Responsabilité civile des fonctionnaires. Th. 1922, p. 207.

(72) Cons. Et. 30 juillet 1920. Rec. 1920, p. 782.

Ainsi, lorsqu'un accident n'est que le fait d'une chose scolaire, l'Etat seul est responsable. Mais, alors, ce n'est plus l'art. 1384, al. 1 qui va s'appliquer. En effet, ses dispositions constituent un texte de pur droit privé qui ne régit que les rapports des particuliers entre eux. L'Etat, ainsi poursuivi, ne peut l'être que devant les juridictions administratives et comme conséquence, sa responsabilité ne peut être mise en jeu, que suivant les règles spéciales du droit administratif. Or, en matière administrative, il n'est jamais fait application de l'art. 1384, al. 1. Dans les nombreuses espèces qui ont été soumises au Conseil d'Etat et relatives à des accidents survenus par le fait des choses scolaires, cette haute juridiction, pour condamner l'Etat, relève, soit une faute de l'instituteur ⁷³, soit une faute même du service public de l'enseignement, correspondant à une organisation ou à une installation défectueuse du service ⁷⁴. Il n'est donc plus question, à proprement parler, de responsabilité du fait des choses. Dans le premier cas, il y a référence à la responsabilité de droit commun, pour faute de service; et, dans le second, il s'agit de la responsabilité directe de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public, conformément au droit commun administratif. Aussi, pour les dommages causés par les choses servant à l'enseignement, l'instituteur public ne peut jamais en être déclaré responsable, en dehors d'une faute prouvée à son encontre. La loi du 5 avril 1937 n'a modifié en rien, les principes de la jurisprudence administrative antérieure; ou bien, il y a

(73) Arrêt préc. du 30 juillet 1920. Rec. 1920, p. 782.

(74) Cons. Et. 22 juillet 1921, Rec. 1921, p. 750; 14 février 1924. Rec. 1924, p. 221; 18 juillet 1930, Rec. 1930, p. 769; Gaz. Pal. 1930-2-554; 21 mai 1931. Rec. 1931, p. 560; 8 janvier 1936. Rec. 1936, p. 40; 5 février 1936. Rec. 1936, p. 162; 3 février 1937. Gaz. Pal. 1937-1-833; 8 décembre 1937. Gaz. Pal. 1938-1-322.

responsabilité de l'instituteur pour faute, ou bien, il y a responsabilité directe de l'Etat, pour fonctionnement défectueux du service public.

§ 3. — *Responsabilité du fait des animaux.*

L'art. 1385 C. Civ., dispose que « le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ». Si l'on conçoit l'utilisation de choses en matière d'enseignement, on conçoit, moins, qu'un texte régissant la responsabilité du fait des animaux, puisse s'appliquer aux instituteurs. Pourtant, il faut l'admettre; le terme d'instituteur est entendu dans un sens très large, pour avoir cette qualité il suffit de donner un enseignement quelconque. Ainsi, l'art. 1385 pourra s'appliquer dans les écoles pratiques d'agriculture ou les écoles vétérinaires; ou, même, être invoqué à l'encontre des directeurs de manège pour les dommages causés par les chevaux, aux élèves.

La responsabilité du fait des animaux est alternative et non cumulative; elle pèse sur le propriétaire de l'animal ou sur celui qui s'en sert. Mais, cette responsabilité obéit aux mêmes principes que la responsabilité du fait des choses; la doctrine et la jurisprudence ont admis l'identité des solutions sur le terrain des art. 1385 et 1384 al. 1⁷⁵. On répond, donc, du dommage causé par un animal, dans les mêmes conditions que du préjudice causé par une chose inanimée. Dans les deux cas, la responsa-

(75) V. MAZEAUD. T. II, n^{os} 1075 et 1076.

bilité est rattachée à l'obligation de garde; nous pouvons, donc, nous reporter à ce qui a été dit pour la responsabilité du fait des choses appliquée aux instituteurs. Rappelons, toutefois, que la jurisprudence semble écarter l'application de l'art. 1385, aux directeurs de manège, pour les dommages causés aux élèves par les chevaux mis à leur disposition. La Cour de Lyon, en effet, a jugé que la responsabilité d'un maître de manège, instituteur privé, n'était pas régie par l'art. 1385 C. Civ., mais par l'art. 1137, relatif à la responsabilité contractuelle ⁷⁶.

§ 4. — *Responsabilité du fait des bâtiments.*

Enfin, d'après l'art. 1386 C. Civ., « le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite de défaut d'entretien ou par le vice de sa construction ». Cette disposition soulève moins de difficultés que les précédentes, parce que le responsable est nettement déterminé : c'est le propriétaire.

Disons, tout de suite, que ce texte n'est jamais applicable aux instituteurs publics. Lorsque le préjudice subi par un élève a sa source dans la construction défectueuse des bâtiments scolaires ou de leurs dépendances, ou bien, dans le défaut d'entretien de ces locaux, ce préjudice se rattache à l'exécution des travaux publics. Dès lors, l'action en responsabilité ne peut être portée que devant le juge spécial compétent en matière de dommages résultant de travaux publics, c'est-à-dire en vertu de la loi du

(76) Lyon 1^{er} avril et 21 octobre 1922. D. P. 1924-2-51 et la dissertation de M. LALOU. V. aussi Douai, 17 juin 1932. Rec. Douai, 1932-263. Rec. Somm. de la jurisprud. française, 1933, n° 291.

28 Pluviose An VIII, devant le conseil de Préfecture, sauf appel au Conseil d'Etat. De plus, conformément au droit commun administratif, cette action ne peut être dirigée que contre la personne publique à qui incombe l'établissement et l'entretien des bâtiments scolaires, c'est-à-dire le plus souvent la commune⁷⁷. D'ailleurs, il sera possible de retenir, en même temps, la responsabilité de l'Etat, parce que celui-ci a le devoir, ainsi que le prévoient la loi du 30 octobre 1886 et le décret du 18 janvier 1887, de veiller à ce que les locaux des écoles soient dans un état tel, que les élèves n'y soient exposés à aucun danger⁷⁸.

Au contraire, la responsabilité des instituteurs privés pourra être mise en jeu sur les bases de l'art. 1386. La présomption de faute édictée, par ce texte, est d'un mécanisme particulier : la victime n'a pas simplement à prouver le fait matériel dommageable et son lien de causalité avec la ruine du bâtiment; il lui faut, en outre, démontrer le défaut d'entretien ou le vice de construction. Dans le premier cas, il n'y a pas, à proprement parler, présomption de faute, puisque le demandeur à l'action en responsabilité doit commencer par prouver le défaut d'entretien, c'est-à-dire, la négligence du propriétaire des bâtiments scolaires. Il en résulte, qu'en fait, la victime aura intérêt à fonder son action, à la fois sur les articles 1382, 1383 et 1386 du Code Civil. Mais, il en est autrement, au cas de vice de construction. Celui-ci peut être imputable à l'architecte ou à l'entrepreneur qui a construit l'ouvrage; néanmoins, l'instituteur propriétaire de bâtiments sco-

(77) Cass. civ. 21 janvier 1918. D. P. 1918-1-9. Cons. Et. 11 juillet 1924. Rec. 1924, p. 681.

(78) Cons. Et. 4 juin 1920. Rec. 1920, p. 558; 22 novembre 1933. Rec. 1933, p. 2085. 16 janvier 1935. Rec. 1935, p. 60; 3 février 1937. Gaz. Pal. 1937-1-833.

lares, sera responsable de plein droit du dommage survenu dans ces conditions, sans qu'il puisse être admis à démontrer qu'il n'a pas commis de faute. Naturellement, il pourrait se retourner contre l'architecte fautif.

Ainsi, la loi du 5 avril 1937, qui a supprimé la présomption de faute qui pesait sur les instituteurs pour les dommages causés par les élèves, ne permet pas, par le jeu des règles qu'elle édicte, l'application des autres cas de responsabilité présumée, à l'encontre des instituteurs publics. Au contraire, les instituteurs privés y restent soumis, et, en particulier, ils continuent à répondre dans les termes de l'art. 1384, al. 1 des dommages causés par le fait des choses qu'ils ont sous leur garde. Les modifications apportées par la loi du 5 avril 1937 permettent encore, une large application aux instituteurs libres, des règles de la responsabilité sans faute prouvée. Nul doute, que les victimes n'y recourent, pour obtenir l'indemnisation du préjudice, par elles, subi.

CHAPITRE II

L'EXERCICE PAR LA VICTIME DE SON DROIT A REPARATION

Lorsque les conditions de la responsabilité sont réunies, dans la personne de l'instituteur, la victime a droit à l'indemnisation du préjudice subi. Il faut, alors, déterminer contre qui, elle va agir en réparation. A cet égard, les règles diffèrent suivant que la partie lésée est en présence d'un instituteur privé ou d'un instituteur public.

Pour les premiers, rien n'est changé. Dans les rapports entre l'instituteur et la victime, celle-ci exerce son action en réparation contre un membre de l'enseignement libre, comme s'il s'agissait d'un particulier. Les anciennes règles demeurent, donc, applicables. Cependant, les termes généraux de la loi du 5 avril 1937 font naître, sur ce point, quelques difficultés que nous aurons à examiner.

A l'égard des instituteurs publics, la loi apporte des modifications profondes, quant aux règles, qui régissaient l'exercice de l'action en réparation, prévues par la loi du 20 juillet 1899. Celle-ci, s'était, déjà, écartée du droit commun de la procédure; l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937 accentue encore ces dérogations. En principe, la victime ne peut pas exercer son action contre les instituteurs publics; elle ne peut agir que contre l'Etat. C'est la suppression de tout rapport de procédure, entre la victime et les membres de l'enseignement public. Cependant, un doute reste

permis. La loi interdit la mise en cause de ces agents, devant les « tribunaux civils ». Par suite, la question reste entière, de savoir, si cette immunité de poursuites doit s'appliquer également devant les juridictions répressives.

Ainsi, tandis que les conditions de la responsabilité sont en principe les mêmes, aussi bien à l'égard des instituteurs libres que des instituteurs publics, les règles, concernant l'exercice de l'action en réparation, diffèrent, suivant la qualité de l'instituteur. C'est pourquoi, une distinction s'impose entre eux.

Section I.

L'action en réparation contre les membres de l'enseignement privé.

La loi du 5 avril 1937, ne vise pas dans ses dispositions, l'action en responsabilité de la victime contre les membres de l'enseignement privé. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'un retour au droit commun en ce qui les concerne; il y a maintien, pur et simple, des règles qui avaient cours sous l'ancienne législation.

En particulier, une transaction peut intervenir, entre la victime du dommage et l'instituteur fautif. Dans le cas contraire, la victime ou son représentant légal peut intenter une action en responsabilité, soit contre l'instituteur, auteur de la faute, soit contre le commettant de ce dernier. Cette action a pour but, l'obtention de dommages et intérêts, en réparation du préjudice subi. Elle est donc personnelle et mobilière, puisque, d'une part, elle tend à

l'exécution d'une obligation, et d'autre part, que cette dernière s'apprécie en argent.

Cette action est exercée dans les formes ordinaires, soit devant le tribunal civil, soit devant le Juge de Paix, suivant l'importance de la demande. Elle est portée devant le tribunal civil, lorsque l'objet de la demande dépasse 4.500 francs et devant le Juge de Paix, dans le cas contraire. C'est à ce chiffre, en effet, qu'a été portée la compétence du Juge de Paix, par l'art. 10 du décret du 28 mars 1934, modifiant l'art. 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905.

Ratione loci, la juridiction compétente est celle de droit commun. L'art. 2 de la loi du 5 avril 1937 a bien établi la compétence exclusive du tribunal du lieu où le dommage a été causé, mais, ces dispositions ne visent que l'action en responsabilité intentée contre l'Etat. Il ne semble donc pas, sur ce point, que la loi nouvelle soit applicable aux instituteurs privés. Par suite, le tribunal compétent est, soit celui du domicile du défendeur (art. 2 et 59, al. 1, C. Pr. Civ.), soit celui du lieu où le fait dommageable s'est produit, non en vertu de la loi du 5 avril 1937, mais par application de la loi du 26 novembre 1923 (art. 2 et 59 in fine du Code de Procédure Civile).

La faute commise par l'instituteur, peut constituer une infraction pénale, par exemple un délit. Nous avons vu, en effet, que, dans certaines espèces, l'instituteur était poursuivi du chef d'homicide ou de blessures par imprudence. Dans ces hypothèses, la victime a un droit d'option, quant à la juridiction devant laquelle elle entend porter son action. La partie lésée reste toujours libre de s'adresser à la juridiction civile, mais elle peut, aussi, saisir la juridiction répressive par voie d'action ou par voie d'inter-

vention; et, son action civile en réparation « peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique » (art. 3 C. Inst. Crim.).

Enfin, sous l'empire de l'ancienne législation, la prescription de l'action en responsabilité était celle de droit commun, c'est-à-dire la prescription de 30 ans. Ce délai a été considérablement réduit et porté à 3 ans, dans le régime institué par la loi nouvelle. Cette disposition est-elle applicable à l'action en responsabilité, dirigée contre les membres de l'enseignement privé ?

L'art. 2 de la loi du 5 avril 1937 vise « la prescription en ce qui concerne la réparation des dommages prévus par la présente loi ». Or, les seuls dommages dont il est question, sont ceux dont la responsabilité incombe aux membres de l'enseignement public. Par ailleurs, cet art. 2 ne modifie que la loi du 20 juillet 1899 qui est uniquement relative à l'instituteur public. Il ne semble donc pas que ces dispositions nouvelles bénéficient aux instituteurs libres; ils restent soumis, pendant 30 ans, à l'action en réparation de la partie lésée ⁷⁹.

Au total, la situation des membres de l'enseignement privé ne subit aucun changement dans cette matière; le droit commun leur est entièrement appréciable. Il n'en est pas de même à l'égard des instituteurs publics; l'action en responsabilité est soumise, au contraire, à des règles dérogatoires au droit commun.

(79) En ce sens. SAVATIER, chronique Lois Nouv. 1937-1-254, n° 16.

Section II.

L'impossibilité, pour la victime, d'exercer une action en réparation contre les membres de l'enseignement public.

Lors de l'élaboration de la loi du 20 juillet 1899 et dans les cas d'application de celle-ci, on avait cru que l'Etat, substitué à l'instituteur, devait, seul, être mis en cause. On pensait, en effet, que le demandeur à l'action, ayant en face de lui l'Etat responsable, n'aurait pas l'idée extraordinaire d'assigner l'instituteur, dont la solvabilité était moins certaine.

Mais la loi du 20 juillet 1899 ne couvrait l'instituteur que dans les cas où sa responsabilité était engagée dans les termes de l'art. 1384 C. Civ. Au contraire, il restait personnellement exposé aux poursuites de la victime, lorsque celle-ci fondait son action sur l'art. 1382, c'est-à-dire lorsqu'elle démontrait une faute de l'instituteur. Or, quand un accident se produisait dans une école, il était souvent difficile d'en déterminer la cause exacte et de savoir à l'avance si les conditions de substitution de responsabilité de l'Etat étaient réunies; de sorte que, les victimes de dommages avaient pris l'habitude d'intenter leur action contre l'Etat et l'instituteur conjointement.

Cette situation disparaît dans le régime institué par la loi du 5 avril 1937. L'art. 2 dispose, en effet, que les membres de l'enseignement public ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils, par la victime ou ses représentants. Ainsi, les instituteurs bénéficient d'une immunité générale de poursuites. Sous le régime antérieur,

leur situation était moins bonne que celle des autres fonctionnaires, et les instituteurs publics n'avaient cessé de réclamer leur assimilation à ces derniers. La loi nouvelle dépasse leurs désirs, et établit en leur faveur un véritable privilège. L'Etat se substitue à l'instituteur public, non seulement, dans la charge de la responsabilité mais aussi, dans la procédure engagée par la victime. L'action directe de celle-ci, contre les membres de l'enseignement public, est prohibée; c'est donc la suppression de tout rapport de procédure entre eux. L'instituteur devient étranger au procès, il ne répond d'aucune faute, même des plus graves, et la victime se trouve en présence d'un adversaire officiel, unique : l'Etat représenté par le Préfet du département.

Mais, il y a lieu de remarquer que la loi interdit, simplement, la mise en cause de l'instituteur par la victime ou ses représentants, « *devant les tribunaux civils* ». Les discussions ne manqueront pas de naître, sur la question de savoir, s'il convient d'entendre cette expression de « tribunaux civils », par opposition à celle de « tribunaux répressifs » ou, au contraire, par opposition à celle de « tribunaux administratifs ». Il se peut, en effet, que la faute de l'instituteur public constitue une infraction à la loi pénale. Peut-il, alors, être mis en cause personnellement, devant un tribunal répressif, en raison de cette infraction ?

Un point est certain : la prohibition de l'action contre l'instituteur n'est appelée à jouer, que dans les cas où la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de son agent. Par conséquent, l'immunité, édictée par l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, n'est applicable qu'à l'action en réparation pécuniaire, c'est-à-dire à l'action civile. Au contraire,

elle ne modifie pas les règles de la mise en mouvement de l'action publique. Par suite, la loi n'interdit pas l'exercice de cette dernière action, par le ministère public. De même, il faut considérer que la victime a la faculté de citer directement l'instituteur devant un tribunal correctionnel pour des fins répressives, c'est-à-dire pour faire prononcer une peine contre l'instituteur coupable d'un délit. Mais la victime en est-elle réduite à une action civile en dommages et intérêts contre l'Etat ? Ou bien, peut-elle se constituer partie civile au cours de l'instance pénale, pour intenter son action en réparation, accessoirement à l'action publique dirigée contre l'instituteur ?

La commission de législation du Sénat avait, expressément, réservé cette dernière faculté à la victime. L'art. 1^{er} du texte qu'elle avait adopté, était, en effet, ainsi rédigé : « ...La responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des dits membres de l'enseignement qui ne pourront jamais être mis en cause par la victime ou ses représentants, sauf en cas de poursuites devant la juridiction criminelle » ⁸⁰. Le rapporteur, M. Leblanc, estimait que cette disposition assurait, en somme, « le maintien du droit pour la victime d'un délit, qui réclame des dommages et intérêts, d'agir devant la juridiction pénale en vertu de l'action ex delicto ».

Mais cette assimilation fut écartée, par la suite, et le texte définitif voté par les deux Chambres, ne contient plus cette disposition. « Il semble bien, dit M. Mabrut, que par ce texte on puisse en induire que la victime ne saurait exercer l'action civile à l'encontre des membres de l'enseignement public, même au cours d'une instance pénale, et encore moins, saisir directement la juridiction

(80) J. O. 1928. Sénat. Doc. ann., 246, p. 342.

pénale » ⁸¹. M. Robert se prononce, également, dans le même sens : « Les membres de l'enseignement ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils, et il ne saurait être exercée contre eux d'action civile, même au cours d'une instance pénale, par la victime d'un accident, survenu sous leur surveillance » ⁸².

Cette solution est adoptée, également, par M. Esmein, comme étant plus conforme aux intentions du législateur : « Il n'est guère douteux que la loi entende exclure la constitution de partie civile. La réforme qu'elle a voulu faire, ne serait, au cas contraire, qu'à moitié faite. Toutes les fois, où le dommage est un dommage physique à une personne, l'imprudence ou la négligence qui en est la cause constitue un délit (art. 319 et 320 C. P.). Or, c'est le cas le plus fréquent. On ne peut croire, que la loi ait ouvert l'action contre l'instituteur, à condition de la porter devant le juge pénal » ⁸³.

La loi de 1937 établirait donc les mêmes dérogations que celles prévues par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 et l'art. 2 de la loi du 22 juillet 1912. En cas de délit du chef d'entreprise, de ses ouvriers ou préposés, la victime ne peut réclamer de dommages et intérêts en se constituant partie civile. De même, pour les mineurs de treize ans, coupables d'une infraction pénale, l'action civile est obligatoirement portée devant le tribunal civil.

Cependant, les interprétations ci-dessus sont contraires à l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937 et elles sont repoussées à juste titre. Le texte de la loi est, en effet, très clair sur ce point. Il interdit la mise en cause des mem-

(81) J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2122, p. 408.

(82) J. O. 1937. Ch. Doc. Ann. 2134, p. 418.

(83) Chronique ESMEIN. Gaz. Pal. 14 avril 1937.

bres de l'enseignement public devant « les tribunaux civils »; par conséquent : « a contrario, dit M. Desbois ⁸⁴, ce texte autorise l'action civile de droit commun devant les juridictions répressives; il suffira aux victimes de se porter partie civile devant ces dernières en invoquant l'homicide, les coups et blessures involontaires, pour engager la responsabilité des fonctionnaires ».

Cette solution est rationnelle. L'opinion de M. Mabrut, en effet, est infirmée par les travaux préparatoires antérieurs à l'admission du contre-projet Morand ⁸⁵. Les dérogations au droit commun sont de droit étroit et si l'on admettait la prohibition de l'action civile contre l'instituteur devant les tribunaux répressifs, il faudrait conclure que c'est sans s'en rendre compte qu'une telle règle aurait été créée par le législateur. Par ailleurs, ce serait consacrer un privilège exorbitant au profit des membres de l'enseignement public. La constitution de partie civile ne serait pas possible, même au cas de dommage causé volontairement par l'instituteur et il serait en tout cas paradoxal, qu'un même fait n'entraîne aucune responsabilité civile à la charge des instituteurs, alors qu'il motive une condamnation pénale à leur encontre. Cette interprétation contraire ne saurait donc être admise; comme le note M. Desbois : « ...la disposition finale de l'art. 2 aurait une portée bien étrange : devant les juridictions pénales, l'instituteur pourrait être « mis en cause », c'est-à-dire assigné par la victime, mais il ne saurait être condamné à des dommages et intérêts. Il y aurait là une constitution de partie civile d'un caractère singulier : la victime ne pourrait obtenir de dommages et intérêts de l'inculpé, ni

(84) DESBOIS. *Chronique*. D. H. 1937, p. 53.

(85) V. not. J. O. 1930. *Rapp. BACHELET*. Sénat. Doc. ann. 142, p. 710.

attirer l'Etat devant la juridiction pénale, ni enfin lui opposer le jugement »⁸⁶.

Cette question semble d'ailleurs tranchée dans le sens que nous soutenons par les travaux parlementaires postérieurs à la loi de 1937. Deux propositions ont déjà été déposées. La première tend à interdire les poursuites pénales contre l'instituteur et à plus forte raison les poursuites civiles, sauf au cas de faute lourde ou volontaire de sa part⁸⁷. La seconde est encore plus générale, elle complète le § 2 de l'art. 2 de la loi, par l'adjonction après les mots « les tribunaux civils », des mots « et répressifs »⁸⁸. C'est donc bien reconnaître que ces deux expressions s'opposent et qu'actuellement, la victime a la faculté de porter son action civile contre l'instituteur devant les juridictions répressives.

Il faut donc conclure que le droit commun subsiste à l'égard des membres de l'enseignement public, devant les juridictions répressives. Ainsi, la victime de l'infraction pénale peut poursuivre l'instituteur devant le tribunal correctionnel, par voie de citation directe, pour lui faire appliquer la loi pénale et lui réclamer des dommages et intérêts. Mais, elle peut aussi se porter partie civile contre l'instituteur, au cours des poursuites exercées contre lui par le ministère public (art. 3 C. Instr. Crim.)⁸⁹. La victime ne peut exercer une action directe contre l'institu-

(86) DESBOIS préc. p. 55. V. dans le même sens : SAVATIER. *Chronique Lois Nouv.* 1937-1-249, n° 10. — Note WALINE. *D. P.* 1938-4-43, note 1, n° 10. — GAUDEMET E. *Théorie générale des Obligations*, 1937, p. 490.

(87) Proposition de résolution VIDAL. *J. O.* 1937, 2^e séance du 23 décembre. *Déb. Parl.*, p. 3235.

(88) Proposition COGNIOT. *J. O.* 1938, Séance du 25 janvier. *Déb. Parl.*, p. 93.

(89) En ce sens. COURTEAUD. *La responsabilité civile des instituteurs avant et après la loi du 5 avril 1937.* *Th.* 1938, p. 52 et suiv.

teur, que dans cette seule hypothèse. Dans tous les autres cas, elle ne peut agir que contre l'Etat.

D'ailleurs, dans les cas où l'instituteur a commis un délit, la victime peut ne pas joindre son action civile à l'action publique. Elle peut, au contraire, l'exercer séparément contre l'Etat, après condamnation pénale de l'instituteur. Mais, alors, dans le procès civil intenté contre l'Etat, il y a autorité de la chose jugée au pénal contre l'instituteur. Ainsi, le juge civil ne peut méconnaître la décision prise par le tribunal répressif.

En particulier, si l'instituteur est acquitté, la condamnation de l'Etat est-elle possible ? La question est résolue par application des principes généraux relatifs à l'autorité de la chose jugée. Si l'acquittement n'est pas motivé, il ne démontre pas l'inexistence d'une faute. Dès lors, la jurisprudence admet qu'il ne fait pas obstacle à l'allocation de dommages et intérêts⁹⁰. Par contre, si l'acquittement est motivé parce que le fait relevé à la charge de l'instituteur n'a pas été commis, ou parce qu'il ne lui est pas imputable, une condamnation de l'Etat serait impossible⁹¹. Il en serait de même si l'acquittement de l'instituteur avait lieu au bénéfice du doute⁹². Enfin, dans un cas au moins, la partie lésée ne pourra réussir dans son action intentée au civil : lorsque l'instituteur est acquitté du chef d'homicide ou de blessures par imprudence. En effet, l'identité de la faute civile et de la faute pénale entraîne cette conséquence, qu'après acquittement de l'instituteur, l'Etat ne peut être condamné à réparation envers la victime, puisque l'absence de faute est prouvée⁹³.

(90) Cass. civ. 14 janvier 1925. D. P. 1926-1-189.

(91) Paris, 19 janvier 1933, D. H. 1933-185; Angers, 16 mai 1933. D. H. 1933-417.

(92) Cass. civ. 23 janvier 1922. S. 1922-1-378; Cass. Req. 10 mai 1932. D. H. 1932-380.

(93) Cass. Req. 14 novembre 1933. Gaz. Pal. 1934-1-176.

TITRE II

LA RESPONSABILITÉ DANS LES RAPPORTS DE LA VICTIME ET DE L'ETAT

Cette question ne se pose, évidemment, qu'à l'égard des membres de l'enseignement public. Nous venons de voir que, sauf devant les juridictions répressives, les instituteurs ne pouvaient être poursuivis personnellement. L'action en responsabilité doit donc être intentée contre l'Etat à qui incombe, envers la victime, la charge de la réparation lorsque la victime y a droit. L'instituteur public ne supporte pas à l'égard de la partie lésée la charge pécuniaire de ses fautes; la responsabilité de l'Etat est substituée à la sienne.

La loi du 5 avril 1937 a repris, ainsi, le principe de la substitution posé par la loi du 20 juillet 1899, mais en étendant le domaine d'application de ses dispositions. Tout d'abord, la loi du 20 juillet 1899 n'était applicable qu'au seul cas de dommage causé par un élève; de plus, elle n'avait fait que décharger les instituteurs publics de la présomption de faute édictée par l'art. 1384. Au contraire, ils ne bénéficiaient pas de la protection de l'Etat et ils étaient seuls responsables à l'égard de la victime, lorsque celle-ci démontrait à leur encontre, l'existence

d'une faute dans les termes des art. 1382 et 1383 C. Civ. Apportons, toutefois, une réserve; même dans ce cas l'Etat continuait à se substituer à l'instituteur, lorsque le fait allégué à sa charge constituait une « faute de service »; ce n'était plus, alors, en vertu de la loi du 20 juillet 1899, mais par application des principes généraux du droit administratif.

La proposition de M. Bokanowski avait pour but de combler cette lacune, mais la suppression de la présomption de faute de l'art. 1384 rendit la loi du 20 juillet 1899 inopérante. Celle-ci est donc abrogée par la loi du 5 avril 1937, qui réalise la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs, compte tenu des conditions nouvelles de leur responsabilité. Cette substitution de responsabilité est-elle, vraiment, dérogatoire au droit commun ? Il faut noter qu'elle serait conforme aux principes habituels, si elle ne visait que les fautes de service de l'instituteur, puisqu'il s'agirait, alors, d'une question de responsabilité des fonctionnaires et de la puissance publique. En effet, il est admis qu'un fonctionnaire ne répond pas personnellement de telles fautes. Mais, précisément, la victime ne pouvant pas agir directement contre les membres de l'enseignement public, la substitution a lieu dans tous les cas, même lorsqu'il y a faute personnelle de l'instituteur. Dans cette mesure, la substitution de responsabilité de l'Etat est contraire au droit commun.

Nous verrons, alors, à quelles conditions elle est subordonnée. Par ailleurs, l'Etat étant seul poursuivi, il faudra déterminer les règles de compétence et de procédure applicables à l'action exercée contre lui par la victime.

CHAPITRE I

LES CONDITIONS AUXQUELLES LA RESPONSABILITE DE L'ETAT EST SUBSTITUEE, ENVERS LA VICTIME, A CELLE DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Elles sont contenues dans l'art. 2, al. 2, de la loi du 5 avril 1937 : « Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée, à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle desdits membres de l'enseignement... »

Ainsi, la substitution de responsabilité de l'Etat est subordonnée à la réunion de trois conditions. La première se réfère à la qualité des bénéficiaires : il faut qu'il s'agisse de « membres de l'enseignement public ». En second lieu, quant aux situations prévues, il faut que le fait dommageable donnant naissance à la responsabilité des maîtres de l'enseignement, survienne pendant l'exercice de leurs fonctions. Enfin, la dernière condition est évidente : la responsabilité de l'Etat n'est qu'une responsabilité de substitution ; par conséquent, il faut que celle de l'instituteur soit elle-même engagée.

Section I.

La qualité de membre de l'enseignement public.

La première condition délimite le domaine d'application de l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, quant aux personnes protégées par ses dispositions; ce sont les « membres de l'enseignement public ». Il faut entendre, par là, que l'Etat se substitue à l'instituteur, dans le seul cas où celui-ci est fonctionnaire et assure un service d'enseignement public; c'est-à-dire, lorsqu'il a été nommé par l'Etat, dans un établissement d'enseignement. Cela se conçoit, aisément, puisqu'il s'agit d'une responsabilité de substitution; l'Etat ne peut, évidemment, répondre que pour ses fonctionnaires.

Par ailleurs, cette mesure est légitime; comme l'indique M. Uhry, dans son rapport à la chambre ¹ : « Les membres de l'enseignement public ne sont que des fonctionnaires; il sont, en quelque sorte, des préposés travaillant pour autrui et non pour leur propre compte; ils touchent un traitement et non pas des bénéfices. Ils sont obligés de recevoir tous les élèves, sans distinction aucune, et n'ont pas le droit d'éliminer ceux d'entre eux, qui seraient susceptibles de causer des dommages quelconques ».

Ainsi, pour la détermination des bénéficiaires de la loi du 5 avril 1937, il faut s'attacher, plutôt, à la qualité de *fonctionnaire de l'enseignement public*, qu'à celle d'*instituteur public*. Les deux expressions ne sont pas synonymes; la première, qui implique la nomination et la rétribution par l'Etat, est générale et recouvre la seconde.

(1) J. O. 1927. Ch. Doc. ann. 4227, p. 500.

Cette remarque n'est pas dépourvue d'intérêt, parce qu'il apparaît que la loi nouvelle est plus large, à cet égard, que celle du 20 juillet 1899. Celle-ci, en effet, ne jouait que dans le cadre de la faute présumée; il en résultait, par là même qu'elle ne pouvait bénéficier qu'aux seuls instituteurs, au sens propre du mot, soumis à cette présomption. Au contraire, dans la loi nouvelle, c'est le droit commun qui s'applique; par suite, pourra se prévaloir de la substitution, tout membre de l'enseignement public, contre lequel, une faute serait prouvée. Il en sera ainsi notamment, pour les membres de l'enseignement supérieur qui, bien que n'ayant pas la qualité d'instituteurs, répondent à la définition plus générale de fonctionnaires de l'enseignement². La question n'est pas purement théorique, note M. Savatier, elle peut concerner, notamment, les accidents survenant au cours d'une manipulation chimique ou d'une dissection, dans les Facultés des Sciences ou de Médecine. Ce résultat peut paraître choquant, parce qu'il aboutit à étendre une loi « relative aux instituteurs », à ceux qui n'ont pas cette qualité : néanmoins, il ne doit pas surprendre, car il se présente comme la conséquence nécessaire du retour au droit commun. D'ailleurs, nous avons déjà admis que la loi du 5 avril 1937 valait comme loi indépendante; elle s'applique donc à tous les membres de l'enseignement public, expression plus générale que celle d'instituteur.

A l'inverse, si d'après la jurisprudence, les directeurs d'asiles d'aliénés, de maisons de correction ou de colonies de vacances, sont des instituteurs; au sens où l'on enten-

(2) En ce sens. MAZEAUD. T. I, p. 722, note sous le n° 833(1). SAVATIER. Lois Nouvelles, 1937-1-250, n° 11; contra : DUEZ. La Responsabilité de la puissance publique, 1938, p. 295, note 1. PERREAU. Rev. trim. de dr. civ., 1938, p. 7.

dait ce mot dans l'art. 1384, ils ne pourront plus bénéficier de l'immunité de poursuites de la loi de 1937. Il y a bien service public, mais il n'y a pas enseignement public; le criterium de distinction doit être recherché dans l'idée précédente : la substitution ne pourra jouer qu'au profit d'un membre du corps enseignant, nommé et dirigé par l'Etat. Il faudrait, également, adopter la même solution, vis-à-vis de l'Assistance Publique. Il serait peut-être téméraire de soutenir, dans ce domaine, qu'un enseignement est donné, et c'est la raison pour laquelle, la jurisprudence antérieure, refusait déjà, de lui reconnaître la qualité d'instituteur public³.

La loi nouvelle s'applique donc à tous les corps d'enseignement organisés par l'Etat et il n'y a pas à distinguer entre l'enseignement primaire ou secondaire et l'enseignement supérieur. Sont, ainsi, des membres de l'enseignement public, tous les instituteurs primaires, le personnel enseignant ou dirigeant des lycées et collèges, ainsi que les professeurs de Faculté, et même aux termes du décret du 16 janvier 1937⁴, les préparateurs de sciences. Il n'y a pas non plus à distinguer selon la nature de l'enseignement qui est donné; les personnes qui sont protégées sont tous les membres de l'enseignement, à quelque ordre qu'ils appartiennent. Il faut donc adopter les solutions jurisprudentielles relatives aux écoles préparatoires militaires, ou aux établissements d'agriculture. Pour les premières, elles constituent, sans contestation possible, des établissements d'enseignement public; c'est du reste en ce sens que s'est prononcé le Conseil d'Etat⁵, et, il apparaît en

(3) Cass. Req. 4 juin 1929. D. P. 1929-1-153. Note WALINE.

(4) J. O. 31 janvier, p. 1295.

(5) Cons. Et. 7 août 1905. D. P. 1907-3-56. LALOU, n° 1002.

effet, que les enfants ou jeunes gens admis dans ces établissements ne sont pas des militaires mais des élèves.

En est-il de même des écoles militaires elles-mêmes, Polytechnique, St-Cyr ? Certains auteurs l'ont admis, mais la raison d'en douter est que l'argument précédent fait défaut. Comme le remarquait déjà M. Teissier ⁶ : « Saint-Cyr et Polytechnique ne sont pas des écoles puisque ces élèves ont contracté un engagement et sont des militaires; ces écoles doivent être considérées comme des services publics et les actes dommageables qui peuvent s'y produire donnent lieu aux mêmes poursuites et aux mêmes responsabilités que les actes accomplis dans les casernes ».

Cette solution paraît judicieuse; ces établissements dépendent, en effet, du Ministère de la Guerre et ont pour but d'assurer le recrutement des cadres de l'armée. Par ailleurs, si l'on soutenait le contraire, comment admettre par exemple, que les écoles militaires de Poitiers St-Maixent ou Vincennes, sont des établissements d'enseignement public, alors que les instructeurs sont des officiers, et les élèves des militaires appartenant aux cadres de l'armée active. Lorsque des dommages sont causés par ces élèves au cours des manœuvres ou de tirs militaires, ils sont bien sous la surveillance de leurs instructeurs et pourtant il n'a jamais été question de rechercher la responsabilité de ces derniers en tant qu'instituteurs. Au contraire l'administration est responsable de tels dommages en vertu des règles du droit administratif : il y a responsabilité directe de l'Etat, il ne peut donc s'agir de responsabilité substituée ⁷. Il semble donc bien que les professeurs ou instructeurs des écoles militaires propre-

(6) TEISSIER. Responsabilité de la Puissance publique, p. 67 en note.

(7) Cons. Et. 4 février 1938. S. 1938-3-23.

ment dites, n'appartiennent pas au corps des membres de l'enseignement public.

Par contre, l'enseignement agricole rentre dans le domaine d'application de la loi du 5 avril 1937, mais sous certaines réserves. Les écoles pratiques d'agriculture comprennent en effet, d'une part une exploitation agricole, et d'autre part un établissement d'instruction; celui-là seul est assimilable à une école publique. L'expression de « membres de l'enseignement public » s'étend donc au personnel dirigeant et enseignant de ces établissements, d'autant plus que la rétribution de ce personnel ainsi que les frais accessoires de l'enseignement sont exclusivement à la charge de l'Etat⁸. Il en serait de même pour les directeurs d'écoles pratiques de commerce et d'industrie⁹.

Faut-il exiger, nécessairement que les membres de l'enseignement soient des fonctionnaires ? La question se pose notamment pour les surveillants d'internat dans les lycées, nommés par les proviseurs et rétribués sur les fonds du lycée, mais non par l'Etat. Le rôle de ces auxiliaires est de surveiller les récréations, les dortoirs, les promenades etc..., cependant on les considérerait déjà comme des instituteurs, parce que leur mission était en lien étroit avec l'enseignement, et c'est de lui qu'ils tiraient leur autorité. Par ailleurs, s'ils ne sont pas des fonctionnaires au sens strict du terme, ils ne sauraient être considérés comme de simples préposés du proviseur¹⁰. Si celui-ci les nomme, ce n'est pas pour son utilité personnelle, mais pour le compte du service public dont il relève; ils participent ainsi directement à la fonction publique de l'enseigne-

(8) Paris 11 janvier 1906, Gaz. Pal. 1906-1-231.

(9) Limoges, 28 octobre 1927. Sem. jur. 1927, p. 1452.

(10) Comp. Trib. civ. Moulins, 16 mars 1905. D. P. 1906-5-24.

ment et les dispositions de la loi du 5 avril 1937 leurs sont applicables.

Cette solution est légitime, parce qu'il s'agit d'un enseignement organisé par l'Etat, mais peut-on l'étendre aussi aux personnes chargées par une ville ou un département de faire des cours ? L'Etat, en effet, n'a pas le monopole exclusif de l'enseignement public et certaines personnes publiques comme les départements et les communes ont fréquemment créé des établissements scolaires, ou, simplement, organisé des enseignements divers.

Les professeurs exerçant leur activité dans de telles conditions, bénéficient certainement de la protection de la loi du 5 avril 1937 lorsqu'ils sont nommés par l'Etat, puisque déjà dans l'ancienne législation, ils étaient des membres de l'enseignement public ¹¹. Mais, dans le cas contraire, l'assimilation est discutable. La question a été posée à M. le Ministre de l'Education Nationale ¹², par M. Arnol qui exposait que certaines municipalités (Lille, Rouen, Grenoble etc...) avaient créé un corps de fonctionnaires nommés et rétribués par les administrations municipales et chargés de l'enseignement de la gymnastique, du dessin et du chant, dans les écoles primaires élémentaires de l'Etat. Celui-ci, bien qu'il n'ait aucun contrôle sur la nomination de ces professeurs municipaux, peut-il être rendu responsable des accidents qui surviennent pendant les cours ?

La réponse ministérielle admet que « les professeurs dont il s'agit, accomplissant un service approuvé par l'autorité académique, peuvent être considérés comme membres de l'enseignement public, et bénéficier le cas

(11) Cass. Req. 24 février 1909. D. P. 1911-1-241. — S. 1911-1-451.

(12) Sol. min. J. O. 23 avril 1937. Déb. Parl., n° 2804, p. 1334.

échéant des dispositions de la loi du 5 avril 1937 ». Cette opinion ne saurait être admise parce qu'on estimait déjà que les professeurs municipaux n'étaient pas des instituteurs publics¹³; d'ailleurs, l'autorisation académique n'est pas suffisante pour leur donner cette qualité et, en tout cas, l'enseignement organisé ne constitue pas un service public de l'Etat. « Il s'agit d'interpréter, dit M. Savatier¹⁴, l'expression « Membres de l'enseignement public ». Or, on doit reconnaître que dans l'usage courant, cette expression ne paraît pas s'étendre aux personnes qui, sans recevoir une investiture de l'Etat, donnent leur concours à une collectivité publique dans une fin éducative ». Ainsi, la Cour de Paris¹⁵ a pu juger récemment que les surveillants d'une école de préservation sociale, n'était pas des instituteurs publics. Cette école est un établissement d'assistance départementale obligatoire, administrée par le Préfet sous le contrôle du Conseil Général; les surveillants ne relèvent que du département et en aucune manière du Ministre de l'Education Nationale.

La responsabilité de l'Etat ne sera donc pas substituée à celle des professeurs ou surveillants départementaux ou communaux. La responsabilité des collectivités publiques ne sera pas davantage engagée, dans les conditions de la loi du 5 avril 1937, au regard des professeurs ou surveillants qu'elles emploient. La réponse ministérielle précitée, déclare à juste titre que : « les communes ne peuvent valablement substituer leur responsabilité à celle des professeurs pendant la durée de leur service. Les dispositions

(13) DEMOGUE, T. V, n° 872. Paris 11 janvier 1906, Gaz. Trib. 1906, 1^{er} sem. 2-220.

(14) SAVATIER. Lois nouvelles, 1937-1-251.

(15) Paris, 23 janvier 1937. D. H. 1937-193; Gaz. Pal. 1937-1-643. Concl. H. PICARD.

de l'art. 1384 c. civ. doivent être, en effet, considérées comme étant d'ordre public et il ne peut y être dérogé par des conventions particulières ». Cette solution est d'ailleurs conforme à la jurisprudence antérieure qui admettait que les dispositions de la loi du 20 juillet 1899 étaient exceptionnelles et ne pouvaient être étendues à la responsabilité des départements et des communes.

Enfin, faut-il étendre la qualité de membre de l'enseignement public aux personnes de l'enseignement technique, industriel et commercial, c'est-à-dire aux professeurs des cours professionnels, publics, obligatoires, organisés par les communes en exécution de la loi du 25 juillet 1919 ?

Lors des travaux préparatoires de la loi de 1937, M. Caffort avait proposé un texte qui étendait à ce personnel le bénéfice de la substitution de la responsabilité de l'Etat, alors que la proposition Bokanowski n'en faisait pas mention. Mais cette dernière proposition, seule, fut retenue par la Chambre sur l'avis de M. Ducos au nom de la Commission des finances¹⁶. Plus tard, le 17 juillet 1929, la Chambre des Députés¹⁷, adopta sur le rapport de M. Merlant¹⁸, un projet de loi dont l'article unique avait la teneur suivante : « Les dispositions de la loi du 20 juillet 1899 substituant la responsabilité civile de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public, sont étendues au personnel enseignant des cours professionnels publics obligatoires ». Ce projet déposé au Sénat le 26 juillet 1929 sous le n° 544 n'a pas encore été voté. Il ne fut plus question par la suite des cours professionnels en

(16) J. O. 1927. Ch. Doc. ann. 4732, p. 1278.

(17) J. O. 1929. Déb. Parl. Ch., p. 5594.

(18) J. O. 1929. Ch. Doc. ann. 1306. Cf. VOIRIN. Rev. trim. 1929, p. 892, n° 31.

raison de l'adoption en 1932 du contre-projet Morand et il semble bien que la substitution de la responsabilité de l'Etat n'est pas appelée à jouer dans ce domaine. Cette opinion semble confirmée, d'ailleurs, par la phrase suivante du rapport de M. Mabrut, qui le 18 mars 1937, s'exprime en ces termes : « à noter d'ailleurs, qu'un deuxième projet voté par la Chambre, dans sa séance du 17 juillet 1929... tend à substituer la responsabilité civile de l'Etat à celle du personnel enseignant des cours professionnels, publics, obligatoires; complétant, par là même, s'il était adopté par la Haute Assemblée, l'heureux effet du texte soumis à votre ratification »¹⁹.

Section II.

La responsabilité engagée pendant l'exercice de ses fonctions.

Pour l'application de l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, une deuxième condition doit, en outre, être réalisée; il faut que le dommage survienne à un moment où l'instituteur public agit en cette qualité, c'est-à-dire, dans l'exercice de ses fonctions. Le domaine d'application de la loi se trouve singulièrement élargi, et dépasse de beaucoup celui de la loi du 20 juillet 1899. La loi nouvelle pose le principe général de la substitution de responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, et l'étend à tous les cas, où la responsabilité de celui-ci peut-être encourue. De plus, cette disposition couvre l'instituteur, non seulement, dans ses fonctions pédagogiques, proprement dites, mais aussi au cours de toute son activité professionnelle, même extra-

(19) J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2122, p. 406.

scolaire. En même temps, la loi supprime quelques-unes des difficultés qui se présentaient sous l'empire de l'ancienne législation. Mais, malgré une réglementation détaillée, la présence dans la loi, de certaines formules, donne lieu, encore, à interprétation.

L'art. 2 dispose, en termes généraux, que la responsabilité de l'Etat est substituée à celle des instituteurs : dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public est engagée, à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens, dans les mêmes conditions.. L'instituteur jouit donc, à présent, d'une protection légale qui le met à l'abri de toute poursuite de la victime, à l'occasion de toute espèce d'accidents pouvant se produire sous sa surveillance.

La loi prévoit deux sortes de cas où la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur : d'une part, lorsque le fait dommageable a été commis par les élèves, et d'autre part, lorsque le dommage a été commis (sic) aux enfants ou jeunes gens confiés à l'instituteur en raison de ses fonctions. Mais, la loi ne vise pas les dommages causés aux tiers par la faute directe de l'instituteur, en dehors du fait d'un élève (accidents qui atteignent le personnel de l'école, par imprudence ou négligence du directeur). De tels accidents restent régis par le droit commun, c'est-à-dire que l'instituteur est responsable de ses fautes personnelles.

L'expression employée « enfants ou jeunes gens » semble indiquer que le législateur n'a pas entendu s'attacher à l'âge des élèves; par là même cesse la controverse qui avait pu naître et aux termes de laquelle la responsa-

bilité particulière des instituteurs n'était engagée qu'à l'égard des élèves mineurs²⁰. Il n'y a donc pas à distinguer suivant que l'élève est majeur ou mineur, d'autant plus que l'instituteur n'est pas soumis à une responsabilité spéciale, mais à la responsabilité de droit commun.

Que l'Etat se substitue à l'instituteur lorsque le dommage est causé par un élève, n'a rien d'étonnant; cette situation se rencontrait déjà dans la loi du 20 juillet 1899, qui n'était appelée à jouer qu'à cette condition. Cependant, il n'y aurait pas lieu à substitution de la responsabilité de l'Etat, si le dommage était causé par l'élève à l'instituteur lui-même. En effet, il n'y a pas de responsabilité civile à la charge de celui-ci, et, dès lors, la responsabilité civile de l'Etat ne peut être mise en jeu. D'ailleurs la jurisprudence antérieure avait déjà statué en ce sens²¹.

L'extension de l'immunité au cas où le dommage est causé à l'élève lui-même, en dehors du fait d'un autre élève, est une innovation de la loi de 1937. C'était là le but originaire de la proposition Bokanowski, alors qu'il n'était pas encore question de supprimer la présomption de faute de l'art. 1384. L'Etat aurait donc couvert l'instituteur non seulement lorsque sa responsabilité aurait été engagée dans les termes de l'art. 1384, mais aussi lorsqu'il aurait été poursuivi par application des art. 1382 et 1383 C. Civ. L'adoption en 1932 du contre-projet Morand, qui supprime la présomption de faute à l'égard des instituteurs, soumet au même régime les deux situations. La substitution de responsabilité de l'Etat se réalise, non plus, dans le cadre de la faute présumée, mais dans la seule hypothèse où la faute est prouvée à la charge de

(20) V. *supra*, p. 38.

(21) Paris, 4 novembre 1921. D. P. 1924-2-8.

l'instituteur, sans qu'il y ait lieu au surplus, de distinguer suivant que le dommage est causé par l'élève ou à l'élève.

Que faut-il entendre exactement par dommage causé aux enfants ou jeunes gens ? Les termes employés par le législateur ne manquent pas d'ambiguïté. M. Mabrut²² rapporteur de la loi à la Chambre des Députés, semble indiquer qu'il s'agit surtout des cas où l'enfant ou le jeune homme s'est causé un dommage à lui-même. Il n'est pas douteux que cette hypothèse rentre dans les vues du législateur, et que la responsabilité de l'Etat est substituée à celle de l'instituteur dès lors qu'un tel dommage est imputable à faute à l'instituteur.

Mais, faut-il admettre, en outre, que la loi vise également les cas où c'est l'instituteur lui-même qui a causé un dommage à l'élève placé sous sa surveillance ? On l'a contesté parce que ce serait créer un privilège au profit des instituteurs, et M. Jeannard conclut : « Force nous est, donc, d'admettre que le maître reste responsable des dommages qu'il occasionne à ses élèves, par une faute personnelle directe (coups) ou indirecte (négligence) »²³. Cette opinion n'est pas convaincante et il est permis de penser le contraire. En effet, la loi du 5 avril 1937 a pour but principal, de supprimer toute action directe de la victime ou de ses représentants contre l'instituteur, sauf, lorsque ses agissements constituent une infraction à la loi pénale. La conséquence qui paraît devoir s'imposer est, donc, que la responsabilité de l'Etat doit être substituée à celle de l'instituteur, même, lorsque celui-ci est l'auteur du fait dommageable, qui a causé préjudice à l'élève

(22) J. O. 1937. Rapp. de M. MABRUT. Ch. Doc. ann. 2122, p. 406.

(23) Article de M. Maurice JEANNARD. *Journal des Instituteurs*. Mars 1938.

placé sous sa surveillance. Cette solution est conforme à l'esprit et à la lettre de la loi; néanmoins, il faut reconnaître qu'elle pourra donner lieu à une divergence d'interprétation, par les tribunaux.

Par ailleurs, le fait dommageable, dont il est question, n'a pas été défini. Or, traditionnellement, on distingue le dommage matériel et le dommage moral. Faut-il décider que la loi couvre, seulement le premier, c'est-à-dire, le préjudice physique résultant d'accidents ou de blessures ? Ou, au contraire, faut-il étendre l'art. 2, même au cas de préjudice moral causé par l'instituteur à ses élèves ou à leurs parents, pour atteinte à la morale ? M. Waline adopte une solution restrictive : « Bien que, dit-il, le texte de la loi vise tous les faits dommageables commis... aux enfants (sic), il semble conforme à l'intention du législateur, de restreindre la portée de la présente loi, aux accidents et blessures, car, c'est, constamment, de ces seules hypothèses qu'il s'est agi dans les travaux préparatoires » ²⁴.

Là, encore, cette opinion est contraire au texte, et les travaux préparatoires ne peuvent prévaloir contre la loi elle-même. L'expression « fait dommageable » est absolument générale et s'applique aussi bien au préjudice matériel, qu'au préjudice moral. D'ailleurs, il peut paraître douteux que, le législateur n'ait pas entendu viser les deux situations. Mais, si l'on admet, pour cette hypothèse, la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, faut-il dire, alors, avec l'auteur que, pratiquement, la neutralité scolaire n'a plus de sanction ? Il y a lieu de remarquer que de semblables affaires s'étaient présentées, devant les tribunaux, dans le droit antérieur.

(24) Note WALINE au D. P. 1938-3-42, n° 5, 3°, 2° col.

Ceux-ci avaient condamné l'instituteur, d'après les principes généraux du droit administratif qui, seuls, étaient applicables aux espèces; l'instituteur était, donc, responsable de ses fautes personnelles, l'Etat répondant, seul, au contraire, des faits constituant des fautes de service. Le même résultat sera atteint, en définitive, avec la loi du 5 avril 1937. La responsabilité de l'Etat, n'est, en effet, qu'une responsabilité de substitution; par suite, l'instituteur, auteur du préjudice moral, reste exposé au recours de l'Etat. Ainsi, le maintien de la responsabilité de l'instituteur, par l'action récursoire, constitue la garantie de sa neutralité scolaire.

Le temps pendant lequel le fait dommageable doit se produire, importe, aussi, pour déterminer l'application du régime institué par la loi de 1937. Comme le précédent, le nouveau régime de la responsabilité des instituteurs, s'applique, naturellement, aux accidents survenus au cours de la scolarité, proprement dite, c'est-à-dire, pendant le temps des classes ou des récréations ordinaires, où l'instituteur a, réglementairement, la surveillance des élèves.

Mais, de plus en plus, avec beaucoup de dévouement, les instituteurs acceptaient de remplir des fonctions de surveillance en dehors de leur service strictement pédagogique. Ils s'exposaient, alors, à de lourdes responsabilités; la loi nouvelle leur donne, à cet égard, un très juste apaisement. Aux termes de cette loi, en effet, la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur est acquise même en dehors de la scolarité, « toutes les fois que, dispose l'art. 2, dans un but d'éducation morale ou physique, non interdit par les règlements, les enfants

ou jeunes gens confiés, ainsi, aux membres de l'enseignement public, se trouveront sous la surveillance de ces derniers ».

C'était un point qui préoccupait le corps enseignant, notamment, en ce qui concerne la manifestation des œuvres dites post-scolaires et, en particulier, les exercices sportifs en dehors de la classe. La réforme met un terme à la distinction consacrée par les décisions judiciaires entre les heures de surveillance légale et les heures de surveillance officieuse, pendant lesquelles la responsabilité personnelle de l'instituteur se trouvait seule engagée. En même temps, la situation nouvelle est en harmonie avec les circulaires ministérielles qui recommandent aux instituteurs de s'intéresser, tout spécialement, aux œuvres extrascolaires.

Par exemple, une circulaire ministérielle du 13 octobre 1924, indiquait, en ce sens, les devoirs des instituteurs publics : « Il est nécessaire qu'ils fassent tous leurs efforts pour que les élèves ne soient pas entièrement livrés à eux-mêmes, en dehors des heures de classe, non plus que leurs anciens élèves, durant la période qui sépare l'école du régiment. Il y va du succès définitif de leur action éducatrice... Il importe donc que leur concours soit acquis à toutes les œuvres qui peuvent parfaire l'éducation donnée à l'école, en s'inspirant des principes rationnels dont s'inspire l'école elle-même » ²⁵.

Le texte de la loi est plus large que l'art. 1966 C. Civ., qui indique des jeux de pur agrément. En outre, pour que la substitution se produise, il n'est pas nécessaire que l'enseignement soit actuellement donné; il suffit qu'il y ait sur-

(25) Citée par MATHERON. La responsabilité des instituteurs. Th. 1928, p. 149.

veillance. « Dès l'instant que des enfants ou des jeunes gens sont confiés à des membres de l'enseignement, soit dans les classes, soit pendant la récréation, soit dans des études surveillées, soit partout où de plus en plus, pour l'éducation physique, pour l'hygiène, pour les œuvres post-scolaires, les enfants et les jeunes gens travaillent, jouent ou se développent en compagnie de leurs maîtres, il a paru nécessaire qu'en cas d'accident, ce soit l'Etat qui encourra la responsabilité, et qu'on ne puisse mettre en cause les membres de l'enseignement » ²⁶.

Ces dispositions visent toutes les circonstances où les instituteurs ou professeurs font œuvre pédagogique, en dehors de la tenue de la classe journalière. Elles s'appliquent à toutes les œuvres complémentaires de l'école, dont le service est facultatif pour les maîtres, qu'il s'agisse de cours d'adultes, de patronages, d'exercices sportifs ou simplement de promenades scolaires. Sur ce dernier point, d'ailleurs, une réponse ministérielle avait tranché la question dans le sens que nous examinons : « Si des excursions organisées le jeudi et le dimanche sont prévues par des instructions officielles, elles doivent être considérées comme le complément des leçons faites à l'école pendant les heures de scolarité » ²⁷.

La règle nouvelle est donc la suivante : lorsqu'au cours d'un exercice d'ordre moral ou sportif, accompli en dehors de la scolarité, sous la surveillance d'un instituteur, un fait dommageable a été causé dans les conditions prévues par la loi, la responsabilité de l'Etat est toujours substituée à celle de l'instituteur. C'est peut-être là, le plus clair de la réforme opérée. Cependant, la généralité même de

(26) Rapp. Suppl. de M. UHRV. J. O. 1927. Ch. Doc. ann. 4664, p. 1113.

(27) J. O. 21 avril 1922.

la formule employée par le législateur, peut créer des difficultés.

On peut se demander, en particulier, si l'expression : « enfants ou jeunes gens confiés à l'instituteur », doit s'entendre de tous ceux qui participent aux exercices extrascolaires ou, simplement, de ceux qui sont actuellement élèves de l'enseignement public. Cette dernière opinion semblerait légitime parce que la qualité d'instituteur appelle la qualité d'élève. Mais, si on l'admet, la responsabilité des instituteurs n'est plus soumise à des règles uniformes. Le bénéfice de la loi ne s'applique, alors, qu'à l'égard des seuls élèves de l'école; à l'égard des autres, au contraire, des simples participants aux œuvres annexes de l'enseignement, la responsabilité du dommage incombe personnellement à l'instituteur. Or, telle n'a pas été l'intention du législateur; il faut penser avec M. Esmein que « la loi a certainement visé les œuvres dites post-scolaires. Il ne faut donc pas exiger que l'enfant ou jeune homme soit actuellement élève. Et, dès lors, nous ne croyons pas non plus qu'on doive exiger qu'il l'ait été antérieurement, à moins que les règlements n'autorisent l'instituteur à n'admettre que les anciens élèves de l'école publique »²⁸. Mais, du fait, que l'élève doit être « confié » à l'instituteur, la loi exclut dans ce cas les majeurs, suivant par leur seule volonté les exercices scolaires dirigés par l'instituteur²⁹.

A un autre point de vue, les discussions ne manqueront pas de naître sur la question de savoir jusqu'où peut aller le but d'éducation morale que poursuit l'instituteur. Nous pensons que son activité doit être en relation avec l'enseignement qui est donné. Il ne faut pas oublier, en effet, que

(28) Chronique ESMEIN. Gaz. Pal. 14 avril 1937.

(29) PERREAU. Rev. trim., 1938, p. 5.

l'instituteur a moins pour mission d'éduquer que d'instruire et il est douteux qu'il atteigne ce résultat en utilisant les élèves pour la vente de timbres, de billets de tombola, ou pour la propagande en faveur d'œuvres charitables.

En tout cas, la responsabilité de l'instituteur reste entière, si, dans l'hypothèse formellement réservée par la loi, son activité s'exerce dans un but interdit par les règlements scolaires. « Ceux-ci défendent, notamment, d'employer les enfants des écoles à des activités politiques, sous la conduite des maîtres de l'enseignement public. Les instituteurs ne doivent pas, non plus, recourir à leurs élèves, pour faire couper ou entasser leur bois ou pour des travaux analogues » ³⁰.

D'un autre côté, malgré l'extension de la loi, aux œuvres extrascolaires, il faut maintenir cette condition que l'instituteur doit exercer ses fonctions, pour le compte du service public, auquel il est préposé. Par suite, les membres de l'enseignement ne pourraient prétendre que la responsabilité de l'Etat est substitué à la leur, lorsque l'accident survient à un moment où ils donnent des leçons particulières à des élèves. Dans cette hypothèse, en effet, l'instituteur public n'agit plus en cette qualité, pour le compte de l'Etat, et il serait, certainement, injustifié de soutenir que la responsabilité de celui-ci est engagée, à raison d'une activité sur laquelle il n'exerce aucun contrôle. Il en serait de même, croyons-nous, lorsque le directeur d'une école primaire organise un internat, qu'il gère pour son compte personnel, même avec une autorisation administrative. Là encore, bien qu'il s'agisse d'une œuvre annexe de l'enseignement, le service du pensionnat est indépendant de celui

(30) Chronique SAVATIER. Lois Nouvelles, 1937-1-252.

de l'école publique, qui est, seule, à la charge de l'Etat. Il faut s'en tenir à l'interprétation traditionnelle : la loi ne protège les instituteurs que dans l'exercice de leurs fonctions publiques, et non, au cours d'activités faisant l'objet d'une rémunération privée.

Section III.

La responsabilité engagée aux termes de la loi.

La substitution de responsabilité de l'Etat est subordonnée à cette condition nécessaire que la responsabilité de l'instituteur soit elle-même établie. L'Etat, en effet, ne prend la place de celui-ci dans la réparation, que dans le cas où l'agent peut être, lui-même, déclaré responsable. Cette condition est si évidente, qu'elle ne justifierait pas de développements particuliers, si elle n'avait fait naître une controverse, en raison d'un vice de rédaction de la loi.

Le texte voté par la Chambre des Députés, le 13 juillet 1927, qui devait devenir l'alinéa 2 de l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, disposait bien que : « Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public, *peut être admise*..... la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des dits membres de l'enseignement et ceux-ci ne pourront être mis en cause ». Mais, lors de l'élaboration de la présente loi, cet alinéa fut accueilli d'une façon incomplète par le Sénat, après sa transmission par la Chambre des Députés. Ce verbe a été omis et le texte a été, ensuite, examiné et voté par les deux Chambres, sans que l'oubli ait été réparé. Par suite, si

l'on s'en tenait aux termes mêmes de la loi publiée au Journal Officiel, il serait impossible de déterminer dans quels cas, la responsabilité de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public. Sans doute, cette lacune a été comblée cinq semaines plus tard, par un rectificatif³¹, mais, il n'en reste pas moins que, le législateur n'ayant jamais exprimé formellement sa volonté, sur l'expression à adjoindre à l'aliéna 2, un doute subsiste sur ses intentions. De la négligence du Parlement, on a pu tirer, alors, cette conséquence que le texte légalement voté donnait lieu à deux interprétations possibles.

On peut supposer, dit M. Waline, que le texte ait voulu dire : « Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public *pourrait être encore engagée (ou est engagée)*... la responsabilité de l'Etat sera substituée à la leur ». Il faut décider, alors, que le législateur se réfère à l'article précédent, qui supprime la présomption de faute, et que la responsabilité de l'Etat n'est plus engagée, qu'à la suite d'une faute prouvée à l'encontre de l'instituteur. Par suite, cette responsabilité de l'Etat n'est pas mise en jeu, dans les cas très nombreux, où il est impossible d'établir les circonstances exactes de l'accident. Cette situation sera d'autant plus fréquente, que la loi interdit de citer les instituteurs comme témoins, et qu'ainsi, la victime n'a plus, à l'appui de sa demande, que les témoignages fragiles de jeunes enfants.

Mais, dit l'auteur, on peut supposer, au contraire, que le législateur ait entendu dire : « Dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement public,

(31) J. O. 12 mai 1937, p. 5178.

pouvait être engagée d'après la législation antérieure (c'est-à-dire sans faute prouvée), il y aura lieu à substitution de la responsabilité de l'Etat ». Il faut conclure, alors, que cette responsabilité de l'Etat reste aussi large qu'auparavant, et qu'elle subsiste, notamment, dans toutes les hypothèses où il est impossible de rapporter la preuve d'une faute à l'encontre de l'instituteur. Ainsi, la victime obtiendrait réparation du dommage à elle causé, toutes les fois qu'il ne lui serait pas imputable³².

Il faut noter, d'ailleurs, que M. Mabrut³³, en énumérant les modifications de fond, apportées par le Sénat au texte de la Chambre, signale bien la suppression de la présomption de faute de l'instituteur, mais, n'indique pas que la responsabilité de l'Etat est supprimée, dans tous les cas où il n'y a pas de faute prouvée contre ses agents. De plus, la loi du 5 avril 1937 a maintenu l'al. 6 de l'art. 1384, aux termes duquel, les instituteurs continuent à répondre de plein droit des dommages causés par leurs élèves, pendant le temps où ils sont sous leur surveillance. Tout au moins, alors, faudrait-il admettre, dans ce cas, la possibilité pour la victime, d'actionner l'Etat sans avoir à prouver la faute de l'instituteur.

Quelle est, de ces deux interprétations, celle qui doit être retenue ? Si l'on veut appliquer le texte définitif de la loi, il faut déterminer quelle est la valeur légale du rectificatif, apporté au texte original. La difficulté vient du fait que ce rectificatif réalise une addition au texte voté par les Chambres. Il y a lieu de remarquer, en effet, que l'expression « est engagée », ne figure, ni dans les textes qui ont été votés par les deux Assemblées, ni dans

(32) V. sur cette discussion : note WALINE, D. P. 1938-4-42. 3^e col.

(33) J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2122, p. 406.

les documents parlementaires postérieurs ou contre-projet Morand. Cependant la jurisprudence a déjà été amenée à réparer les lacunes législatives, et les principes dégagés, dans ce domaine, permettent de prendre parti.

Le Conseil d'Etat a reconnu la valeur d'un rectificatif, après en avoir vérifié le bien-fondé; s'agissant d'une loi, il s'en est fait présenter la minute et a constaté la concordance entre le texte rectifié et celui voté par les Chambres³⁴. Mais, ce procédé est inapplicable à notre espèce, puisque, précisément, le défaut de rédaction figure dans l'original même du texte voté.

La Cour de Cassation décide que la rectification, par voie d'erratum, des dispositions légales ou réglementaires, insérées au Journal Officiel, n'est admissible qu'autant qu'il s'agit de réparer « une simple erreur matérielle, si l'existence d'une telle erreur est assez apparente », pour qu'il convienne de faire prévaloir sur le texte primitivement inséré au Journal Officiel, le texte ainsi modifié³⁵. C'est dire qu'un rectificatif a pour fonction propre de redresser une simple erreur matérielle et qu'il doit rester inopérant, s'il est employé à d'autres fins. La Cour de Cassation se rallie, ainsi, à la théorie dégagée par M. Duguit, pour qui, l'erratum n'a de valeur légale que « s'il ne fait que rectifier une erreur matérielle évidente ».

Peut-on admettre que le législateur ait commis une simple erreur matérielle en oubliant de pourvoir une phrase de son verbe nécessaire ? L'affirmation est d'autant plus légitime que la jurisprudence a admis que l'erreur matérielle peut ressortir du texte lui-même, lorsque celui-ci édicte des dispositions manifestement contraires

(34) Cons. Et. 29 juin 1934. S. 1934-3-112.

(35) Cass. Civ. 18 décembre 1933. S. 1934-1-257 et la note.

à toute logique. L'exemple type est celui qui a donné lieu à l'arrêt de la Chambre Criminelle du 8 mars 1930³⁶; le décret du 11 novembre 1917, relatif à la police des chemins de fer, interdisait aux voyageurs de monter ou de descendre « lorsque le train est complètement arrêté »; la Cour Suprême a reconnu la légalité de l'erratum publié au Journal Officiel du 28 novembre 1928, qui rétablissait la véritable interprétation à donner à ce décret.

De même, dans notre espèce, il est indéniable que le législateur n'a pas voulu voter un texte dont les termes étaient inintelligibles et à l'abri de toute compréhension. Le défaut de rédaction qui porte sur la correction grammaticale d'une phrase, peut donc être assimilé à une erreur matérielle, et, il faut retenir la légitimité d'un rectificatif, lorsqu'il a pour but de donner un sens à un texte qui en est dépourvu.

Mais, encore faut-il que cette interprétation représente la volonté vraie du législateur et que le texte rectifié traduise exactement la pensée du Parlement, telle qu'il aurait dû l'indiquer dans son vote ? Autrement dit, faut-il admettre que l'expression « est engagée », apportée par le rectificatif du 12 mai 1937 à la première proposition de l'art. 2, al. 2 de la loi du 5 avril 1937, est conforme aux intentions législatives ?

Cette expression semble commandée par l'abrogation de la loi du 20 juillet 1899; celle-ci substituait la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics, lorsque leur responsabilité était engagée, dans les conditions prévues par l'ancienne législation. Les conditions de mise en jeu de la responsabilité des membres de l'enseignement public ayant été modifiées, il y a lieu de décider que.

(36) Cass. crim. 8 mars 1930. D. P. 1930-1-101.

désormais, la substitution de la responsabilité de l'Etat se produira « dans tous les cas où la responsabilité des membres de l'enseignement, est engagée », aux termes des dispositions nouvelles.

Cette concordance nous conduit en définitive à reconnaître la valeur obligatoire du rectificatif complétant la loi du 5 avril 1937. Il en résulte, qu'actuellement, si la victime d'un dommage ne réussit pas à démontrer une faute de l'instituteur, ou tout au moins une faute caractérisée du service public de l'enseignement, elle est sans recours, aussi bien contre l'instituteur, ce qui est admissible, que contre l'Etat. Il s'en suit, que dans de nombreux cas, la victime n'aura plus en face d'elle aucun responsable, ce qui est contraire à la tendance générale de notre droit, de ne pas laisser un préjudice sans réparation. Ce sacrifice de l'intérêt des victimes résulte, néanmoins, d'un texte incertain, dont l'interprétation n'est pas rigoureuse, et il est permis de souhaiter qu'une loi rectificative se substitue au rectificatif du 12 mai 1937. Ce procédé aurait le mérite de faire disparaître toute incertitude, et l'avantage de réaliser, légalement, la suppression des garanties accordées aux victimes de dommages, dans l'ancienne législation.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur public exige que celui-ci puisse être déclaré responsable dans les conditions nouvelles de sa responsabilité. Il faut donc qu'une faute soit démontrée à sa charge; nous avons déjà étudié cette condition, nous n'y reviendrons pas. Rappelons toutefois qu'il n'y a pas à distinguer selon la gravité de la faute commise; peu importe qu'elle puisse être considérée comme une faute personnelle ou une faute de service, sui-

vant les critères habituels du droit administratif. Les membres de l'enseignement public bénéficient d'une immunité générale, à l'égard de la victime, tout au moins. Même les fautes les plus lourdes, de leur part, ne peuvent donner à la victime, qu'une action contre l'Etat, avec cette réserve, cependant, que la faute commise ne constitue pas une infraction à la loi pénale ³⁷.

(37) V. *supra*, p. 78.

CHAPITRE II

LES REGLES DE COMPETENCE ET DE PROCEDURE APPLICABLES A L'ACTION DE LA VICTIME CONTRE L'ETAT

L'Etat substitué à l'instituteur public dans la charge de la responsabilité, l'est aussi dans l'instance engagée par la victime. Il n'y a aucun rapport de procédure entre la partie lésée et l'instituteur. Celui-ci bénéficie d'une immunité de poursuites, sauf, toutefois, lorsqu'il a commis une infraction à la loi pénale ³⁸. Réserve faite de cette hypothèse, nous avons vu que la victime ne pouvait agir que contre l'Etat, représenté par le Préfet du département.

Le défendeur à l'action étant déterminé, il nous reste à voir, maintenant, devant quelle juridiction et suivant quelles formes, doit être intentée l'action en réparation de la victime contre l'Etat.

Section I.

Compétence.

Quant à la juridiction compétente, pour connaître de l'action en responsabilité dirigée contre l'Etat, en raison de

(38) V. *supra*, p. 78.

la faute commise par l'instituteur public, l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937 édicte que cette action « sera portée devant le tribunal civil ou le Juge de Paix du lieu où le dommage a été causé ». Cette formule contient, en réalité, deux règles, l'une relative à la compétence *ratione materiae*, l'autre relative à la compétence *ratione loci*, que nous allons examiner.

§ 1. — *Compétence ratione materiae.*

Dans ce domaine, encore, la loi nouvelle déroge au droit commun. Les membres de l'enseignement public, étant des fonctionnaires, la question de compétence aurait dû être réglée suivant la distinction habituelle : compétence judiciaire en cas de faute personnelle, compétence administrative en cas de faute de service. Or, la loi ne distingue pas. La compétence est judiciaire dans tous les cas. Il y a, donc, sur ce point, retour au droit commun en matière civile.

La loi nouvelle reprend, ainsi, le principe posé par la loi du 20 juillet 1899. Celle-ci établissait la compétence purement judiciaire toutes les fois que le dommage était causé par un élève. Cette règle est étendue au cas où le dommage est causé à un élève, quel qu'en soit l'auteur. Sans doute, la victime doit prouver la faute de l'instituteur public pour réussir dans son action en réparation. Mais, cette faute étant prouvée, elle n'a d'autre effet, que de créer au profit de la victime, un droit à réparation. Au contraire, elle est sans influence, sur la détermination de la juridiction compétente, pour connaître du litige. Par conséquent, sans qu'il y ait lieu de s'attacher au caractère de la faute commise ou, à la qualité de l'auteur du dommage,

l'action en responsabilité, que la victime ou ses représentants peut exercer contre l'Etat, relève dans tous les cas, de la compétence judiciaire.

Pourtant, ce principe, même, de la compétence exclusive des tribunaux de l'ordre judiciaire, est contesté. On a voulu maintenir les distinctions précédentes, et pour certains auteurs, la compétence est déterminée en fonction de la *faute* de l'instituteur, alors que pour d'autres, c'est l'*auteur du dommage* qu'il faut prendre en considération.

Ainsi, M. Desbois s'attache au caractère de la faute et estime que, « la compétence exceptionnelle de la juridiction civile à l'égard de l'Etat, ne sera admise qu'en présence d'une faute personnelle de l'instituteur, la faute de service relevant des juridictions administratives »³⁹. Ce serait, donc, le retour au droit commun de la compétence en matière administrative; or, tout démontre le contraire. Par ailleurs, si l'on se réfère aux règles du droit antérieur, il apparaît que, déjà, dans l'ancienne législation, la nature de la faute commise par l'instituteur était sans effet, sur la compétence déterminée par la loi du 20 juillet 1899.

Il est bien entendu que, la compétence judiciaire, dans la loi de 1899, n'était admise que pour les dommages causés par les élèves. Cela veut dire que, cette compétence était établie, quand il s'agissait de ces dommages et que l'Etat en répondait comme tenu, à la place de l'instituteur, de la présomption de faute de l'art. 1384 (c'est-à-dire quand la cause exacte du dommage était inconnue).

Mais la compétence était-elle, également, judiciaire, lorsque la faute de l'instituteur était prouvée : soit, faute personnelle soit, faute de service ?

Remarquons tout de suite que, si une faute personnelle

(39) DESBOIS. *Chronique D. H.* 1937-56.

de l'instituteur était démontrée, la substitution de responsabilité de l'Etat ne pouvait pas se produire (puisque l'instituteur, seul, était responsable) ⁴⁰; la loi de 1899 était donc inapplicable. Par conséquent, aucune action contre l'Etat n'étant possible en vertu de cette loi, la question de compétence ne pouvait pas se poser.

Par contre, l'instituteur avait pu ne commettre qu'une faute de service. L'Etat devait-il, alors, être poursuivi devant les tribunaux judiciaires (en vertu de la loi de 1899), ou devant les tribunaux administratifs (en vertu du droit commun) ?

La réponse à cette question permet de résoudre la difficulté dans le droit actuel. Or, si ce problème est resté incertain dans la doctrine, il a été tranché indirectement par la jurisprudence.

Dès lors, qu'un accident était causé par un élève, il était admis que, le fait de reprocher à l'instituteur une faute de service, ne faisait pas obstacle à l'application de la loi de 1899. En effet, la présomption de faute de l'art. 1384 ne cédait que devant la preuve qu'on n'avait pu empêcher le fait dommageable. Par conséquent, l'Etat était responsable comme substitué à l'instituteur, tant que cette preuve n'avait pas été rapportée. Si l'instituteur avait commis une faute de service, cela prouvait que sa conduite était irréprochable. En conséquence, il était exonéré de toute responsabilité. Mais, cette sentence absolutoire était sans influence sur la responsabilité de l'Etat. Par suite, malgré la mise hors de cause de son agent, l'Etat continuait à être présumé responsable, en vertu de la loi de 1899, tant qu'il n'avait pas démontré, quant à lui, l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable. Sans doute, c'était perdre de

(40) Cass. crim. 1^{er} août 1905. S. 1905-1-429.

vue que la responsabilité de l'Etat était, seulement, substituée à celle des instituteurs. Mais, la cour de cassation admettait que l'appréciation distincte des deux responsabilités n'était pas contradictoire ⁴¹. Naturellement, à l'égard de l'Etat, l'action étant basée sur la loi de 1899, elle était de la compétence des tribunaux judiciaires.

Ainsi, dans les cas où la victime agissait contre l'Etat, sur le terrain de la loi de 1899, son action était portée devant les tribunaux judiciaires, même lorsque l'instituteur avait commis une faute de service. D'ailleurs, la jurisprudence administrative adoptait, implicitement, la même solution. Dans ces espèces, où le dommage était causé par un élève, le Conseil d'Etat ne se déclarait compétent, qu'autant que l'action de la victime était fondée sur une mauvaise organisation du service public de l'enseignement ⁴². Par suite, l'action en réparation mettait en jeu la responsabilité directe de l'Etat, en tant que puissance publique, et non, en tant que responsable de la faute administrative de son agent. C'était dire que l'action en responsabilité de la loi de 1899 relevait, dans tous les cas, des tribunaux judiciaires, même si l'instituteur avait commis une faute de service.

Nous pouvons adopter les mêmes principes, dans la législation actuelle. Dès lors, que sont réunies, les conditions de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, l'action en responsabilité, contre l'Etat, est portée devant un tribunal judiciaire. Le caractère de la faute commise par l'instituteur est sans effet sur la détermination de la compétence. Dès lors, que la

(41) Cass. Req. 19 mai 1909. S. 1911-1-449. Note CHARMONT; 13 juillet 1926. S. 1927-1-298.

(42) Cons. Et. 12 février 1931. Rec. 1931, p. 166; 22 novembre 1933. Rec. 1933, p. 1085; 20 février 1935. Rec. 1935, p. 226.

faute, imprudence ou négligence de l'instituteur est prouvée ou offerte en preuve, et qu'on peut la considérer comme ayant causé le fait dommageable, cela suffit à donner compétence aux tribunaux civils, pour statuer sur l'action intentée contre l'Etat, substitué à l'instituteur. La distinction entre faute personnelle et faute de service ne se posera que dans l'action récursoire. Au contraire, le tribunal judiciaire saisi de la demande de la victime, n'a pas à faire cette distinction. Il doit poser et résoudre la question suivante, unique : la faute commise par l'instituteur a-t-elle déterminé le dommage, et dans quelles proportions ?

Mais, alors, pour contester le principe de la compétence exclusive des tribunaux civils, le Conseil d'Etat fait une autre distinction. Il ne faut pas oublier, en effet, que la loi nouvelle a maintenu les dispositions de l'art. 1384, al. 6 : « Les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves... pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ». Or, ce texte, qui établissait une présomption de faute à la charge des instituteurs, uniquement pour les dommages causés *par* leurs élèves, limitait, également, en vertu de la loi de 1899, la compétence des tribunaux judiciaires, à la connaissance des litiges, nés des seuls accidents survenus dans ces conditions. Dès lors, qu'un accident n'avait pas pour auteur un élève, la compétence des tribunaux judiciaires n'était pas justifiée de plein droit. Nous avons vu que cette disposition était inopérante quant au fondement nouveau de la responsabilité des instituteurs. Mais, cette opposition des deux catégories de dommages, supprimée quant aux règles de fond, ne reste-t-elle pas applicable quant à la compétence ?

Le Conseil d'Etat l'admet expressément. Dans une affaire où, un élève avait été victime d'un accident au cours d'une séance de gymnastique, cette haute juridiction a statué, récemment, en ces termes, sur les règles de compétence qu'elle entend suivre : « Considérant que, si la loi du 5 avril 1937, remplaçant la loi du 20 juillet 1899, dispose que la responsabilité de l'Etat sera substituée à celle des membres de l'enseignement public, pour les dommages causés, soit par les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés à raison de leurs fonctions, soit à ces enfants ou jeunes gens dans les mêmes conditions, elle se borne en ce qui concerne la compétence, à maintenir les dispositions de la loi précitée du 20 juillet 1899, attribuant à l'autorité judiciaire l'action en responsabilité dirigée contre l'Etat, dans le cas, seul prévu par l'art. 1384 C. Civ., de dommages causés par les élèves, pendant qu'ils sont sous la surveillance d'un membre de l'enseignement public; qu'elle n'apporte aucune autre dérogation, aux règles de la compétence administrative » ⁴³.

Il paraît résulter de cette décision que les tribunaux de l'ordre judiciaire ne continueraient à être compétents, qu'en cas d'accidents causés « *par* » les élèves. Pour les accidents causés « *aux* » élèves, la compétence judiciaire ou administrative serait déterminée suivant la distinction habituelle : compétence judiciaire en cas de faute personnelle, compétence administrative, en cas de faute de service. Il n'y aurait, donc, rien de changé aux règles de compétence antérieures.

D'après la note signée M. D. sous l'arrêt précité, le commissaire du Gouvernement aurait défendu une thèse dif-

(43) Cons. Et. 4 juin 1937, Rec. 1937-537; D. P. 1937-3-48 et la note signée M. D.; S. 1938-3-97 et la note signée P. de F. R.

férente : « La loi de 1937 ne réaliserait pas l'assimilation du cas de responsabilité pour accidents causés par les enfants, au cas de responsabilité pour accidents causés aux enfants, mais l'assimilation contraire. En d'autres termes, non seulement les tribunaux civils conserveraient leur compétence en matière de faute personnelle, mais, ils l'étendraient, également, à la faute de service; la juridiction administrative ne connaîtrait que des hypothèses exceptionnelles de faute de service où la victime ne mettrait en cause que l'organisation *du* service, indépendamment de la personne même de l'instituteur ».

A notre avis, c'est la seule solution qui paraisse juridiquement soutenable. Dans l'espèce qui était soumise au Conseil d'Etat, il y a lieu de noter, d'ailleurs, que la demande du requérant était fondée à la fois, sur une faute de l'instituteur et sur une mauvaise organisation du service public de l'enseignement. Ce dernier motif était suffisant, à lui seul, pour justifier la compétence administrative, et c'est peut-être, la raison qui a entraîné la décision du Conseil d'Etat. On relève, en effet, en tête de l'arrêt : « Considérant que le Sieur L. soutient que l'accident... serait imputable à un défaut de surveillance du moniteur et de l'instituteur, ainsi qu'à une organisation défectueuse des exercices de gymnastique; *qu'il incrimine, ainsi, le service public de l'enseignement* et que, par suite, le Conseil d'Etat est compétent, en vertu de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872, pour statuer sur la requête du Sieur L... »

La compétence administrative est fondée, si la décision se base, uniquement, sur la faute du service public; mais l'arrêt retenant, en même temps, la faute de l'agent, à notre sens, il prête à critique de ce chef. Le Conseil d'Etat, en effet, s'écarte manifestement de l'interprétation à

donner à la loi nouvelle, lorsqu'il déclare qu'elle « *se borne* », en ce qui concerne la compétence, à maintenir les dispositions de la loi du 20 juillet 1899. L'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, dispose, expressément, que : « la loi du 20 juillet 1899 est abrogée et remplacée... » ; on ne saurait donc, prétendre que ses dispositions sont maintenues.

Bien mieux, même, le texte de la loi dément la thèse soutenue par le Conseil d'Etat. L'alinéa 6 de l'art. 2 établit, en effet, la compétence judiciaire en ce qui concerne l'action de la victime, intentée contre l'Etat, « *ainsi responsable* » du dommage. Le terme « *ainsi* » indique, clairement, qu'il y a référence, non pas au texte ancien, mais aux dispositions nouvelles, précédant cet alinéa, qui remplacent la loi du 20 juillet 1899. Par conséquent, il y a compétence judiciaire toutes les fois que, l'action est dirigée contre l'Etat en tant que substitué à l'instituteur. Or, cette substitution de responsabilité se produit, précisément, sans distinction, que le dommage soit causé par l'élève ou à l'élève. Les deux situations sont, donc, soumises au même régime juridique, et une différence de traitement, entre elles, ne se conçoit pas.

En définitive, il n'y a pas à distinguer suivant le caractère de la faute commise ou la qualité de l'auteur du dommage⁴⁴. En effet, quel que soit cet auteur du dommage et quelle que soit la faute de l'instituteur, dès lors qu'elle est prouvée, il y a, toujours, substitution de la responsabilité de l'Etat. Par conséquent, l'action de la victime, dirigée contre l'Etat, relève, aux termes de la loi du 5 avril 1937, dans tous les cas, de la compétence judiciaire. C'est ce qu'exprimait M. Mabrut à la Chambre :

(44) En ce sens, COURTEAUD. La responsabilité civile des Instituteurs avant et après la loi du 5 avril 1937. Th. 1938, p. 71 et suiv.

« L'action en responsabilité contre l'Etat, contrairement aux règles générales qui donnent compétence aux tribunaux administratifs, sera portée devant le tribunal civil ou le Juge de Paix, suivant le chiffre de la demande » ⁴⁵.

Cette opinion a, d'ailleurs, été affirmée par le tribunal civil de Dôle, pour lequel, elle paraît évidente : « Attendu qu'en présence d'un texte aussi large et aussi impératif, il ne semble pas qu'il puisse exister un doute sur la compétence, dans tous les cas, des tribunaux de droit commun; que, bien plus, si la loi nouvelle paraît apporter une exception grave au principe de la séparation des pouvoirs, par contre, elle s'explique, parfaitement, si l'on considère que l'Etat est dans cette législation nouvelle, considéré beaucoup plus comme « patron » que comme « puissance publique »; qu'à ce point de vue, la réforme paraît en parfaite harmonie avec l'évolution de nos lois, et de nos lois sociales en particulier » ⁴⁶.

Il faut reconnaître, néanmoins, que cette appréciation n'est pas absolue et qu'elle laisse une large place à l'interprétation. Comme l'indique M. Debré : « c'est l'obscurité de la loi qu'il faut condamner »; et, il appartiendra aux tribunaux d'en limiter ou d'en étendre la portée, tout en définissant l'esprit qui en a inspiré la rédaction.

Mais les règles que nous venons de voir, s'appliquent, uniquement, à l'action intentée contre l'Etat, et basée sur une faute de l'instituteur public. Au contraire, l'action qui met en cause la responsabilité directe de l'administration, reste soumise aux règles du droit administratif. En particulier, la compétence des juridictions administratives

(45) J. O. 1937. Rapport MABRUT. Ch. Doc. ann. 2122, p. 408.

(46) Trib. civ. Dôle, 22 décembre 1937. D. H. 1938-222, et sur appel Besançon, 14 décembre 1938, D. H. 1939-108.

n'est pas modifiée par la loi nouvelle, pas plus, qu'elle ne l'avait été par l'application de la loi du 20 juillet 1899, dans les hypothèses où, seul le service public de l'enseignement est mis en cause⁴⁷.

Lorsque le préjudice résulte du mauvais fonctionnement du service, l'action relève de la compétence exclusive du Conseil d'Etat, juge de droit commun en matière administrative. Elle est dirigée contre l'Etat, en tant qu'il assume la direction du service public de l'enseignement⁴⁸. Si le préjudice a sa source dans la construction défectueuse des bâtiments scolaires ou, dans le défaut d'entretien de ces locaux, il se rattache à l'exécution des travaux publics. Dès lors, l'action doit être portée devant le Conseil de Préfecture du département de la situation de l'immeuble, et dirigée contre la personne publique, pour le compte de laquelle, les bâtiments ont été construits et à qui incombe la charge de leur entretien, c'est-à-dire, le plus souvent, la commune⁴⁹. Dans ces hypothèses exceptionnelles, de mauvais fonctionnement du service, la compétence, malgré le principe, reste administrative.

D'ailleurs, des difficultés pourront se présenter. Il se peut, en effet, que la cause de l'accident réside, à la fois, dans une faute légère de l'instituteur et dans une mauvaise organisation du service. Le tribunal civil peut juger

(47) Cons. Et. 12 février 1931. Rec. 1931, p. 166; 20 février 1935. Rec. 1935, p. 226.

(48) DUEZ. Resp. de la puissance publique, p. 17. Cons. Et. 6 mars 1914. Rec. 1914, p. 316; 23 novembre 1917. Rec. 1917, p. 763; 30 juillet 1920. Rec. 1920, p. 782; 22 juillet 1921. Rec. 1921, p. 750; 18 juillet 1930. Rec. 1930, p. 769; 21 mai 1931. Rec. 1931, p. 560; 4 mars 1932. Rec. 1932, p. 274; 14 février 1934. Rec. 1934, p. 221 et 25 novembre 1936. Rec. 1936, p. 1030; 8 janvier 1936. Rec. 1936, p. 40; 8 décembre 1937. Gaz. Pal. 1938-1-322; Trib. civ. Saumur. 4 novembre 1938, Gaz. Pal. 18 déc. 1938.

(49) Cass. civ. 21 janvier 1918. D. P. 1918-1-9. Cons. Et. 11 juillet 1924. Rec. 1924, p. 681; 20 février 1929. Rec. 1929, p. 218; 2 février 1934. Rec. 1934, p. 169; 16 novembre 1934. Rec. 1934, p. 1068.

qu'il n'y a pas faute de l'instituteur et se déclarer incompetent pour apprécier si la mauvaise organisation du service engage la responsabilité de l'Etat. La victime doit, alors, engager une seconde instance devant le Conseil d'Etat, en alléguant cette mauvaise organisation. Mais le Conseil d'Etat peut, à son tour, ne pas recevoir la demande, s'il estime qu'il y a eu faute exclusive de l'instituteur. La victime n'aura, dès lors, d'autre ressource, que de saisir le tribunal des conflits.

§ 2. — *Compétence ratione loci.*

En dehors de ces hypothèses particulières, la connaissance des litiges appartient, exclusivement, aux juridictions de l'ordre judiciaire. L'action en réparation est portée devant le tribunal civil ou le Juge de Paix, suivant l'importance de la demande. La loi du 5 avril 1937 pose une règle stricte de compétence *ratione loci*. La victime n'a pas l'option de droit commun entre le tribunal du domicile du défendeur et celui du lieu du dommage; il y a attribution exclusive de compétence, au profit de ce dernier. Par tribunal du lieu du dommage, il faut entendre, conformément à la jurisprudence, le tribunal du lieu où l'accident s'est produit, et non, celui où la faute a été commise, s'ils sont différents ⁵⁰. Normalement, le tribunal compétent sera celui dans le ressort duquel, le membre de l'enseignement public exerce ses fonctions. Mais, si l'accident survient dans un autre lieu, par exemple, au cours d'un voyage d'études, ce sera un autre tribunal.

(50) Cass. Req. 8 mars 1937. Gaz. Pal. 1937-1-917.

Enfin, M. Gasnier Duparc, ayant demandé en ce qui concerne la compétence *ratione loci*, si la substitution du Préfet à l'instituteur pouvait ordonner un changement de compétence, il lui fut répondu par MM. Leblanc et De Monzie, qu'il n'y avait rien de changé⁵¹. Notons, toutefois, qu'au cas de délit pénal, si la victime intente son action en indemnité directement contre l'instituteur public, c'est la compétence de droit commun qui s'applique.

Section II.

Procédure.

La loi du 5 avril 1937 ne donne aucune indication sur les règles de procédure à suivre, dans l'action intentée contre l'Etat. Il y a donc référence au droit commun des règles, ordinairement admises en matière de procédure civile. Par suite, il n'y a pas lieu à application de la procédure spéciale prévue par l'art. 15, T. III, de la loi des 28 octobre-3 novembre 1790, et il faut maintenir la jurisprudence antérieure, qui déclarait, inutile, le dépôt préalable d'un mémoire⁵².

Par contre, la loi nouvelle édicte une règle spéciale; elle dispose que « dans l'action principale, les membres de l'enseignement public, contre lesquels, l'Etat pourrait éventuellement exercer l'action récursoire, ne pourront être entendus comme témoins ». Le législateur a entendu assurer une protection aussi large que possible, aux fonctionnaires de l'enseignement; c'est pourquoi, il ne per-

(51) Séance du 5 juillet 1933. Sénat, J. O., p. 1630.

(52) Cass. civ. 3 juillet 1912. D. P. 1916-1-233, note L. THOMAS. Bordeaux, 14 avril 1931. D. P. 1931-2-45.

met, même pas, qu'ils soient appelés à l'instance en réparation du dommage.

Pour expliquer cette disposition nouvelle, on a fait valoir que, si l'instituteur était cité en justice, il lui faudrait manquer sa classe. Mais, c'est là, une considération de pur fait. En réalité, on ne peut entendre sous la foi du serment, celui qui est partie dans un procès. Or, si l'instituteur n'est pas partie dans l'action principale, il l'est, dans l'action récursoire intentée par l'Etat. Ces deux actions concernent, exactement, les mêmes faits; il était donc normal, suivant le principe, que la loi interdît à l'instituteur de déposer sous la foi du serment, dans l'instance principale.

Suivant l'expression de M. Mabrut, ce texte, « ne fait que créer une récusation obligatoire légale, parmi celles laissées à l'appréciation souveraine des magistrats, dans l'appréciation des témoignages »⁵³. Mais, il vaut mieux penser avec M. Perreau⁵⁴ que, conformément à la terminologie ordinaire de la procédure, l'instituteur est frappé d'une incapacité relative de témoigner, comme les parents, alliés ou conjoint d'un des plaideurs (art. 268 C. Pr. Civ.). Il est, en effet, sans intérêt, dit cet auteur, d'essayer d'étendre à ce témoin, une institution soumise à ses règles propres et concernant des personnes toutes différentes, les magistrats et les experts.

Enfin, sous le régime antérieur à la loi du 5 avril 1937, la prescription de l'action en responsabilité de la victime était de 30 ans. Sous le régime institué par la loi nouvelle, cette prescription a été considérablement réduite.

(53) J. O. 1937. Rapport MABRUT. Ch. Doc. ann. 2122, p. 408.

(54) PERREAU, Rev. trim., 1938, p. 17.

La proposition de M. Bokanowski prévoyait une prescription d'un an, mais, ce délai souleva des divergences de vue entre M. Uhry et M. Caffort. Le premier préférait maintenir la prescription de 30 ans, alors que le second la réduisait à 3 ans. C'est, finalement, ce dernier délai qui fut adopté par la Commission de l'Enseignement de la Chambre, pour les motifs suivants : « Puisque la loi actuelle modifie profondément ce régime, il n'y a aucune raison de ne pas diminuer considérablement ce long délai trentenaire, qui n'a été maintenu dans aucune législation sur les accidents ou blessures de guerre. Tout le monde sait, combien il est impossible de déterminer après un certain temps, les conditions dans lesquelles un accident a pu se produire, et on ne peut admettre que les conséquences de cet accident restent ignorées, pendant 30 ans. En fait, les délais, dans tous les cas semblables, ont été singulièrement raccourcis. Sans revenir au délai d'un an prévu par M. Bokanowski, qui est peut-être un peu court, il serait à désirer que la prescription soit acquise après 3 années » ⁵⁵.

Cependant, il semble que ce délai ne s'applique pas à l'action civile intentée contre l'Etat, par la victime, à la suite d'une infraction pénale commise par l'instituteur. La jurisprudence admet, en effet, que la durée de l'action en réparation du dommage causé par une infraction est celle de l'action publique, même si elle est exercée séparément devant une juridiction civile ⁵⁶. Par conséquent, suivant que la faute commise constituerait un crime, un délit ou une contravention, l'action serait pres-

(55) J. O. 1928. Ch. Doc. ann. 4479, p. 1091.

(56) Cass. civ. 9 janvier 1928. S. 1928-1-127; Douai, 25 novembre 1929. Gaz. Pal. 1930-1-142; Dijon, 20 décembre 1929. Gaz. Pal. 1930-1-141; Riom, 6 mars 1930. Gaz. Pal. 1930-1-837.

crite par 10 ans, 3 ans ou 1 an. Bien entendu, il faut que l'action civile ait pour base l'infraction pénale; il en serait, autrement, si l'action avait son principe en dehors du fait délictueux, dans une disposition du droit civil⁵⁷.

Pourtant on peut se demander si les éléments particuliers de la situation ne permettent pas, ici, une dérogation. En effet, dans notre cas, l'action civile (si elle est séparée de l'action publique) n'est pas exercée contre le même défendeur que l'action publique : elle l'est contre l'Etat au lieu de l'être contre l'instituteur. Mais, précisément, la jurisprudence admet, dans ces hypothèses, que le changement de défendeur laisse subsister le principe. Ainsi, lorsque l'action est portée devant le juge civil, non pas contre l'auteur du délit, mais contre ses héritiers ou la personne civilement responsable, cette action civile est prescrite par le même délai que l'action publique⁵⁸. Dès lors, dans la loi de 1937, lorsque l'action de la victime contre l'Etat est basée sur une infraction pénale commise par l'instituteur, elle est soumise à la prescription pénale. Pratiquement, d'ailleurs, ce résultat sera de peu d'importance. Le plus souvent, en effet, le fait reproché à l'instituteur sera un délit, et la prescription du droit criminel sera la même que celle établie par la loi du 5 avril 1937.

Le point de départ du délai est le « jour où le fait dommageable a été commis ». Il s'agit évidemment du jour où l'accident est survenu, c'est-à-dire, du jour de l'acte fautif, et non, du jour de l'apparition du dommage. Il en est, ainsi, même si le dommage se révèle plus tard; de plus, en l'absence de toute indication donnée par la

(57) V. Cass. civ. 22 juin 1931. S. 1931-1-130; 27 avril 1931. Gaz. Pal. 1931-2-84; 15 novembre 1932, S. 1933-1-64.

(58) Cass. civ. 18 décembre 1912. S. 1914-1-249; Riom, 15 mai 1928. Gaz. Pal. 1928-2-372.

loi, il faut décider que cette apparition tardive ne constitue pas une cause de suspension de la prescription.

La victime ou ses représentants sont donc obligés, maintenant, pour demander réparation du dommage, d'intenter leur action contre l'Etat dans les 3 années qui suivent le jour où le fait, donnant lieu à la responsabilité de l'instituteur, a été commis. Ce délai s'applique-t-il aussi aux actions en responsabilité, antérieurement nées, qui étaient soumises à la prescription trentenaire ?

La majorité de la jurisprudence admet, que la loi du 5 avril 1937 n'est pas rétroactive⁵⁹. Mais, en principe, et sans qu'il y ait rétroactivité, une prescription en cours peut toujours être modifiée par une loi nouvelle, à la différence d'une prescription achevée. Par conséquent, la prescription de 3 ans jouera même à l'égard des actions anciennes, mais, le point de départ de ce délai ne sera pas, nécessairement, le jour du fait dommageable. Comme l'indique M. Roubier, « dans tous les cas où la loi nouvelle abrège le délai requis pour prescrire, la loi nouvelle ne peut pas s'appliquer au délai en cours, sans risquer d'être rétroactive. Il en résulte que le délai nouveau qu'elle institue courra, seulement, à compter de son entrée en vigueur; toutefois, si le délai fixé par la loi ancienne devait prendre fin avant le délai nouveau, décompté à partir de la loi nouvelle, on maintiendrait l'application de la loi ancienne : il y a, là, un cas de survie tacite de cette loi, parce qu'il serait contradictoire qu'une loi, dont le but est d'abrèger la prescription, puisse aboutir à l'allon-

(59) Paris, 7 juillet 1937. Gaz. Pal. 1937-2-788; 29 novembre 1937. Sem. Jur. 1938-534. Trib. civ. Seine, 3 février 1938. Gaz. Trib. 10 mars 1938. Trib. civ. Bagnères-de-Bigorre, 31 mars 1938. D. H. 1938-412. Angers, 25 octobre 1938. Gaz. Pal. 1938-2-686. Contra. Trib. civ. Dôle, 22 décembre 1937. D. H. 1938-222. Trib. civ. Nantes, 1^{er} février 1938. Gaz. Pal. 1938-1-726.

ger » ⁶⁰. Pour les actions en responsabilité, antérieurement nées, la prescription sera donc acquise, au maximum, dans les trois années qui suivent la promulgation de la loi du 5 avril 1937.

(60) ROUBIER. Les conflits de loi dans le temps, t. II, n^{os} 99-2-5^o, p. 242. V. aussi note DESBOIS sous Paris, 20 mars 1937. D. P. 1937-2-41.

TITRE III

LA RESPONSABILITÉ DANS LES RAPPORTS DE L'ETAT ET DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

La responsabilité de l'Etat n'est qu'une responsabilité de substitution, et il est évident qu'il n'a pas entendu s'engager définitivement et exclusivement. L'Etat, condamné par application de l'art. 2 de la loi du 5 avril 1937, peut se retourner contre le véritable responsable, à qui incombe la charge définitive de la responsabilité; cette possibilité a été, formellement, réservée par la loi, qui dispose que : « l'action récursoire pourra être exercée par l'Etat, soit contre l'instituteur, soit contre les tiers, conformément au droit commun ».

Il semble, à première vue, qu'une action de l'Etat contre les tiers ne soit pas possible, car, si l'Etat a été condamné, c'est en raison d'une faute prouvée de l'instituteur, considérée comme ayant été la cause du dommage. A l'inverse, si la faute émane uniquement d'un tiers, l'Etat échappe à toute responsabilité et la question de son recours ne se pose plus.

Il faut donc supposer, que la faute émane à la fois du tiers et de l'instituteur, et qu'on peut imputer, à tous deux,

la responsabilité du dommage. Ceci implique, à l'égard de l'instituteur, que, sans avoir participé effectivement au fait dommageable, il n'a cependant, pas fait tout ce qui était en son pouvoir, pour prévenir et empêcher l'accident. L'instituteur est donc coupable, autant que l'agent direct du dommage; il y aura lieu, croyons-nous, à partage de responsabilité entre le tiers et l'Etat substitué à l'instituteur; chacun d'eux, devant en définitive, supporter la part qui lui incombe dans la responsabilité de l'accident.

Ainsi, le recours de l'Etat contre les tiers n'est, jamais, qu'un recours partiel, puisque l'Etat doit supporter, envers la victime, la faute de son agent. Au contraire, le recours contre l'instituteur pourra être plus large. Sans doute, il aura lieu pour partie, si la faute d'un tiers subsiste à côté de celle de l'instituteur. Mais, il sera exercé, pour le tout, s'il y a faute exclusive de ce dernier.

D'ailleurs, que ce soit dans l'un ou l'autre cas, l'action récursoire est exercée « conformément au droit commun » dit la loi. Par suite, c'est dans ce droit commun qu'il faut rechercher, d'une part, les conditions de fond, et d'autre part, les règles de compétence et de procédure, qui gouvernent le droit de recours de l'Etat contre l'instituteur.

CHAPITRE I

LES CONDITIONS AUXQUELLES L'ETAT PEUT EXERCER UN RECOURS CONTRE LES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Dans ce domaine, aussi, la loi du 5 avril 1937 renvoie au droit commun. Mais, la formule employée est moins simple qu'elle ne le paraît. En effet, une double interprétation de ce renvoi au droit commun est possible.,

S'agit-il des principes généraux du droit administratif ou du droit civil ? L'hésitation est d'autant plus légitime que la loi ne donne aucune autre indication. Il faut donc préciser, d'abord, le contenu du renvoi au droit commun. Ensuite, nous verrons le domaine d'application de ce principe.

Section I.

Principe et signification du renvoi au droit commun.

On pourrait croire qu'il y a référence aux règles du droit administratif, mais, il n'apparaît pas que, d'une façon générale, le recours de l'Etat, qui a indemnisé la victime, contre le fonctionnaire auteur d'une faute, soit réellement conforme au droit commun.

A vrai dire, on conçoit mal, dans les hypothèses générales de responsabilité du fonctionnaire, que la question même d'un recours de l'Etat, puisse se poser. En effet, la faute de l'agent peut être, soit une faute personnelle, soit une faute de service.

Dans le premier cas, le fonctionnaire supporte, seul, la charge de la réparation. L'Etat n'est pas responsable, et ne peut-être condamné, envers la victime, en raison de la faute personnelle de son agent. Par suite, l'hypothèse même d'un recours est exclue.

S'il y a faute de service, l'Etat doit indemniser la victime, du préjudice subi. Mais comment pourrait-il exercer un recours contre le fonctionnaire ? Celui-ci, en effet, ne répond pas de toutes ses fautes. Précisément, c'est un principe certain, qu'il ne répond pas de ses fautes de service. Par conséquent, le fonctionnaire ne peut pas être tenu d'une faute de service, sur recours de l'Etat, plutôt que sur l'action directe de la victime.

Ainsi, il semble, qu'en règle générale, le service n'a pas de recours contre l'agent fautif ¹. Pourtant, il en est autrement, lorsqu'il y a cumul de responsabilités ². Dans certains cas, la cause du dommage réside, aussi bien, dans la faute personnelle du fonctionnaire, que dans la faute commise par le service public, lui-même. Dans ces espèces les actions en responsabilité se cumulent. Alors, la victime poursuit, à la fois, l'administration et le fonctionnaire; l'une devant les tribunaux administratifs, l'autre devant les tribunaux judiciaires. Mais, les réparations ne peuvent se cumuler. L'Etat condamné par la juridiction adminis-

(1) Sauf les comptables, les ministres, les maires.

(2) V. sur cette question : DUEZ, *La Responsabilité de la Puissance Publique* (en dehors du contrat), p. 96 et suiv.

trative, est subrogé dans les droits du tiers indemnisé contre l'agent fautif. Par suite, l'administration peut recourir contre cet agent, dans la mesure des réparations mises à la charge de ce dernier, par le tribunal judiciaire.

Ainsi, dans le droit commun administratif, le recours du service contre ses agents est très exceptionnel, parce qu'il suppose une responsabilité cumulative. Le principe opposé garde toute sa valeur : les fonctionnaires en règle générale, sont irresponsables à l'égard de l'administration. Au contraire, à l'égard des instituteurs, les règles sont différentes. L'instituteur est irresponsable envers la victime. Celle-ci ne peut agir contre lui, l'action en responsabilité est dirigée contre l'Etat, quelle que soit la faute de l'instituteur. Aussi, le recours, contre les membres de l'enseignement public, est courant, parce que, dans la loi de 1937, l'Etat est responsable envers la victime, même s'il y a faute personnelle de l'instituteur. Mais, en même temps il n'y a jamais responsabilité cumulative de l'Etat et de l'instituteur. L'action récursoire de la loi de 1937 est donc différente de celle qui est exercée contre les autres fonctionnaires. Elle a un caractère propre, et n'appartient pas au droit commun administratif des recours de l'Etat contre ses agents fautifs.

On a pensé, alors, que le renvoi au droit commun ne pouvait être que le droit privé : « Il s'agit, dit M. Savatier, du droit commun existant en matière civile. On n'aura donc pas à examiner, semble-t-il, si l'acte fautif de l'instituteur est une simple faute de service ou une faute personnelle »³. L'auteur en tire cette conséquence logique que, l'Etat ne pouvant plus être, aujourd'hui, poursuivi qu'en

(3) Chronique SAVATIER. Lois Nouvelles, 1937-1-252, n° 13. V. aussi DUEZ, Responsabilité de la Puissance Publique (en dehors du contrat), 1938, p. 297.

cas de faute établie de l'instituteur, un recours contre ce dernier lui sera toujours ouvert.

Cette opinion paraît exagérée, parce qu'alors, la protection accordée par la loi du 5 avril 1937 aux membres de l'enseignement public, est illusoire. La substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs se produit d'une façon toute théorique, puisque, l'action récursoire étant possible dans tous les cas, la charge définitive de la responsabilité pourra toujours retomber sur les instituteurs. Il y aurait, ainsi, une menace, qu'il dépendrait du bon vouloir de l'Etat de réaliser; et, au total, la situation du personnel enseignant serait moins bonne à la fois que celle des autres fonctionnaires et que celle établie par la loi du 20 juillet 1899.

En effet, sous l'empire de l'ancienne législation, le recours de l'Etat ou, plutôt, l'appel en garantie de l'instituteur, n'était pas admis dans tous les cas où une faute de l'instituteur était établie. La jurisprudence avait dégagé ce principe, que l'Etat n'était recevable à exercer une action récursoire contre l'instituteur, qu'au cas où il était établi à son endroit l'existence d'une faute personnelle dans l'exercice de ses fonctions ⁴.

Il ne semble pas que ce principe ait changé dans le droit actuel. D'ailleurs, après bien des discussions, c'est la solution qui se dégage des travaux préparatoires. Tous les rapporteurs étaient d'avis de conserver le recours de l'Etat, puisqu'il était déjà possible dans l'ancienne législation; mais, les textes proposés faisaient l'objet des plus grandes divergences de vue.

Tandis que le texte de M. Bokanowski accordait l'action

(4) Bordeaux, 1^{er} juin 1908. D. P. 1908-2-249. Disc. de M. THOMAS. Besançon, 27 janvier 1909. D. P. 1911-2-143. Cass. Req. 19 mai 1909. D. P. 1910-1-27.

récursaire au cas de « fait personnel » de l'instituteur, M. Uhry proposait de l'admettre lorsque les membres de l'enseignement public étaient eux-mêmes les auteurs du fait dommageable. Mais, ce texte fut critiqué, et au Sénat, M. Leblanc proposa de limiter l'exercice de l'action récursaire entre les membres de l'enseignement public, au seul cas « où il serait allégué contre eux, une faute, imprudence ou négligence, engageant leur responsabilité par application des articles 1382 et 1383 C. Civ. » ⁵.

Il s'agirait bien, ici, comme l'indique M. Savatier, du retour au droit commun existant en matière civile; mais ce texte ne fut pas retenu par le Sénat. Finalement, M. Bachelet ⁶, au nom de la commission de l'Enseignement, indiqua que la base essentielle des revendications des instituteurs était de ne plus avoir à répondre, devant la justice, des accidents dont leurs élèves étaient victimes, à moins qu'ils n'aient commis une faute personnelle se détachant nettement de l'exécution du service. Revenant ainsi, aux principes de la responsabilité des fonctionnaires, M. Bachelet écartait la possibilité d'un recours de l'Etat au cas de faute de service des instituteurs.

Cette opinion fut adoptée, par la suite, après l'admission par le Sénat du contre-projet Morand. M. Mabrut ⁷, rapporteur de la loi à la Chambre des Députés et M. Robert ⁸, au nom de la Commission d'Enseignement et des Beaux Art, s'expriment en des termes à peu près identiques : « l'action récursaire contre les membres de l'enseignement public ne pourra s'exercer que dans l'hypothèse où l'instituteur aura commis une faute person-

(5) J. O. 1928. Sénat. Doc. ann. 246, p. 342.

(6) J. O. 1930. Sénat. Doc. ann. 142, p. 710.

(7) J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2122, p. 406.

(8) J. O. 1937. Ch. Doc. ann. 2134, p. 418.

nelle excluant la faute de service dont seul l'Etat doit répondre, conformément à la jurisprudence du Tribunal des Conflits et de la Cour de Cassation ».

C'est la solution qu'il faut adopter, en définitive, parce qu'elle est plus conforme au vœu de la loi. On ne saurait soutenir que l'Etat ait entendu se réserver la faculté de recourir, dans tous les cas, contre l'instituteur, parce que le bénéfice des dispositions protectrices de la loi du 5 avril 1937, à l'égard des membres de l'enseignement public, leur serait pratiquement retiré. On peut dire également, que les instituteurs publics sont des fonctionnaires de l'Etat. Or, la jurisprudence avec la doctrine ont dégagé ce principe formel, qu'un fonctionnaire ne répond pas de toutes les fautes prouvées contre lui, mais seulement de ses fautes personnelles.

Ainsi, lorsque la loi de 1937 déclare que l'action récursoire de l'Etat est exercée conformément au droit commun il ne s'agit pas du *droit commun des recours* de l'Etat contre ses fonctionnaires fautifs. Il ne s'agit pas, non plus du droit commun des recours en matière civile. Il faut comprendre dans cette formule, qu'il y a application, quant aux conditions de fond de l'action récursoire, *du droit commun de la responsabilité des fonctionnaires*. Cela veut dire que la charge définitive de responsabilité, dont répond l'instituteur, doit être la même que celle incombant aux autres agents de l'Etat, en vertu du droit commun de la responsabilité des fonctionnaires. Autrement dit, l'instituteur sur recours de l'Etat, supporte la même responsabilité que tout autre fonctionnaire, sur l'action directe de la partie lésée. Par suite, l'instituteur est tenu de réparer les conséquences dommageables de ses seules fautes personnelles, comme les autres agents de l'Etat.

D'ailleurs, ce résultat est motivé par une autre raison. Nous savons que la responsabilité directe de l'instituteur, même pour faute personnelle, a disparu dans la législation actuelle⁹. Seule, subsiste à l'égard de la victime la responsabilité de l'Etat. Mais, cette situation n'est pas sans contre partie. Précisément, l'Etat condamné peut exercer contre l'instituteur l'action qui, dans tous les autres cas de responsabilité pour faute personnelle d'un fonctionnaire, appartient à la victime. Ainsi, dans la loi de 1937, l'action récursoire n'est que la transposition, au profit de l'Etat, de l'action pour faute personnelle qui pouvait être exercée, dans le droit antérieur, par la victime contre l'instituteur.

L'action récursoire de l'Etat contre les membres de l'enseignement public ne sera donc possible, qu'au cas de faute personnelle. Naturellement, le caractère de cette faute sera apprécié conformément aux règles du droit administratif. C'est, d'ailleurs, l'opinion exprimée par MM. Mazeaud : « En tout cas, le jour où sera votée la proposition Bokanowski, qui supprime la présomption de faute, seule subsistera cette distinction entre la « faute personnelle » et la « faute de service » ; c'est sur ce terrain qu'il faudra se placer, quand on voudra faire échouer le recours de l'Etat »¹⁰. Il en résulte qu'il importe peu que l'instituteur soit ou non l'auteur direct du dommage ; il faut, mais il suffit qu'il soit l'auteur d'une faute personnelle considérée comme ayant causé le fait dommageable.

(9) *Supra*, p. 78.

(10) V. MAZEAUD, t. I, n° 843 in fine, p. 731.

Section II

Application de ce principe de renvoi au droit commun.

Pour appliquer le principe posé dans la section précédente, la difficulté est de déterminer ce qu'il faut entendre par faute personnelle et faute de service. Cette question a donné lieu aux discussions les plus serrées en doctrine, et tous les auteurs reconnaissent la complexité du problème, d'autant plus, que certains faits constituent des fautes personnelles à l'égard des tribunaux judiciaires, alors qu'ils sont considérés comme des fautes de service par les tribunaux administratifs. M. Bartin n'écrit-il pas, d'ailleurs : « Tous les spécialistes que nous avons consulté sur cette difficile question, multiplient les réticences et s'efforcent de les justifier, en alléguant la rédaction toujours brève, souvent elliptique, parfois même syllabine, de considérants des arrêts du Conseil d'Etat et même du Tribunal des Conflits » ¹¹.

Pour fixer le critérium permettant de distinguer la faute de service de la faute personnelle, les auteurs s'attachent, en général, à deux idées : d'une part, la gravité de la faute, et d'autre part, l'intention de l'agent. Laferrière, dès 1877, a tenté, le premier, de fixer ce problème dans une formule précise : « Si l'acte dommageable est impersonnel, s'il révèle un administrateur, un mandataire de l'Etat plus ou moins sujet à l'erreur et non l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences, l'acte reste administratif et ne peut être déféré aux tribu-

(11) AUBRY et RAU, Cours de droit civil, 5^e éd., t. VI, § 447, p. 393, note 18 sexies.

naux; si, au contraire, la personnalité de l'agent se révèle par des fautes de droit commun, par une voie de fait, un dol, alors la faute est imputable au fonctionnaire, non à la fonction;... La responsabilité civile ne s'ajoute à la responsabilité administrative que si l'irrégularité commise par le fonctionnaire constitue en même temps une faute lourde, excédant les risques ordinaires de la fonction, ou si elle révèle une intention mauvaise » ¹².

Essayant de caractériser d'une façon plus précise encore la faute personnelle, Laferrière la voyait dans une « erreur grossière », dans une « usurpation manifeste », dans une « inexcusable atteinte aux droits privés ». D'autres auteurs s'expriment dans des termes sensiblement analogues et M. Hauriou ¹³ indique comme constituant des fautes de service : « les négligences, omissions, erreurs, qui bien que répréhensibles, sont dans les habitudes du service et par conséquent ne sont pas détachables du service ». Il y a lieu de remarquer, en effet, que l'acte incriminé peut se présenter comme matériellement distinct de celui qu'il était dans les possibilités du fonctionnaire d'accomplir. On peut alors parler « *d'acte détachable de la fonction* ». Mais il peut ne pas y avoir deux actes séparables et, surtout, un fait unique peut constituer à la fois une faute personnelle et une faute de service, de sorte que les arrêts visent plutôt, la « *faute détachable de la fonction administrative* ».

Sans vouloir nous étendre davantage, notons que la faute détachable est une faute grave et qu'on peut retenir,

(12) Concl. de M. le Commissaire du gouv. LAFERRIÈRE dans l'aff. LAUMONNIER-CARRIOL (Trib. conf. 5 mai 1877. Rec. 1877, p. 437). Traité de la juridiction administrative, t. II, p. 648.

(13) HAURIOU. Précis de droit adm. 12^e éd., p. 528. V. aussi BERTHÉLEMY. Traité de droit adm. 13^e éd., p. 82. J. APPLETON. Traité du contentieux adm., n^o 125 et suiv.

comme critérium de distinction, cette gravité de la faute commise. La faute personnelle du fonctionnaire est, en effet, une faute lourde, par opposition à la simple incorrection administrative; elle comprend donc même la faute d'imprudence ou de négligence, à condition qu'elle présente de la gravité.

Mais, comment apprécier cet élément et déterminer s'il est suffisamment caractérisé pour engager la responsabilité du fonctionnaire ? Laferrière l'avait déjà indiqué; il faut rechercher les intentions de l'agent. S'il agit en vue de sa fonction, les faits dommageables s'identifient à l'acte administratif. S'il agit, au contraire, dans un but extrafonctionnel, il se rend coupable d'une faute personnelle. Il en est, ainsi, quand le fonctionnaire se sert de sa fonction pour satisfaire ses propres intérêts, ses rancunes ou ses passions ou, lorsque ses agissements dénotent une intention maligne ou tout au moins de la mauvaise foi. Nos anciens auteurs disaient déjà que la faute personnelle est celle qui implique la « mauvaieseté de l'agent », elle révèle, en tout cas, une faute grossière qui fait présumer le dol.

La jurisprudence antérieure à la loi du 5 avril 1937 a fait application de ces idées, dans des hypothèses où un élève était victime d'un dommage en dehors du fait d'un de ses condisciples. La présomption ne pouvant jouer dans ces espèces, l'action de la victime était fondée sur une faute de l'instituteur, et cette faute, déterminant sa responsabilité était appréciée suivant les règles du droit administratif.

Ainsi, le tribunal des conflits¹⁴ a jugé que constituent

(14) Trib. confl. 2 juin 1908. D. P. 1908-3-57. S. 1908-3-81. Note HAURIOU.

des fautes personnelles se détachant de l'exercice des fonctions, des propos tenus par un instituteur, qui ne se rattachent à aucun titre à l'enseignement qu'il a mission de donner à ses élèves, dont les uns constituent un outrage à l'armée et l'apologie d'un fait qualifié crime par la loi, dont d'autres sont la violation caractérisée du principe de la neutralité scolaire en matière religieuse et une atteinte grave au droit d'éducation des parents. La Cour de Toulouse, s'est prononcée dans le même sens dans une espèce où l'instituteur avait dicté à ses élèves des passages grossiers et injurieux qui, s'adressant à des enfants, étaient contraires à la morale ¹⁵.

Il y a fait personnel détachable de la fonction, dans le fait pour un instituteur de placer inopinément sur la main d'un élève une baguette, que celui-ci relève dans un geste instinctif de protection et qui vient ainsi lui frapper l'œil ¹⁶. Un instituteur public commet aussi une faute personnelle en abandonnant loin de sa surveillance après s'en être servi pour fendre le bois destiné à l'allumage du poêle de l'école, une hachette avec laquelle un enfant qui s'en est ensuite servi, s'est causé une blessure ¹⁷.

Ces décisions relèvent ainsi un fait ou une faute détachable de la fonction, mais il faut convenir que si l'on se borne à distinguer suivant que l'acte est en dehors de l'exercice des fonctions ou qu'il rentre dans cet exercice, le critérium de la faute personnelle devient très délicat à déterminer. La cour de Poitiers a vu une faute personnelle dans une simple maladresse d'une institutrice ¹⁸.

(15) Toulouse, 26 janvier 1914. S. 1914-2-242.

(16) Besançon, 7 décembre 1933. S. 1934-2-52.

(17) Poitiers, 5 novembre 1928. S. 1933-1-153; Gaz. Pal. 1933-2-52; Cass. Req. 28 avril 1933, D. H. 1933-297.

(18) Poitiers, 29 juin 1936. D. H. 1936-502.

Celle-ci était assise à son bureau occupée à la correction des dictées, lorsqu'en se retournant brusquement, la plume lui a glissé de la main et a atteint à l'œil une élève qui se trouvait à proximité. Le dispositif de l'arrêt déclare que l'accident a eu pour cause le mouvement brusque de l'institutrice, « fait complètement en dehors de ceux compris dans l'exercice de ses fonctions publiques et par suite à elle directement et personnellement imputable ».

De telles décisions paraissent un peu trop sévères; car elles atteignent des actes qui révèlent seulement un manque de précaution et de prudence. Or, la faute personnelle, nous l'avons vu, est une faute grave. Il ne semble pas que ses éléments puissent se rencontrer dans une simple imprudence, et il est à présumer que devant un tribunal administratif, une telle faute constituerait une faute de service.

Par contre, il est d'autres situations dans lesquelles les tribunaux n'ont pas retenu les actes d'un instituteur comme constitutifs d'une faute personnelle. Ainsi, la cour de Dijon a décidé que ne commet pas une faute grave détachable de ses fonctions, mais seulement une faute de service, l'institutrice qui, par un sentiment d'humanité, a donné asile à un enfant malade dans une salle de l'école, et qui n'a pu ainsi fermer à clef la porte de la salle, circonstances qui ont permis à une autre élève d'y pénétrer avant la reprise des classes, de s'approcher du poêle pour le tisonner, et de mettre le feu à ses vêtements¹⁹. De même, le Conseil d'Etat a jugé que la négligence d'un directeur d'une école pratique de commerce et d'industrie ne constituait qu'une faute de service²⁰ : un élève avait

(19) Dijon, 20 janvier 1926. Gaz. Pal. 1926-1-632.

(20) Cons. Et. 12 mai 1926. Gaz. Pal. 1926-2-290; 7 février 1934. Rec. 1934, p. 190. V. aussi Agen, 18 février 1935. Gaz. Pal. 1935-1-742.

été blessé au cours de travaux de burinage et l'accident était imputable à la faute commise par le directeur qui n'avait pas veillé à l'exécution des circulaires ministérielles qui prescrivent l'emploi obligatoire de lunettes protectrices.

La faute ne se détache pas de la fonction lorsqu'elle se présente comme la conséquence des nécessités du service. Ainsi, l'institutrice qui est obligée d'abandonner sa surveillance pour fermer les fenêtres de la salle de classe, obligation qui lui est imposée par les règlements sur les mesures d'hygiène, ne commet pas une faute personnelle²¹. Les tribunaux, d'ailleurs, se montrent en général bienveillants et admettent que la faute de surveillance d'un instituteur ne constitue qu'une faute de service, lorsqu'elle ne dénote pas un manquement grave aux règles de leur profession²².

Mais, que décider lorsque le fait reproché à un instituteur est un délit de droit commun, par exemple, celui d'homicide ou de blessures par imprudence ? Sans doute, la victime a pu, dans cette hypothèse, poursuivre directement l'instituteur. Mais, elle a pu, aussi, agir contre l'Etat. Celui-ci, condamné en raison de la faute de l'instituteur, peut-il, alors, se retourner contre ce dernier ? Autrement dit, l'infraction pénale est-elle toujours une faute personnelle ou peut-elle être une faute de service ?

Dans la doctrine traditionnelle, il semble que toute infraction pénale commise par un agent administratif constitue toujours nécessairement une faute person-

(21) Cass. Req. 13 juillet 1926. D. P. 1927-1-298.

(22) Paris, 18 février 1933. D. H. 1933-308; Cons. Et. 19 mai 1936. Rec. 1936, p. 576.

nelle²³. Sur ce point, il semble qu'il n'y ait aucun doute, un délit ne peut avoir le caractère administratif. On pourrait dire, aussi, que les fonctionnaires en commettant une infraction pénale sont sortis de leurs fonctions. En effet, un délit suppose normalement une intention répréhensible, de sorte qu'un tel acte est toujours « intellectuelle-ment détachable de la fonction ». Il en est évidemment, ainsi, pour tous les crimes et pour les délits dont un élément constitutif est une volonté criminelle. Mais, pour une infraction ne comportant aucun élément intentionnel, une contravention ou un délit de blessures involontaires, par exemple, peut-on soutenir, pareillement, qu'il y a toujours faute personnelle ?

La Cour de Cassation l'a admis implicitement dans un ancien arrêt du 11 août 1905²⁴. Des élèves en jouant mirent le feu aux vêtements d'un de leurs camarades qui mourut de ses blessures; l'accident avait été rendu possible par la faute de surveillance de l'institutrice qui s'était absentée de l'école. L'institutrice fut poursuivie et condamnée pour blessures involontaires et l'arrêt déclare que la loi du 20 juillet 1899 est inapplicable « au cas où les instituteurs commettent comme dans l'espèce une faute personnelle, un défaut de surveillance caractérisé, constituant le délit prévu et réprimé par l'art. 319 C. P. ».

Dans une espèce plus récente, au cours d'un exercice de lancer individuel du poids sous la surveillance du professeur de gymnastique, une élève qui venait de ramasser le sien, reçu au-dessous de l'œil, celui qui venait d'être

(23) DUPEYROUX. Faute personnelle et faute de service. Th. 1922, p. 59 et 98. APPLETON. Traité Elém. du contentieux adm., n° 126, p. 239. LALOU. Responsabilité civile, n° 1407, p. 665. DUEZ. Responsabilité de la Puissance publique (en dehors du contrat), 1938, p. 93.

(24) Cass. crim. 11 août 1905. S. 1905-1-429.

lancé par une de ses camarades. La Cour de Paris²⁵, reformant la décision des premiers juges acquitta l'élève auteur de l'accident et condamna le professeur de gymnastique comme coupable du délit de blessures involontaires, tant pénalement que civilement à des dommages et intérêts, sans rechercher toutefois s'il y avait faute personnelle ou faute de service, d'après les critères habituels du droit administratif. Sans doute, dans cette affaire, le dommage avait été causé par un élève, mais l'art. 1384 ne pouvait jouer. Une faute pénale avait été relevée contre le professeur; il devait être poursuivi par application de l'art. 1382, et la Cour de Paris aurait dû rechercher si la faute imputée, d'après les données de la cause, était faute personnelle ou faute de service. La condamnation du professeur laisse présumer que la Cour de Paris a vu dans le délit de blessures involontaires, une faute personnelle.

Par contre, le Conseil d'Etat²⁶, saisi de la même affaire, a déclaré que l'accident provenait d'une organisation défectueuse de l'exercice pendant lequel il s'était produit, et que dès lors il y avait faute du service public engageant la responsabilité de l'Etat. En même temps, l'arrêt déclarait que l'Etat serait subrogé dans les droits de la victime jusqu'à concurrence des indemnités qui lui seraient allouées par les juridictions de l'ordre judiciaire. Il y avait ainsi responsabilité directe de l'Etat et l'arrêt ne tranchait pas la question de savoir si le délit reproché au professeur de gymnastique, constituait une faute personnelle ou une faute de service.

Or, il y a lieu de remarquer que dans les infractions par imprudence, « ce qui fait alors qu'il y a infraction punie

(25) Paris, 23 février 1937. S. 1937-2-109 et 7 juillet 1937. Gaz. Pal. 1937-2-788.

(26) Cons. Et. 19 mai 1936. Rec. 1936, p. 576.

d'une peine correctionnelle, ce n'est pas le degré de gravité de la faute — la faute la plus légère suffit —, c'est le rapport de cause à effet entre cette faute, même venielle, et la mort ou les blessures de la victime » ²⁷. M. Picard en tire cette conséquence que l'auteur d'un homicide par imprudence peut n'avoir commis qu'une faute légère, qui imputable à un fonctionnaire ayant agi dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ne constitue qu'une faute de service. D'ailleurs les dernières décisions du Tribunal des Conflits sont en ce sens, notamment dans l'arrêt Thépaz ²⁸. Dans cette affaire, un militaire avait renversé un piéton, en conduisant un camion de l'armée; le tribunal des conflits déclare dans ses considérants : « que le fait imputable à ce militaire dans l'accomplissement d'un service commandé, n'est pas constitutif d'une faute se détachant de l'exercice de ses fonctions ». Comme le note M. Mestre ²⁹ : « Ce qu'il y a de nouveau dans l'arrêt Thépaz, c'est que, en présence d'un délit pénal qui a donné lieu à condamnation, l'idée d'une faute personnelle de son auteur se trouve formellement éliminée ».

Ainsi, toute faute pénale n'est pas nécessairement une faute personnelle; cette conséquence, quoique discutable, doit être néanmoins admise en raison de l'autorité qui s'attache aux décisions du Tribunal des conflits. Un instituteur public coupable d'un délit d'imprudence peut donc échapper à toute responsabilité pécuniaire vis-à-vis de

(27) Concl. H. PICARD, Paris, 23 janvier 1937. Gaz. Pal. 1937-1-643. V. aussi note WALINE sous Douai, 4 mars 1935. D. P. 1936-2-51. Note APPLETON sous Trib. confl. 27 février 1933. D. P. 1933-3-41.

(28) Trib. confl. 14 janvier 1935. S. 1935-3-17, note ALIBERT. V. aussi Trib. confl. 30 mars 1936. Gaz. Trib. 1936-2-263. Rec. 1936, p. 1160; 4 mai 1936, Rec. 1936, p. 1161.

(29) MESTRE. Faute administrative et faute pénale. D. H. 1935, chronique p. 59, note 2. Douai, 4 mars 1935. Rev. de droit public, 1935, p. 611.

l'Etat, qui s'inspirera tout naturellement de cette jurisprudence récente, pour l'exercice de son action récursoire.

Cependant, ce résultat entraîne une conséquence qui mérite d'être signalée. Nous avons admis, précédemment, que l'instituteur, au cas de faute pénale, pouvait être directement condamné envers la victime. Mais cela n'est logiquement admissible que si l'on est dans une hypothèse où le recours de l'Etat aurait certainement réussi, si l'action n'avait pas été exercée directement contre l'instituteur. Ainsi, les solutions seraient identiques : l'instituteur serait condamné sur l'action directe de la victime, au lieu de l'être sur recours de l'Etat.

Or, précisément, nous venons de voir que ce recours de l'Etat n'était possible qu'au cas de faute personnelle; mais, que toute infraction pénale n'était pas, forcément, une faute personnelle.

Dès lors, il y aura des hypothèses où l'instituteur sera personnellement tenu à réparation si la victime exerce l'action civile devant la juridiction répressive, et où il n'encourrait aucune obligation, pour la même faute, si la victime n'avait pas exercé cette action civile. Or, la charge définitive de la responsabilité ne devrait pas varier suivant l'ordre dans lequel sont exercées les actions. En d'autres termes, la possibilité, pour la victime, d'exercer l'action civile devant la juridiction répressive ne serait parfaitement logique, que si toute infraction pénale était considérée comme faute personnelle.

Cependant, malgré leur contrariété, les solutions données sur ces deux points doivent être maintenues, parce que les principes généraux du droit et les règles particulières de la loi de 1937 les commandent. La singularité apparaît comme une combinaison inattendue de prin-

cipes; mais, reconnaissons-le, c'est un résultat assez déconcertant de la loi.

En résumé, l'Etat ne pourra exercer son action récursoire contre l'instituteur, que dans les cas où celui-ci aura commis une faute personnelle excluant la faute de service dont seul l'Etat doit répondre. A cet égard, les instituteurs obtiennent ce qui avait fait l'objet de maintes réclamations de leur part; vis-à-vis de l'Etat, leur responsabilité est appréciée selon les règles applicables dans le droit commun de la responsabilité des fonctionnaires. Il n'en reste pas moins qu'ils ne sont pas couverts dans tous les cas et les instituteurs n'ont qu'un moyen de se prémunir contre l'éventuelle action récursoire de l'Etat, c'est le contrat d'assurance.

Il faut noter cependant que le recours contre l'instituteur n'est pas une obligation, mais une simple faculté pour l'Etat. Ainsi, dit M. Waline ³⁰, « la mise en jeu de la responsabilité civile de l'instituteur va dépendre dorénavant de la décision que prendra dans chaque cas l'administration, d'intenter ou non l'action récursoire, ce qui rappelle, par certains côtés, le système de la garantie administrative de l'article 75 de la Constitution de l'An VIII, condamné par le décret-loi du 19 septembre 1870 ». Mais à l'inverse, les instituteurs restent soumis au bon vouloir de l'administration et apparaissent suivant l'expression de M. Duguit, comme « les prisonniers du Gouvernement » ³¹. Il est à présumer d'ailleurs, que l'administration se montera bien-

(30) Note WALINE. D. P. 1938-4-43, note 1-5° in fine.

(31) Cité par BERTEAUD. De la responsabilité personnelle des fonctionnaires administratifs. Th. 1922, p. 60.

veillante et, les travaux préparatoires de la loi du 5 avril 1937 montrent, qu'on ne reculait pas devant le principe d'une situation privilégiée au profit des instituteurs.

Néanmoins ce résultat n'a pas toute l'importance qu'on pourrait y attacher. En effet l'Etat, même s'il néglige d'intenter l'action récursoire, a toujours la possibilité d'exercer contre l'instituteur l'action disciplinaire. Le recours de l'Etat est la propre action de la victime à laquelle il est subrogé légalement; il peut donc exercer l'action disciplinaire, avant ou après son action récursoire. Ces deux actions sont indépendantes et les membres de l'enseignement public déchargés de leur responsabilité exclusivement civile, auront toujours à répondre de leurs actes, devant l'autorité universitaire. Ce contrôle administratif constitue un moyen d'action dont l'efficacité était indiquée déjà lors de l'élaboration de la loi du 20 juillet 1899, par M. Thézard, qui dans son rapport au Sénat s'exprimait en ces termes : « L'action disciplinaire de l'Etat sera une sûre garantie non seulement contre les fautes précises et caractérisées, mais contre les relachements de surveillance qui auraient pour résultat de favoriser la production d'accidents et un compte sévère sera toujours demandé aux maîtres des circonstances où ces accidents se seront produits » ³².

(32) J. O. 7 avril 1899. Rapp. THÉZARD. Sénat. Doc. ann. 23, p. 61.

CHAPITRE II

LES REGLES DE COMPETENCE ET DE PROCEDURE, APPLICABLES A L'ACTION RECURSOIRE, EXERCEE PAR L'ETAT, CONTRE LES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Lorsque la faute commise par l'instituteur est une faute personnelle, l'Etat a la possibilité d'exercer contre son agent l'action récursoire qui lui est réservée par la loi du 5 avril 1937. Mais la loi est muette sur le point de savoir quelle est la juridiction compétente pour connaître de cette action. Par ailleurs, aucune indication n'est donnée quant aux règles de procédure et de prescription. Ces deux points nécessitent quelques explications.

Section I

Compétence.

L'art. 2 de la loi se borne à déclarer que l'action récursoire est exercée « conformément au droit commun ». Aucune indication n'est donnée quant à la juridiction compétente. Or, en règle générale, le Conseil d'Etat et les Tribunaux de l'ordre judiciaire se disputent la connaissance des actions en responsabilité intentées par l'administration

contre ses fonctionnaires. Aussi, la détermination des règles de compétence, applicables au recours de l'Etat, présente beaucoup d'incertitude.

On a soutenu, tout d'abord, que l'action récursoire appartenait, sans conteste, à la juridiction administrative. Il faut noter, en effet, que d'une part, la compétence exceptionnelle des tribunaux judiciaires n'est établie, par la loi du 5 avril 1937, qu'en ce qui concerne l'action en responsabilité exercée par la victime, ses parents ou ses ayants droit, « *intentée contre l'Etat* »³³. Par conséquent, à interpréter le texte strictement, on ne doit pas étendre la compétence judiciaire à la connaissance de l'action de l'Etat contre l'instituteur. D'autre part, il s'agit d'apprécier les rapports entre l'administration et les fonctionnaires de l'enseignement public. L'action de l'Etat contre l'instituteur met en jeu, ainsi, les principes de droit qui régissent la fonction publique et se fonde sur ces rapports réglementaires, de nature essentiellement administrative, que la nomination du fonctionnaire crée entre l'Etat et son agent. Par suite, le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires fait obstacle à la compétence judiciaire.

Pourtant, ces arguments ne sont pas convaincants. Au contraire, les règles admises en matière administrative semblent plus favorables à la compétence judiciaire³⁴. Nous savons, qu'en principe, les fonctionnaires ne sont pas responsables envers les collectivités dont ils dépendent. La responsabilité de ces agents, envers l'administration, ne peut apparaître qu'avec la mise en œuvre

(33) MAZEAUD. T. I, n° 848; t. II, n° 2006-6°.

(34) V. sur cette question : DIVANACH. La responsabilité des fonctionnaires en droit français. T. 1935, p. 328 et suiv.

de la règle du cumul des responsabilités³⁵. Dans ces espèces, la victime poursuit le fonctionnaire devant les tribunaux judiciaires, et l'administration devant les tribunaux administratifs. Mais les condamnations prononcées ne peuvent se cumuler, et le Conseil d'Etat décide que, l'Etat condamné par le tribunal administratif sera subrogé dans les droits de la victime contre l'agent fautif. L'administration peut, alors, recourir contre le fonctionnaire, dans la mesure des condamnations mises à la charge de ce dernier par le tribunal judiciaire. Ainsi, il en résulte, précisément, que l'appréciation du quantum de la responsabilité, qui incombe personnellement au fonctionnaire, est soumise aux tribunaux judiciaires, seuls compétents pour déterminer le montant des réparations à verser par l'agent au tiers lésé.

Une solution analogue doit être admise dans notre matière. Sans doute, il n'y a pas responsabilité cumulative entre l'Etat et l'instituteur. Mais, le but de l'action récursoire de la loi de 1937 est identique à celui poursuivi lors de l'adoption de la règle du cumul des responsabilités : ne pas faire supporter par l'Etat le poids d'une réparation qui incombe en propre à son agent. Dans les deux cas, l'administration est subrogée dans les droits de la victime. Précisément, l'Etat exerce contre l'instituteur l'action directe pour faute personnelle qui appartenait, dans le droit antérieur, à la victime. Elle doit donc être portée devant les mêmes tribunaux, c'est-à-dire ceux de l'ordre judiciaire³⁶.

D'ailleurs, la faute personnelle de l'instituteur le rend

(35) *Supra*, p. 134.

(36) En ce sens. JEANPIERRE. La responsabilité civile des instituteurs. *Th.* 1938, p. 96. V. aussi note signée P. de F. R. S. 1938-3-99, 1^o, a, in fine.

étranger au service. Il doit répondre de sa faute à l'égard de l'administration comme tout particulier. Enfin, envisager l'action récursoire de l'Etat comme étant de la compétence administrative, serait admettre la possibilité d'une responsabilité propre de l'instituteur envers l'administration. Mais, ce serait, en même temps, voir dans ce recours un premier pas fait vers l'abolition du principe de l'irresponsabilité des fonctionnaires.

Il paraît plus juste de ne pas amplifier la portée de cette loi spéciale du 5 avril 1937, et de lui conserver son caractère de loi de droit civil, ajoutée à l'art. 1384, et non destinée au droit public.

Ainsi, l'action récursoire de l'Etat contre l'instituteur sera portée devant les tribunaux de l'ordre judiciaire. Mais, cette action n'est pas soumise à la règle spéciale de compétence *ratione loci*, édictée, seulement, à l'égard de l'action de la victime contre l'Etat. Par suite, l'action récursoire de celui-ci obéit aux règles ordinaires. Elle sera portée devant le tribunal du domicile du défendeur, c'est-à-dire celui de l'instituteur. Il faut en tirer cette conséquence que l'action de la victime contre l'Etat et celle de l'Etat contre l'instituteur ne seront pas toujours portées devant le même tribunal ³⁷.

Section II

Procédure et Prescription.

On peut se demander si l'Etat poursuivi par la partie lésée devant le tribunal civil, ne pourrait pas exercer son

(37) JEANPIERRE. *préc.*, p. 96.

action récursoire par voie d'appel en garantie, formé contre l'instituteur devant cette même juridiction ? L'Etat n'y manquait pas dans le droit antérieur lorsque l'instituteur n'était pas cité par le demandeur. Or, dans la loi nouvelle, rien n'interdit expressément à l'Etat de le faire, puisque la loi de 1937 décide simplement que la mise en cause des instituteurs devant les tribunaux civils n'est interdite qu'à la victime ou ses représentants. Ainsi, l'Etat conserverait le même droit, qu'auparavant, d'exercer son recours par voie d'action en garantie devant le Juge saisi, par la victime de l'action principale. Ce procédé aurait l'avantage d'éviter que l'instituteur, après avoir opposé la relativité de la chose jugée entre la victime et l'Etat, ne s'affranchisse de toute obligation de réparer en démontrant que l'Etat s'est mal défendu.

Néanmoins, ce recours en garantie, s'il est conforme au texte de la loi, ne correspond pas à l'esprit qui a présidé à sa rédaction. Les travaux préparatoires montrent, en effet, qu'on voulu éviter que l'instituteur apparaisse au procès intenté par la victime. De plus, l'action récursoire de l'Etat n'est pas une action en garantie, mais une action propre dont il est titulaire et dont il appartiendra à ses représentants du juger si elle doit, ou non, être intentée. Il vaut donc mieux décider, que l'action de l'Etat sera exercée dans une instance séparée, sinon, le recours en garantie aurait pour résultat de reconstituer la situation que le législateur a voulu faire disparaître. Il en résulte que, la condamnation de l'Etat devant le tribunal civil n'a pas, quant à la faute qu'elle constate, autorité de chose jugée à l'égard de l'instituteur non mis en cause.

Enfin il faut signaler que la courte prescription de 3 ans,

à compter du fait dommageable, établie par la loi de 1937, ne vise que l'action de la victime contre l'Etat. Par suite, elle ne concerne pas l'action récursoire de ce dernier. Pour celle-ci, les règles de prescription sont celles admises dans le droit commun des actions en justice. Par conséquent, l'instituteur restera pendant 30 ans exposé au recours de l'Etat.

Solution logique, d'ailleurs. En effet, le recours étant exercé dans une instance séparée, il suppose une condamnation de l'Etat. Or, s'il devait être intenté dans les 3 années du fait dommageable, l'Etat serait forclos, si sa condamnation intervenait en dehors de ce délai. Ainsi, la possibilité du recours de l'Etat dépendrait de la hâte de la victime à intenter son action principale, ou de la rapidité des tribunaux à rendre leur décision.

CONCLUSION

La portée d'une modification législative, les conséquences qu'elle entraîne, n'apparaissent que peu à peu, sous l'influence des décisions de justice qui président à son interprétation; et, il est toujours délicat de porter une appréciation d'ordre critique, sur une réforme qui a, à peine, subi l'épreuve de la pratique judiciaire. Sans doute, le régime de la responsabilité civile des instituteurs, même avec le tempérament apporté par la loi du 20 juillet 1899, n'était pas parfait. Il était indispensable que les principes originaires du Code Civil fussent adaptés aux circonstances et mis en harmonie avec les faits. Une réforme s'imposait; la loi du 5 avril 1937 correspond-elle aux désirs légitimes du corps enseignant ? Pour apprécier les résultats de la loi nouvelle, il faut les envisager, tour à tour, au regard des instituteurs, de l'Etat et de la victime. Par ailleurs, il faut voir si les modifications apportées à l'art. 1384 ne réagissent pas sur ses autres dispositions.

Le retour au droit commun constitue un avantage certain pour les membres de l'enseignement, un amoindrissement considérable de leur responsabilité : Du moins en est-il, ainsi, à l'égard des instituteurs privés. Ils profitent incontestablement de la suppression de la présomption de faute; et il est piquant de noter qu'une réforme, qui ne visait initialement que les seuls membres de l'enseigne-

ment public, bénéficie surtout, en définitive, aux instituteurs libres.

Par contre, cette modification du fondement de la responsabilité des instituteurs était indifférente aux membres de l'enseignement public. L'Etat se substituait à eux dans la charge de la responsabilité; il leur importait peu qu'elle fût mise en jeu en vertu d'une présomption de faute ou à la suite d'une faute prouvée. La réforme pourra même leur nuire, en fait. La victime ayant dû prouver la faute de l'instituteur, le recours de l'Etat réussira plus facilement. En effet, la victime est mieux placée pour réussir la preuve de la faute, que l'Etat sur l'action récursoire. Car, précisément, la victime connaît mieux les circonstances de l'épée que l'Etat.

Cependant, les membres de l'enseignement public obtiennent ce qui avait fait l'objet de réclamations incessantes de leur part, à savoir la généralisation du principe posé par la loi du 20 juillet 1899. Cette réforme était incontestablement à désirer, par la suppression de la distinction entre les « heures de surveillance légale » et les « heures de surveillance officieuse », qui soumettait l'instituteur à une responsabilité injustifiée. En particulier, on ne peut qu'applaudir, à la disparition de cette situation paradoxale : l'Etat encourageant les instituteurs à se consacrer aux œuvres extrascolaires et laissant subsister, entière, la responsabilité de ses agents.

Mais, alors que les instituteurs publics demandaient l'application des règles du droit commun de la responsabilité des fonctionnaires, la loi nouvelle va plus loin et dépasse leurs désirs. Elle crée à leur profit un véritable privilège en interdisant toute action de la victime contre eux. Seulement, nous l'avons vu, selon l'interprétation la

plus probable à donner au texte, la mise en cause de l'instituteur public sera possible, comme autrefois, devant les juridictions répressives, ce qui contient le germe de nouvelles doléances du corps enseignant. Ainsi, dans les nombreuses espèces où un accident survient par suite de l'imprudence d'un instituteur, celui-ci sera soumis à l'action directe de la victime devant un tribunal correctionnel. On peut craindre que, dans ces espèces, l'affaire ne soit pénalisée; situation bien plus défavorable, qu'autrefois, pour le maître !

Pour y remédier, deux propositions ont été déjà déposées. Une proposition de résolution Vidal¹ tend à interdire les poursuites pénales contre l'instituteur, lorsqu'il y aura simplement négligence, inattention ou inobservation du règlement. La proposition de loi Cogniot² est encore plus générale; elle prohibe, dans tous les cas, la mise en cause des instituteurs par la victime, devant les tribunaux répressifs. Il est à souhaiter que de tels projets ne reçoivent jamais l'approbation du Parlement. Ce serait, en effet, créer un privilège exorbitant au profit des membres de l'enseignement public, les placer au dessus de la loi pénale, dans une situation analogue à celles créées par certaines immunités constitutionnelles. Au surplus, il ne faut pas s'exagérer les inconvénients de la loi. Si l'instituteur peut être poursuivi devant un tribunal répressif, la victime peut, aussi, actionner l'Etat devant le tribunal civil. Il n'est pas douteux que la victime ne s'adresse plutôt à l'Etat, dont la solvabilité est plus sûre.

Ce qui profite réellement à l'instituteur public, c'est que la substitution de responsabilité de l'Etat soit étendue aux

(1) J. O. 23 décembre 1937. Déb. Parl., p. 3235.

(2) J. O. 25 janvier 1938. Déb. Parl., p. 93.

dommages subis par les élèves. Mais, cet avantage risque lui-même d'être illusoire, si l'Etat exerce son droit de recours. Dans le droit antérieur, la substitution de responsabilité était efficace parce qu'elle avait lieu au cas de présomption de faute, c'est-à-dire lorsque les causes du dommage étaient inconnues. C'était donc un véritable changement dans l'incidence de l'obligation de réparer. Dans la loi nouvelle, au contraire, la substitution dans un régime de responsabilité pour faute prouvée et avec droit de recours n'est peut-être qu'une apparence ?

Cependant, nous avons vu que ce recours n'était possible que dans les hypothèses où un manquement grave aux règles professionnelles était reproché à l'instituteur. Les membres de l'enseignement public ne peuvent pourtant pas demander plus, et il est heureux que le Parlement n'ait pas repris les dispositions du projet de loi de 1908, que M. Lalou a qualifié « d'une immoralité certaine »³, tendant à exonérer les instituteurs même en cas de faute personnelle. Il faut maintenir une sanction à la responsabilité des instituteurs et il reste à souhaiter que des considérations d'ordre politique ne déterminent pas l'Etat, à renoncer à l'exercice de son recours. Sinon, la responsabilité civile des membres de l'enseignement public ne serait qu'un principe théorique sans application.

La situation faite à l'Etat, dans la loi nouvelle, est incertaine. Pour lui, la suppression de la présomption de faute est un avantage, parce que sa responsabilité est moins fréquente. Par contre, elle est plus large qu'autrefois, parce que la substitution est étendue à un cas nouveau : celui où le dommage est causé à un élève en dehors

(3) LALOU. La responsabilité civile, n° 1006, p. 463.

du fait d'un de ses condisciples. Cependant, il ne dépend que de l'Etat de ne pas subir cet inconvénient. Déjà, dans le droit antérieur, pour les dommages causés aux élèves, il répondait des fautes de service de l'instituteur. S'il exerce son droit de recours, chaque fois qu'il en a le droit, il ne répondra encore, en charge définitive, que de ces mêmes fautes.

Ainsi, entre l'Etat et l'instituteur, on ne sait qui bénéficiera le plus des réformes. Un point est certain : l'Etat profite sûrement de la suppression de la présomption de faute. Mais l'extension de la substitution de responsabilité peut, soit profiter à l'instituteur public, soit ne pas modifier, comme incidence définitive de la réparation, le droit antérieur. Tout dépend de l'attitude de l'Etat et des conditions dans lesquelles son droit de recours sera exercé.

En tout cas, les intérêts en présence ne semblent pas avoir été sauvegardés par la loi nouvelle. Les avantages concédés aux instituteurs sont hors de proportion avec les inconvénients qui en résultent pour les tiers. La réforme est acquise au détriment exclusif de ces derniers. Privée du bénéfice de la présomption de faute, la victime sera moins facilement indemnisée. Cependant, la loi apporte une légère atténuation à l'égard des membres de l'enseignement public. En effet, la partie lésée peut poursuivre l'Etat pour tous les dommages, qu'ils soient causés à l'élève ou par l'élève. Elle a, ainsi, un débiteur plus certainement solvable. Par contre, sa situation est aggravée du fait de l'interdiction de citer les instituteurs publics comme témoins. Enfin, la victime devra se hâter d'intenter son action en responsabilité contre l'Etat, qui est soumise à la courte prescription de 3 ans. Là, encore, l'institution de

ce délai trop bref importait peu aux instituteurs publics, puisque, d'une part, ils sont étrangers à l'instance, et que, d'autre part, ils restent comme par le passé soumis pendant 30 ans à l'action récursoire de l'Etat.

Ainsi, la réforme préjudiciant surtout aux victimes de dommages, cela en accroît la singularité par rapport à l'évolution générale des règles de responsabilité. De plus en plus, en effet, notre droit contemporain se montrait favorable aux victimes. Suivant la formule de M. Josserand, le problème de la responsabilité avait cessé d'être exclusivement une affaire de mérite ou de démérite, pour devenir, avant tout, une question de répartition du dommage subi⁴. La loi de 1937 est, ainsi, contraire à la tendance générale de notre droit, dont le but est de restreindre, de plus en plus, les cas où un préjudice demeure sans réparation⁵.

En présence de ce sacrifice exagéré de l'intérêt des victimes, il semble que le législateur aurait dû maintenir la présomption de faute à l'encontre des instituteurs. Obliger la victime à rapporter la preuve d'une faute précise, c'est bien souvent lui dénier tout droit à réparation. La loi, d'ailleurs, permettait à l'instituteur de s'exonérer en prouvant qu'il n'avait pu empêcher le fait dommageable; et la jurisprudence admettait que cette preuve était constituée, lorsque l'instituteur avait pris des précautions suffisantes. La réforme pouvait donc être réalisée par une application modérée de l'art. 1384, mais, non par sa suppression. En réalité, elle a été inspirée dans le seul intérêt des membres de l'enseignement public : « Question de politique, disent MM. Mazeaud ! C'est dire

(4) JOSSERAND, Un ordre juridique nouveau. D. H. 1937-41.

(5) V. SAVATIER, Vers la socialisation des risques individuels. D. H. 1931 9.

que les critiques que pourraient présenter les juristes ne seraient d'aucun poids »⁶.

A un autre point de vue, la loi du 5 avril 1937 ne va-t-elle pas exercer des répercussions imprévues sur les autres cas de responsabilité édictés par l'art. 1384 C. Civ. ?

Les parents, en particulier, continuent à être présumés responsables, d'une façon générale, des dommages causés par leurs enfants mineurs habitant avec eux; et, la responsabilité des instituteurs se justifiait, précisément, en les considérant comme les délégués des parents. Or, du fait que l'instituteur n'est plus présumé en faute pour les dommages causés par ses élèves, il ne succède plus à l'obligation de garde de l'enfant, et, par suite, à la responsabilité spéciale des parents, qui lui était transmise. Ne peut-on pas dire, alors, que l'amoindrissement de la responsabilité des instituteurs accroît celle qui pèse sur les parents ? Ainsi, ces derniers subiraient la charge des avantages concédés aux instituteurs, et, à leur place, ils répondraient, à l'égard de la victime, de tous les dommages causés par leur enfant. Pourtant, la loi de 1937 ne paraît pas devoir entraîner une telle conséquence. En effet, l'art. 1384 permet aux parents d'échapper à toute responsabilité, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable. Dès lors, cette preuve sera normalement rapportée, par le seul fait qu'au moment du dommage, l'enfant se trouvait sous la surveillance de l'instituteur⁷. Pratiquement, il n'y aura donc rien de changé.

(6) MAZEAUD. T. I, n° 828 in fine, p. 719.

(7) Alger, 1^{er} décembre 1902. S. 1904-2-12. Angers, 25 octobre 1938. Gaz. Pal. 1938-2-686. AUBRY et RAU. Cours de droit civil français. 5^e éd., t. VI, § 447, p. 377. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. Traité théor. et prat. de droit civil. 2^e éd., t. XIII, n° 2909 in fine.

Les artisans, eux aussi, continuent à être présumés responsables du dommage causé par leurs apprentis. Ils étaient confondus avec les instituteurs dans le même alinéa de l'art. 1384, et il n'y avait pas d'intérêt pratique à les distinguer. Au contraire, la responsabilité qui les frappe n'étant plus la même, il faudra, désormais, rechercher ce qui les différencie. Si la loi nouvelle supprime le problème de la détermination de l'instituteur, elle fait naître, par contre, celui de la distinction entre artisans et instituteurs. Il faut s'en tenir à l'opinion traditionnelle : l'artisan est celui qui enseigne sa profession dans son atelier à un ou plusieurs apprentis qui travaillent autant pour eux-mêmes que pour le compte de leur patron. Dès lors, nous ne pensons pas que les professeurs des écoles professionnelles, à l'égard desquels se pose notamment la question, puissent être considérés comme des artisans.

Enfin, il convient de noter que les modifications apportées par la loi du 5 avril 1937 au fondement de la responsabilité civile des instituteurs peuvent avoir des conséquences considérables, dans la matière même de la responsabilité du fait d'autrui. On avait tendance à admettre que celle-ci formait un tout, du moins en ce qui concerne les mineurs; et, la jurisprudence admettait que la responsabilité du père ne cessait que lorsqu'il avait confié la garde de son enfant à l'une des personnes énumérées par l'art. 1384. Ainsi, il y avait, dans tous les cas, un répondant majeur des dommages causés par un enfant mineur. Partant de cette idée, on avait pu songer à admettre, qu'à côté du principe général de la responsabilité du fait des choses que l'on a sous sa garde, il y avait,

aussi, un principe général de la responsabilité du fait d'autrui ⁸.

Cette idée est définitivement condamnée par la loi nouvelle. Lorsqu'un dommage est causé par un élève, l'instituteur n'est plus présumé en faute; personne ne l'est à sa place; c'est donc que, dans certains cas, il n'y a plus de responsable de plein droit des actes d'un enfant mineur. La loi nouvelle consacre, à cet égard, un recul considérable de la théorie de la responsabilité. A l'œuvre si patiemment élaborée par la doctrine et la jurisprudence, le législateur de 1937 apporte un démenti formel.

Vu :

Dijon, le 22 février 1939.
Le Président de la Thèse,
Pierre LOUIS-LUCAS.

Vu :

Dijon, le 22 février 1939.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
Pierre LOUIS-LUCAS.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 22 février 1939.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université.
E. SPENLÉ.

(8) SAVATIER, La responsabilité générale du fait des choses que l'on a sous la garde a-t-elle pour pendant une responsabilité générale du fait des personnes dont on doit répondre ? D. H. 1933-81.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- APPLETON. — Traité élémentaire du contentieux administratif. Paris, 1927.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édit. revue par M. E. BARTIN, Paris, 1897-1922.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — Traité théorique et pratique de droit civil. Des Obligations, 2^e édit. Paris, 1900-1905.
- BERTHÉLÉMY. — Traité élémentaire de droit administratif, 13^e édit., 1933.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 7^e édit., 1932-1933.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général, Paris, 1923.
- DUEZ. — La responsabilité de la puissance publique (en dehors du contrat), nouv. édit., 1938.
- GARDENAT et SALMON RICCI. — De la responsabilité civile, 1927.
- GAUDEMET. — Théorie générale des obligations, publiée par H. DESBOIS et J. GAUDEMET. (Travaux de l'Université de Strasbourg, 2^e série, n^o 1), 1937.
- HAURIU. — Précis de droit administratif, 12^e édit.
- JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français, 2^e édit., 1932-1933.
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative, 2^e édit. Conclusions dans l'affaire LAUMONIER-GARRIOL, Trib. Confl. 5 mai 1877, S. 1878-2-93.
- LALOU. — La responsabilité civile, 2^e édit., 1932.
- MAZEAUD (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, 2^e édit., Paris, 1934.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, tome VI, Obligations, avec le concours de M. P. ESMEIN, 1930.
- ROUBIER. — Les conflits de loi dans le temps (2 vol.), Paris, 1929-1933.
- TEISSIER. — La Responsabilité de la puissance publique.

**Etudes particulières sur la responsabilité civile
des instituteurs.**

- SIREY. — Lois annotées de 1937, page 401.
- BEAULATON (Marie-Thérèse). — La responsabilité des membres de l'enseignement privé. Thèse Paris, 1937.
- COURTEAUD. — La responsabilité civile des instituteurs avant et après la loi du 5 avril 1937. Thèse Grenoble, 1938.
- DEBRÉ. — Note sous Conseil d'Etat, 4 juin 1937, D. P. 1937-3-48.
- DESBOIS. — Le nouveau régime de la responsabilité des instituteurs d'après la loi du 5 avril 1937, D. H. 1937, chronique, page 53.
- ESMEIN. — La loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité des instituteurs : « Variétés. », Gaz. Pal. du 14 avril 1937.
- JEANPIERRE. — La responsabilité civile des instituteurs. Thèse Nancy, 1938.
- LOTTE. — De la responsabilité civile des instituteurs publics. Thèse Poitiers, 1922.
- MATHERON. — La responsabilité civile des instituteurs. Thèse Aix, 1928.
- PERREAU. — La loi du 5 avril 1937 et la responsabilité civile des membres de l'enseignement public. Revue trimestrielle de droit civil. Janvier-Mars 1938, page 1.
- SAVATIER. — Commentaire de la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité civile des instituteurs et de l'Etat. Les Lois nouvelles, n° du 25 juin 1937, 1^{re} partie, p. 242 et n° du 5 novembre 1937, 1^{re} partie, p. 253.
- VIVARÈS. — De la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics. Thèse Montpellier, 1927.
- VOIRIN. — Notes Parlementaires. Revue trimestrielle de droit civil, 1928, p. 1036; 1929, p. 892; 1933, p. 273, 565, 969, 989; 1937, p. 527-528.
- WALINE. — Commentaire de la loi du 5 avril 1937. D. P. 1938-4-41.

Travaux préparatoires de la loi du 5 avril 1937.

- CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Proposition de loi de M. BOKANOWSKI, du 5 février 1925 (Doc. ann. n° 1202, p. 180); rapport de M. Jules UHRY, du 29 mars 1927 (Doc. ann. n° 4227, p. 500); avis de M. Charles CAFFORT au nom de la commission de l'enseignement, du 31 mai 1927 (Doc. ann. n° 4479, p. 1091); rapport supplémentaire de M. Jules UHRY, du 28 juin 1927

(Doc. ann. n° 4664, p. 1113); avis de M. Ducos au nom de la commission des finances du 4 juillet 1927 (Doc. ann. n° 4732, p. 1278); adoption le 13 juillet 1927 (J. O. du 14, deb. p. 2639).

SÉNAT. — Transmission le 3 novembre 1927 (Doc. ann. n° 551, p. 714); rapport de M. LEBLANC du 6 mars 1928 (Doc. ann. n° 246, p. 342); avis de M. Jean PHILIP au nom de la commission des finances du 16 mars 1928 (Doc. ann. n° 423, p. 476); avis de M. Alexandre BACHELET au nom de la commission de l'enseignement, du 17 mars 1930 (Doc. ann. n° 142, p. 710); rapport supplémentaire de M. LEBLANC, du 27 décembre 1932 (Doc. ann. n° 850, p. 1220); avis supplémentaire de M. Alexandre BACHELET au nom de la commission de l'enseignement du 7 mars 1933 (Doc. ann. n° 126, p. 117); avis supplémentaire de M. Jean PHILIP au nom de la commission des finances du 23 mars 1933 (Doc. ann. n° 177, p. 153); déclaration d'urgence et adoption sans discussion le 5 juillet 1933 (J. O. du 6, deb. parl., p. 1629).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Retour le 5 juin 1936 (Doc. ann. n° 63, p. 729); rapport de M. MABRUT du 18 mars 1937 (Doc. ann. n° 2122, p. 406); avis de M. Maurice ROBERT au nom de la commission de l'enseignement du 18 mars 1937 (Doc. ann. n° 2134, p. 418); déclaration d'urgence et adoption sans discussion, le 25 mars 1937 (J. O. du 26, déb., p. 1285).

**Etudes sur des problèmes particuliers,
se rattachant indirectement à la responsabilité civile
des instituteurs.**

BERTEAUD. — De la responsabilité personnelle des fonctionnaires administratifs. Thèse Bordeaux, 1922.

BESSON. — La notion de garde dans la responsabilité du fait des choses. Thèse Dijon, 1927.

BRUN. — Rapports et Domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle. Thèse Lyon, 1931.

CAMERLYNCK. — De la responsabilité contractuelle en matière d'accidents de personnes. Revue critique de législation de jurisprudence et de doctrine, 1931, page 110.

COT. — La responsabilité civile des fonctionnaires publics. Thèse Grenoble, 1922.

DIVANACH. — La responsabilité civile des fonctionnaires en droit français. Thèse Rennes, 1935.

- DUPEYROUX.** — Faute personnelle et faute du service public. Thèse Paris, 1922.
- DURAND.** — Des conventions d'irresponsabilité. Thèse Paris, 1931.
- FALQUE.** — La responsabilité du médecin après l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 mai 1936. *Rev. crit.* 1937, page 609.
- FLOUR (J.).** — Rapports de la responsabilité du fait des choses et de la responsabilité du fait d'autrui. *Rev. crit.* 1935, page 401.
- JOSSERAND.** — Un ordre juridique nouveau. *D. H.* 1937, chronique page 41.
- LALOU.** — Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant « sain et sauf ». *D. H.* 1931, chronique page 37.
- Les choses inertes et l'art. 1384 al. 1 du Code Civil. *D. H.* 1933, chronique page 93.
- MAZEAUD (Henri).** — Responsabilité contractuelle et responsabilité délictuelle. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1929, page 551.
- Essai de classification des obligations. *Rev. trim.* 1936, page 1.
- En attendant l'arrêt des Chambres Réunies : garde matérielle et garde juridique. *D. H.* 1937, chronique p. 45.
- MESTRE.** — Faute administrative et faute pénale. *D. H.* 1935, chronique page 57.
- SAVATIER.** — Vers la socialisation des risques individuels. *D. H.* 1931, page 9.
- La responsabilité générale du fait des choses que l'on a sous sa garde a-t-elle pour pendant une responsabilité générale du fait des personnes dont on doit répondre ? *D. H.*, 1933, chronique page 81.
- SCHMIDT.** — Faute civile et faute pénale. Thèse Paris, 1928.
- THOMAS.** — Distinction des obligations de moyen et de résultat. *Rev. crit.* 1937, p. 636.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
TITRE I.	
La Responsabilité dans les rapports des membres de l'enseignement et de la victime	19
CHAPITRE I. — <i>Les conditions auxquelles la victime a droit à réparation</i>	25
Section I. — Le droit commun de la faute prouvée.	26
§ 1. La faute	31
§ 2. Le préjudice	41
§ 3. Le lien de causalité	45
Section II. — Le droit commun des responsabilités présumées	49
§ 1. Responsabilité du fait des préposés	50
§ 2. Responsabilité du fait des choses	54
§ 3. Responsabilité du fait des animaux	70
§ 4. Responsabilité du fait des bâtiments	71
CHAPITRE II. — <i>L'exercice par la victime de son droit à réparation</i>	74
Section I. — L'action en réparation contre les membres de l'enseignement privé	75
Section II. — L'impossibilité, pour la victime, d'exercer une action en réparation contre les membres de l'enseignement public	78
TITRE II.	
La Responsabilité dans les rapports de la victime et de l'Etat	85
CHAPITRE I. — <i>Les conditions auxquelles la responsabilité de l'Etat est substituée, envers la victime, à celle des membres de l'enseignement public</i>	87

	Pages
<i>Section I. — La qualité de membre de l'enseignement public</i>	88
<i>Section II. — La responsabilité engagée pendant l'exercice des fonctions</i>	96
<i>Section III. — La responsabilité engagée aux termes de la loi</i>	106
CHAPITRE II. — <i>Les règles de compétence et de procédure applicables à l'action de la victime contre l'Etat.</i>	113
<i>Section I. — Compétence</i>	113
§ 1. <i>Compétence ratione materiae</i>	114
§ 2. <i>Compétence ratione loci</i>	124
<i>Section II. — Procédure</i>	125
TITRE III.	
La Responsabilité dans les rapports de l'Etat et des membres de l'enseignement public	131
CHAPITRE I. — <i>Les conditions auxquelles l'Etat peut exercer un recours contre les membres de l'enseignement public</i>	133
<i>Section I. — Principe et signification du renvoi au droit commun</i>	133
<i>Section II. — Application de ce principe de renvoi au droit commun</i>	140
CHAPITRE II. — <i>Les règles de compétence et de procédure applicables à l'action récursoire, exercée par l'Etat, contre les membres de l'enseignement public</i> ..	152
<i>Section I. — Compétence</i>	152
<i>Section II. — Procédure et prescription</i>	155
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	168

